



**REPUBLIQUE DU NIGER**  
Ministère de l'Éducation Nationale,  
de l'Alphabétisation, de  
l'Enseignement Professionnel et de  
la Promotion des Langues  
Nationales

-----  
**Secrétariat Général**  
-----



**GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE**



## **Projet Niger LIRE**

(Learning Improvement for Results in Education)

Unité de Coordination du projet

Téléphone: +227 20 37 11 09

Email: [ucpnigerlire@gmail.com](mailto:ucpnigerlire@gmail.com)

---

**Projet de Programme de Travail et Budget  
Annuels 2024 (PTBA) / Version Finale à  
l'attention des membres de la 5<sup>ème</sup> Session du  
CTS prévue le 14 février 2024**

---

**Février 2024**

## Table des matières

Fiche Signalétique.....	3
Sigles et Abréviations .....	4
Cadre de Résultats du Projet .....	7
Séquençage des Principales Activités du Projet.....	21
Schéma de la Théorie du Changement .....	22
Introduction .....	23
<b>I- Rappel de la Stratégie et des Principes d'intervention du projet LIRE.....</b>	<b>25</b>
1.1- Stratégie d'intervention .....	25
1.2- Principes d'intervention du Projet LIRE.....	26
<b>II- Méthodologie d'élaboration du PTBA.....</b>	<b>26</b>
2.1- Options stratégiques .....	26
2.2- Méthodologie d'élaboration .....	26
<b>III- Description du plan de travail .....</b>	<b>28</b>
3.1- Composante-1 : Améliorer les pratiques enseignantes .....	29
3.1.1- <i>Sous composante-1.1 : Renforcement des ENI et de l'ENS</i> .....	30
3.1.2- <i>Sous composante-1.2 : Développement d'un système d'encadrement et d'accompagnement de proximité des enseignants</i> .....	46
3.1.3- <i>Sous composante-1.3 : Outils et innovations pédagogiques</i> .....	54
3.2- Composante-2 : Promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons.....	64
3.2.1- <i>Sous composante-2.1 : Remédiation et soutien scolaire</i> .....	64
3.2.2- <i>Sous composante-2.2 : Classes passerelles pour les enfants en dehors de l'école</i> .....	70
3.2.3- <i>Sous composante-2.3 : Subventions aux écoles Makaranta pour l'acquisition des compétences de base</i> .....	77
3.3- Composante-3 : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs.....	85
3.3.1- <i>Sous composante-3.1 : Gestion axée sur la performance</i> .....	86
3.3.2- <i>Sous composante-3.2 : Mise en œuvre de la nouvelle stratégie de gestion des RH de l'éducation</i> .....	92
3.3.3- <i>Sous composante-3.3 : Suivi-Evaluation et redevabilité</i> .....	100
3.4- Composante-4 : Administration et Coordination du Projet.....	109
<b>IV- Prévision budgétaire des coûts des activités.....</b>	<b>118</b>
<b>V- Synthèse du Plan de passation des principaux marchés .....</b>	<b>120</b>
<b>VI- Mécanisme de suivi de la mise en œuvre .....</b>	<b>122</b>
<b>VII- Redevabilité (Revue périodique).....</b>	<b>124</b>
<b>VIII- Conclusion.....</b>	<b>125</b>

## Fiche Signalétique

Informations capitales			
1.	Nom du projet.	NIGER-LIRE (Learning Improvement for Results in Education)	
2.	Date approbation	6 Avril 2020	
3.	Date de Signature de l'accord	30 Mai 2020	
4.	Date d'entrée en vigueur :	28 Septembre 2020	
5.	Date de clôture :	30 Avril 2026	
6.	Organisme de Tutelle	Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation, de l'Enseignement Professionnel et de la Promotion des Langues Nationales (MEN/A/EP/PLN)	
7.	Organisme délibérant	Comité de Pilotage (CP)	
8.	Organisme de Suivi	Comité Technique de Suivi (CTS)	
9.	Chargée de Projet	Marie Yvette	Téléphone : +1 240 639 3135
		Jacqueline Sacadura	Email : <a href="mailto:msacadura@worldbank.org">msacadura@worldbank.org</a>
10.	Coordonnateur du Projet	Aoula YAHAYA	Téléphone : +227 96 96 73 96
			Email : <a href="mailto:aoulayah@yahoo.fr">aoulayah@yahoo.fr</a>
11.	Montant du Financement	140 millions USD	
12.	Nature du Financement	Don n°D580-NE	120 millions USD
		Crédit n°6572-NE	20 millions USD
13.	Objectif de Développement	Améliorer la qualité des conditions d'enseignement et d'apprentissage dans des régions déterminées et renforcer la planification et la gestion du système éducatif	
14.	Zone d'intervention	Couverture Nationale avec focus sur cinq (5) régions (Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéry, Zinder)	

## Sigles et Abréviations

AFD	: Agence française de développement
ANO	: Avis de Non Objection
APE	: Association des Parents d'Elèves
BNEE	: Bureau national des études environnementales
CAPED	: Cellule d'animation pédagogique (niveau de l'Inspection)
CAT	: Cellule d'Assistance Technique
CBP	: Contrats basés sur la performance
CES	: Cadre environnemental et social
CGES	: Cadre de gestion environnementale et sociale
CGDES	: Comités de gestion décentralisée des établissements scolaires
CIUC	: Composante d'intervention d'urgence conditionnelle
COGEM	: Comité de gestion de l'école Makaranta
COGES	: Comités de Gestion des Établissements Scolaires
CP	: Comité de Pilotage
CSR	: Comité de Suivi de la Réforme en ressources humaines
CST	: Comités de Suivi Technique du Projet
DAF	: Direction Administrative et Financière
DAO	: Dossier d'appels d'offre
DES/CP	: Direction de l'Évaluation Scolaire et des Concours Professionnels
DFIC	: Directions de la formation initiale et continue
DDES	: Directions Départementales de l'Enseignement Secondaire
DMS	: Data Must Speak
DNE	: Dispositif National d'Évaluation
DPE	: Développement professionnel des enseignants
DREN	: Direction régionale de l'éducation nationale
DREP	: Direction Régionale de l'Enseignement Primaire
DRES	: Direction Régionale de l'enseignement Secondaire
EAS	: Exploitations et abus sexuels
EI	: Évaluation d'impact
EIES	: Étude d'impact environnemental et social
ENI	: Écoles Normales d'Instituteurs
ENS	: Écoles Normales Supérieures
FGB	: Formation en gestion à la base
GdN	: Gouvernement du Niger

GF	: Gestion financière
GIZ	: Agence allemande de coopération internationale
HS	: Harcèlement sexuel
HCR	: Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDA	: Association internationale de développement
IP	: Inspections Primaires
IUC	: Intervention d'urgence conditionnelle
JICA	: Agence japonaise de coopération internationale
LIRE	: Learning Improvement for Results in Education ou Amélioration de l'apprentissage pour des résultats en éducation
MGEP	: Manuel Général d'Exécution de Projet
MGP	: Mécanisme de gestion des plaintes
MEN/A/EP/PLN	: Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation, de l'Enseignement Professionnel et de la Promotion des Langues Nationales
MEP	: Ministère de l'Enseignement Primaire, de l'Alphabétisation, de la Promotion des Langues Nationales, et de l'Education Civique
MES	: Ministère des Enseignements Secondaires
Mini-CAPED	: Unités de conseil pédagogiques au niveau des écoles
NIES	: Notices d'Impacts Environnemental et Social
ODP	: Objectif de développement de projet
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONU	: Organisation des Nations Unies
OSC	: Organisation de la société civile
PAM	: Programme alimentaire mondial
PEPP	: Plan d'engagement des parties prenantes
PDES	: Plan de développement économique et social
PDI	: Personne déplacée interne
PES	: Prescriptions Environnementales et Sociales
PEES	: Plan d'engagement environnemental et social
PMAQ	: Paquet minimum axé sur la qualité
POR	: Plan Opérationnel Régional
PPM	: Plan de passation des marchés
PSEF	: Programme sectoriel de l'éducation et de la formation
PTBA	: Plan de Travail Budgétisé Annuel
PTSEF	: Plan de transition du secteur de l'éducation et de la formation
PTF	: Partenaires Techniques et Financiers

RH	: Ressources humaines
S&E	: Suivi et évaluation
SBP	: Subvention basé sur la performance
SES	: Sauvegardes environnementales et sociales
SIGE	: Système d'information pour la gestion de l'éducation
TDR	: Termes de référence
UAM	: Université d'Abdou Moumouni
UCP	: Unité de coordination de projet
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UP	: Unités pédagogiques
URAT	: Unité Régional d'Appui Technique
USD	: Dollars des Etats-Unis d'Amérique
VBG	: Violence basée sur le genre
VBG / EAS/HS	: Violences basées sur le genre et aux exploitations, abus sexuels et harcèlement sexuels

## Cadre de Résultats du Projet

Cadre de résultats

PAYS : Niger

Projet d'appui à l'apprentissage pour améliorer les résultats en éducation au Niger

Objectifs de développement du Projet

Améliorer la qualité des conditions d'enseignement et d'apprentissage dans certaines régions et renforcer la planification et la gestion de l'éducation

Indicateurs au niveau de l'Objectif de développement du projet

Enoncé de l'indicateur	ILD	Valeur de référence	Cibles intermédiaires				Cible finale
			1	2	3	4	
<b>Améliorer les pratiques enseignantes</b>							
Augmentation du pourcentage d'enseignants ciblés dans l'enseignement de base faisant preuve de meilleures pratiques d'enseignement en classe (Texte)		n.a.	n.a.	Augmentation de 5 points de pourcentage par an	Augmentation de 5 points de pourcentage par an	Augmentation de 5 points de pourcentage par an	<b>Augmentation de 20 points de pourcentage sur la durée de vie du projet</b>
<b>Améliorer les conditions d'apprentissage pour les filles et les garçons</b>							
Nombre d'élèves de l'enseignement de base bénéficiant d'interventions directes pour l'amélioration des apprentissages (IRI, nombre)		0,00	25 000,00	100 000,00	200 000,00	400 000,00	<b>600 000,00</b>
Filles (pourcentage)		0,00	45,00	45,00	45,00	45,00	45,00
Enfants et adolescents non scolarisés bénéficiant d'interventions directes en appui à l'apprentissage (ventilés en population générale,		0,00	30 000,00	50 000,00	100 000,00	150 000,00	<b>200 000,00</b>

Énoncé de l'indicateur	ILD	Valeur de référence	Cibles intermédiaires				Cible finale
			1	2	3	4	
communautés d'accueil et réfugiés) (nombre)							
Filles (pourcentage)		0,00	45,00	45,00	45,00	45,00	45,00
<b>Planification et gestion de l'éducation renforcées</b>							
Écoles primaires et collèges bénéficiant d'une subvention de performance et répondant aux exigences minimales en termes de conditions d'enseignement et d'apprentissage (pourcentage)		0,00	60,00	65,00	70,00	75,00	<b>80,00</b>
Nombre d'évaluations nationales de grande envergure des apprentissages complétées (nombre)		0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	<b>1,00</b>

Indicateurs de résultats intermédiaires par Composantes

Énoncé de l'indicateur	ILD	Valeur de référence	Cibles intermédiaires				Cible finale
			1	2	3	4	
<b>Améliorer les pratiques enseignantes</b>							
Audit pédagogique et organisationnel réalisé et rapports produits pour les ENI et l'ENS (Oui/Non)		Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Nombre de formateurs d'enseignants formés (nombre)		0,00	0,00	75,00	115,00	150,00	150,00
Des outils d'observation en classe pour évaluer les pratiques d'enseignement sont établis (Oui/Non)		Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Nombre d'enseignants du cycle de base participant aux nouvelles activités		0,00	0,00	3 000,00	6 000,00	9 000,00	12 000,00



Enoncé de l'indicateur	ILD	Valeur de référence	Cibles intermédiaires				Cible finale
			1	2	3	4	
d'encadrement (nombre)							
Nombre d'encadreurs/facilitateurs d'encadrement formés (nombre)		0,00	60,00	120,00	240,00	360,00	480,00
Les leçons modèles sont élaborées et numérisées. (Oui/Non)		Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
<b>Promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons</b>							
Nombre d'élèves bénéficiant de programmes de remédiation à titre préventif au niveau primaire et collège (nombre)		0,00	25 000,00	75 000,00	125 000,00	175 000,00	250 000,00
Filles (pourcentage)		0,00	45,00	45,00	45,00	45,00	45,00
Nombre d'écoles Makaranta sélectionnées qui ont signé un accord avec le MEN (nombre)		0,00	0,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Nombre de filles bénéficiant de l'initiative « Espace d'apprentissage » (nombre)		0,00	375,00	750,00	1 500,00	2 250,00	3 000,00
Pourcentage qui restent scolarisés au secondaire à la fin de l'année (pourcentage)		0,00	70,00	70,00	70,00	70,00	70,00
<b>Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs</b>							
Nombre d'autorités régionales de l'éducation ayant atteint au moins 80 pour cent de leurs objectifs dans les CBP (nombre)		0,00	0,00	0,00	0,00	3,00	6,00
Pourcentage d'inspections ciblées ayant atteint au moins 80 pour cent de leurs objectifs au titre des CBP (pourcentage)		0,00	0,00	20,00	40,00	60,00	80,00
Nombre d'écoles primaires et secondaires bénéficiant d'une		0,00	0,00	1 000,00	1 500,00	3 000,00	3 300,00

Enoncé de l'indicateur	ILD	Valeur de référence	Cibles intermédiaires				Cible finale
			1	2	3	4	
subvention sur la base d' un accord de performance signé (nombre)							
Nombre de structures communautaires formées à la vérification de l'utilisation et de la mise en œuvre des subventions aux écoles (nombre)		0,00	1 000,00	3 300,00	3 300,00	3 300,00	3 300,00
Un nouveau protocole sur le déploiement des enseignants est établi. (Oui/Non)		Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui
Un plan de mise en œuvre du renforcement des capacités et du transfert de compétences, assorti d'un calendrier, est établi et mis en œuvre. (Oui/Non)		Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Une plateforme éducative nationale en ligne est établie. (Oui/Non)		Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Un recensement scolaire annuel est conduit via des outils numériques et le rapport est produit avant la fin de l'année scolaire (Oui/Non)		Non	Non	Non	Non	Oui	Oui

**Plan de suivi et d'évaluation : Indicateurs de niveau ODP**

Enoncé de l'indicateur	Définition/Description	Fréquence	Source de données	Méthodologie de collecte des données	Responsabilité de la collecte de données
Augmentation du pourcentage d'enseignants ciblés dans l'enseignement de base faisant preuve de meilleures pratiques d'enseignement en classe	Proportion d'enseignants de l'éducation de base bénéficiant de nouvelles activités d'encadrement qui font preuve de meilleures pratiques d'enseignement (en utilisant l'outil d'observation en classe dans le cadre du projet).	Annuel	Rapports issus de l'application des outils d'observation des pratiques pédagogiques	À partir de l'A3 de la mise en œuvre du projet, des rapports annuels sur les pratiques en classe des enseignants seront collectés par le MEP/MES auprès des inspections et des unités pédagogiques.	UCP

	Pour les rapports, un échantillon aléatoire d'enseignants sera sélectionné et le pourcentage d'enseignants de cet échantillon faisant preuve de nouvelles compétences (à travers les formations) sera rapporté. Valeur de référence attendue en A2 ou A3.				
Elèves bénéficiant d'interventions directes pour l'amélioration des apprentissages		Annuel	Données du projet	Rapports des interventions d'apprentissage recueillies par l'UCP. Des efforts seront menés pour communiquer des données ventilées par cycle d'enseignement (primaire et collège), catégorie de population (réfugiés, population d'accueil, général), régions et districts.	UCP
Filles					
Enfants et adolescents non scolarisés bénéficiant d'interventions directes d'appui à l'apprentissage (ventilés en population générale, communautés d'accueil et réfugiés)	Les bénéficiaires sont les enfants et les adolescents de 7 à 16 ans qui ne sont pas scolarisés et/ou qui fréquentent les écoles Makarantas.	Annuel	Données du projet	Rapports des interventions d'apprentissage. Des efforts seront menés pour communiquer des données ventilées par âge, catégorie de population (population générale, communautés d'accueil, réfugiés), régions et districts.	UCP
Filles					
Écoles primaires et collèges bénéficiant d'une subvention de performance et répondant aux exigences minimales en termes de conditions d'enseignement et d'apprentissage	Vérifie si les subventions aux écoles financées par le projet sont utilisées pour améliorer les conditions d'enseignement/d'apprentissage au niveau de l'école. Les exigences minimales seront définies en A1 et comprendront des sous-indicateurs sur la disponibilité des intrants essentiels, différenciés entre écoles primaires et collèges.	Annuel	Données du projet	S'appuyant sur la méthodologie de l'enquête IPS, les données seront collectées au moyen d'inspections visuelles des salles de classe et des locaux dans chaque école primaire et chaque collège étudié.	UCP
Nombre d'évaluations nationales de grande envergure des apprentissages complétées	Administration d'une évaluation nationale à grande échelle à l'aide	Une fois	Données du projet	Rapports	DNE/MEP

	de données nationales et de tests standardisés. La méthodologie utilisée devrait assurer la comparabilité avec les évaluations ultérieures (éléments, procédures administratives et méthodes de notation).				
Plan de suivi et d'évaluation : Indicateurs de résultats intermédiaires					
Enoncé de l'indicateur	Définition/Description	Fréquence	Source de données	Méthodologie de collecte des données	Responsabilité de la collecte des données
Audit pédagogique et organisationnel réalisé et rapports produits pour les ENI et ENS	L'audit évaluera la capacité/performance en fonction de critères spécifiques. Les rapports feront état des constats et fourniront des recommandations pour renforcer les capacités de l'ENS et des ENI.	Une fois	Données du projet	Des rapports d'audit seront préparés et transmis par des auditeurs externes à l'UCP.	UCP
Nombre de formateurs d'enseignants formés	Nombre de formateurs formés pour dispenser une formation aux élèves-enseignants des ENI. La formation prend en compte la révision et l'amélioration de l'organisation/du contenu des ENI.	Annuel	Rapports des interventions de formation	Les rapports de formation seront préparés et transmis par la DFIC à l'UCP.	DFIC
Des outils d'observation en classe pour évaluer les pratiques d'enseignement sont établis.	Outil pour mesurer la pratique/performance des enseignants. Utilisé par les inspecteurs lors des visites scolaires, mais peut également être utilisé par des observateurs externes. L'OOC est accompagné d'un rapport d'observation en classe. Considéré comme établi une fois conçu, piloté par la DFIC (avec appui externe) et validé par le MEP/MES.	Annuel	Données du projet	Des rapports seront produits par des experts sélectionnés à chaque étape du processus (conception des outils, validation et pilotage), seront consolidés par la DFIC et transmis à l'UCP	UCP
Nombre d'enseignants du cycle de base participant aux nouvelles activités d'encadrement	Nombre d'enseignants du primaire/collège bénéficiant de nouvelles activités d'encadrement : Mesure le nombre d'enseignants qui assistent à toutes les réunions de groupe organisées par les CAPED/UP dans les 4 semaines	Annuel	Données du projet - rapports des interventions de formation	Les rapports des réunions des CAPED et des UP seront préparés par les facilitateurs, consolidés par le DFIC et transmis à l'UCP. Des efforts seront faits pour communiquer des données	DFIC avec l'appui de l'UCP

	précédant le jour de la mesure.			ventilées par sexe, cycle d'enseignement (primaire et secondaire inférieur), régions et districts.	
Nombre d'encadreurs/ facilitateurs d'encadrement formés	Les bénéficiaires sont des conseillers et inspecteurs pédagogiques, des directeurs d'école et des enseignants expérimentés qui serviraient de facilitateurs pour les nouvelles activités d'encadrement.	Annuel	Données du projet - Rapports des interventions de formation	Les rapports de formation seront préparés et transmis par la DFIC à l'UCP. Des efforts seront faits pour communiquer des données ventilées par sexe, cycle d'enseignement (primaire et premier cycle du secondaire), régions et districts.	DFIC avec l'appui de l'UCP
Les leçons modèles sont élaborées et numérisées.	Elaboration de cours structurés, comprenant des exercices standardisés et des évaluations en classe, en deux ou trois langues nationales et en français. Les nouveaux supports sont numérisés.	Annuel	Données du projet	Rapports	UCP
Nombre d'élèves bénéficiant de programmes de remédiation à titre préventif au niveau primaire et collège	Suit l'évolution du nombre d'élèves du primaire et du collège qui bénéficient d'activités de remédiation axées sur la langue et les mathématiques dans le but d'améliorer l'apprentissage dans le cadre des interventions du projet.	Annuel	Données du projet	Les rapports des interventions d'apprentissage seront collectés par l'UCP. Des efforts seront faits pour communiquer des données ventilées par sexe, catégorie de population (réfugiés et communautés d'accueil), régions et districts.	UCP
Filles					
Nombre d'écoles Makaranta sélectionnées qui ont signé un accord avec le MEN	Dans le cadre d'un accord, des subventions sont allouées aux écoles Makaranta à condition qu'elles incluent dans leur programme un volume minimum d'heures d'enseignement dédiées à la lecture et aux mathématiques, dispensées par des facilitateurs formés dans le cadre des interventions du Projet.	Annuel	Données du projet et accords signés	Rapports	UCP
Nombre de filles bénéficiant de l'initiative « Espace d'apprentissage »	Suit la mise en œuvre des interventions dans le cadre de l'initiative « Espace d'apprentissage » soutenue par le	Annuel	Données du projet	Rapports	UCP

	projet				
Pourcentage qui restent scolarisés au secondaire à la fin de l'année	Indicateur principal : Nombre de filles inscrites aux activités des espaces d'apprentissage (mesuré au début de l'année) Sous-indicateur : Nombre de filles restant scolarisées au secondaire à la fin de l'année/nombre de filles inscrites aux activités des espaces d'apprentissage en début d'année	Annuel			
Nombre d'autorités régionales de l'éducation ayant atteint au moins 80 pour cent de leurs objectifs dans les CBP	Cet indicateur suivra la mise en œuvre des CBP et la performance des autorités régionales de l'éducation au niveau primaire et secondaire dans les régions de Diffa, Zinder, Tillabéri, Tahoua et Maradi	Annuel	Données du projet, CBP signés et évaluation externe des CBP	Rapports	UCP
Pourcentage d'inspections ciblées ayant atteint au moins 80 pour cent de leurs objectifs dans les CBP	Suit la mise en œuvre des CBP et la performance des inspections ciblées aux niveaux primaire et secondaire dans les régions de Diffa, Zinder, Tillabéri, Tahoua et Maradi	Annuel	Données du projet, CBP signés et évaluation externe des CBP	Rapports	UCP
Nombre de structures communautaires formées à la vérification de l'utilisation et de la mise en œuvre des subventions aux écoles	Indicateur d'engagement des citoyens. Les communautés seront régulièrement consultées sur les interventions du projet et il est prévu que le feedback de l'EC soit intégré dans les plans des écoles tout au long de la mise en œuvre. L'indicateur permettra de suivre le nombre de communautés qui ont acquis la capacité, grâce à une formation appropriée, à vérifier l'utilisation et la mise en œuvre des subventions conformément au plan des écoles.	Annuel	Données du projet	Rapports	UCP
Un nouveau protocole sur le déploiement des enseignants est établi.	Le protocole soutiendra un déploiement équitable des enseignants dans le pays en utilisant des informations au niveau de l'école.	Annuel	Protocoles RH	Les protocoles sont préparés et transmis par les directions RH à l'UCP.	UCP

<p>Un plan de mise en œuvre du renforcement des capacités et du transfert de compétences, assorti d'un calendrier, est établi et mis en œuvre.</p>	<p>Un plan de mise en œuvre du renforcement des capacités et du transfert de compétences, assorti d'un calendrier, doit être établi entre les experts internationaux du groupe de travail et leurs homologues officiellement nommés au MEN pour garantir que les capacités nationales sont effectivement renforcées tout au long de la mise en œuvre du projet.</p>	<p>Annuel</p>	<p>Données du projet</p>	<p>Rapport</p>	<p>UCP</p>
<p>Une plateforme éducative nationale en ligne est établie.</p>	<p>Développement de la plateforme, du contenu, ainsi que son accès et son utilisation gratuits. Axé sur les enseignants, les formateurs d'enseignants, le personnel de l'ENI et le personnel administratif. Plateforme conçue pour s'élargir à d'autres acteurs de l'éducation à l'avenir, y compris les élèves, les parents et le grand public.</p>	<p>Annuel</p>	<p>Plateforme éducative en ligne</p>	<p>Rapports générés par la plateforme éducative en ligne</p>	<p>UCP</p>
<p>Un recensement scolaire annuel est conduit via des outils numériques et le rapport est produit avant la fin de l'année scolaire</p>	<p>Collecte de données numériques réalisée et rapport des résultats préparé avant la fin de l'année scolaire</p>	<p>Annuel</p>	<p>Plateforme éducative en ligne</p>	<p>Rapports de recensement générés par la plateforme éducative en ligne</p>	<p>Direction du système d'information</p>

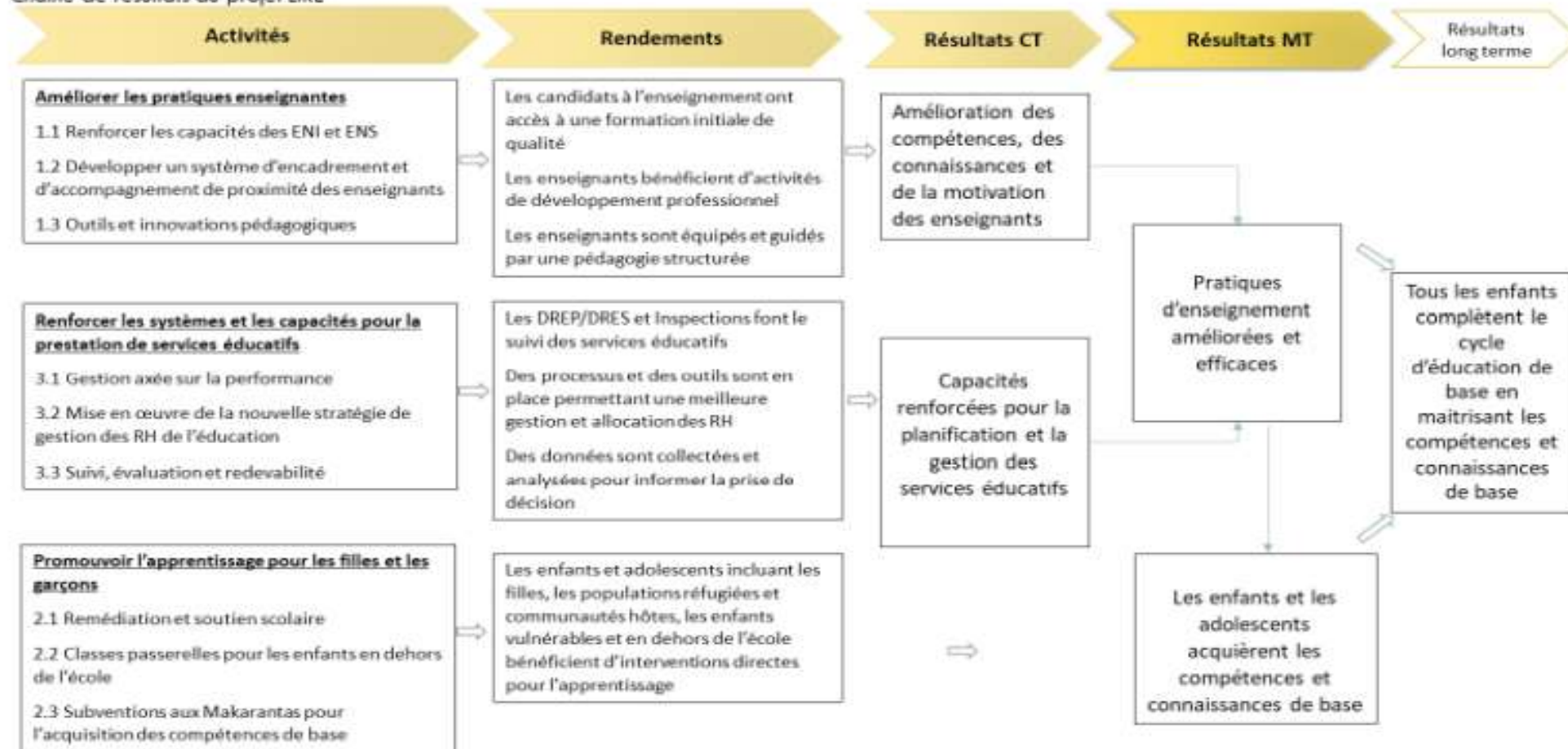
## Séquençage des Principales Activités du Projet

Composantes	A1	A2	A3	A4	A5	A6
Renforcement des écoles normales	Audit des ENI et ENS	Révision du curriculum et des méthodes de formation, et des outils pédagogiques	Formation des formateurs d'enseignants			
	Préparation des contrats de performance et des instruments	Mise en œuvre des subventions aux ENI et ENS pour la mise à niveau des infrastructures, de l'équipement et de la performance pédagogique				
Système de soutien et de supervision des enseignants	Élaboration et mise en œuvre d'un programme intensif de formation des enseignants					
	Développement des outils et supports de coaching	Recrutement et formation des coaches et encadreurs	Mise en œuvre du programme de soutien et de coaching des enseignants ainsi que des outils d'observation des pratiques en classe à travers la dynamisation des CAPED et UP			
	Développement des outils d'observation des pratiques en classe					
	Conception et mise en œuvre d'une évaluation d'impact de l'intervention sur le coaching des enseignants.					
Supports pédagogiques et didactiques	Développement de supports à l'enseignement et à l'apprentissage, et amélioration de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et de la distribution.		Distribution des supports à l'enseignement et à l'apprentissage			
Programmes de remédiation scolaire	Conception et préparation des interventions de remédiation scolaire		Mise en œuvre de l'"initiative qualité" et du programme PMAQ			
	Conception d'un programme holistique pour la scolarisation des filles, incluant la contractualisation d'une ONG	Recrutement et formation des mentors pour les filles	Mise en œuvre de l'intervention « <i>learning space for girls</i> »			
Programmes de seconde chance pour les enfants non scolarisés	Cartographie et évaluation des initiatives existantes, conception de programmes standardisés		Mise en œuvre des programmes de seconde chance			
Subventions aux écoles Makarantas	Préparation des manuels, des contrats et des instrument, appel à candidatures		Mise en œuvre des subventions aux écoles Makarantas sélectionnées			
Gestion basée sur la performance	Préparation des manuels et des instruments pour les contrats de performance	Formation des parties-prenantes au niveau régional, des inspections et des écoles	Mise en œuvre des subventions basées sur la performance auprès des régions, des inspections et des écoles			
				Enquête auprès des écoles bénéficiaires		Enquête auprès des écoles bénéficiaires
Renforcement de la gestion des ressources humaines de l'éducation	Un plan de mise en œuvre du renforcement des capacités et du transfert de compétences, assorti d'un calendrier, est établi et mis en œuvre.					
	Formation et renforcement de capacité sur les outils de planification et de gestion pour les directions centrales et les autorités régionales de l'éducation					
	Recensement de tout le personnel enseignant et administrative, renforcement de la base de données du personnel et de la capacité des administrateurs à l'utiliser		Elaboration et adoption d'un nouveau protocole sur le déploiement des enseignants			
Suivi, évaluation et redevabilité	Établissement d'une plateforme éducative nationale en ligne		Renforcement du système d'information et de gestion de l'éducation			
	Renforcement du système national d'évaluation des acquis des élèves					
				Mise en œuvre d'une évaluation nationale des apprentissages		



## Schéma de la Théorie du Changement

Chaîne de résultats du projet LIRE



## Introduction

Le contexte sécuritaire ainsi que l'environnement socio-économique ont créé une situation de fragilité relative au Niger. Cette situation affecte à la fois l'offre et la demande d'éducation, limite les acquis potentiels de l'apprentissage et ne favorise pas les efforts de développement déployés par le Gouvernement.

Le Niger a mis en œuvre plusieurs programmes et plan de développement de l'Éducation. On peut citer, entre autres, le Programme Décennal de Développement de l'Éducation (PDDE), le Programme Sectoriel de l'Éducation et de la Formation (PSEF) et le Plan de Transition pour le Secteur de l'Éducation et de la Formation (PTSEF) 2020-2022.

Soutenu par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et la Société Civile, le PTSEF en vigueur depuis novembre 2019 est en cohérence avec le Programme de Développement Économique et Social (PDES 2017-2021). Il a été élaboré à la suite de l'évaluation de la première phase du PSEF qui a mis en exergue plusieurs problèmes du système éducatif : faiblesse des acquis scolaires et des données statistiques, insuffisance du matériel didactique et de qualification des enseignants, problème de pilotage, renvoi massif des élèves de 6<sup>ème</sup>, etc....

Pour prendre en charge ces problèmes, améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage et renforcer les capacités du système éducatif, le Niger a négocié et obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA-Groupe de la Banque mondiale) un financement pour la mise en œuvre du projet « Learning Improvement for Results in Education » (NIGER-LIRE) pour un montant de **140 millions de dollars US** dont 40 millions affectés à la question des réfugiés et des communautés hôtes.

**L'Accord de financement a été signé le 30 mai 2020** et le projet est **entré en vigueur le 28 septembre 2020**. Le projet a une durée d'exécution de 6 ans, par conséquent sa **date de clôture est prévue pour 30 avril 2026**.

Le financement du projet Niger-LIRE vient en appui aux sous-secteurs cycle de base 1 et cycle de base 2 du système éducatif nigérien sous la tutelle technique du Ministère de l'éducation nationale (MEN), l'actuel Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation, de l'enseignement professionnel et de la promotion des langues nationales (MEN/A/EP/PLN).

**L'ancrage institutionnel du projet** l'a placé sous la tutelle du Ministère en charge de l'éducation (MEN) qui en assure la gestion et l'exécution par le biais de l'Unité de Coordination du Projet (UCP). L'UCP met en œuvre les activités du projet.

**L'Objectif de Développement du Projet (ODP)** vise à améliorer la qualité des conditions d'enseignement et d'apprentissage dans des régions déterminées et renforcer la planification et la gestion du système éducatif. Cet objectif est en cohérence avec la stratégie et la vision nationales du Niger en matière d'éducation.

De manière plus spécifique, les objectifs du projet sont :

- (i) l'utilisation des technologies afin d'améliorer les pratiques enseignantes ;
- (ii) la promotion de l'apprentissage pour les filles, les enfants vulnérables et en dehors de l'école ; et
- (iii) le renforcement du pilotage des services éducatifs.

**La mise en œuvre du projet est effectuée à travers cinq (5) composantes à savoir :**

- Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes
- Composante 2 : Promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons
- Composante 3 : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs
- Composante 4 : Administration et coordination du projet
- Composante 5 : Réponse aux urgences et aux imprévus

**Les régions d'intervention du projet** ont été identifiées après une stratégie de ciblage basé sur les indicateurs de pauvreté et de fragilité, la composante éducation de l'Indice de capital humain (qui combinait les années de scolarité prévues et les résultats des tests harmonisés), les enfants hors de l'école et le taux d'achèvement du primaire.

Sur la base de ces dimensions, le projet LIRE appuiera spécifiquement les cinq (5) régions les plus défavorisées suivantes : *Diffa ; Zinder ; Tillabéri ; Tahoua et Maradi et l'ensemble des huit régions du Niger de manière générale.*

Conformément à l'Accord de financement et aux Manuels de Procédures et d'Exécution du projet Niger-LIRE, la mise en œuvre est assujettie chaque année à l'élaboration d'un Plan de Travail et Budget Annuels (PTBA), préalablement adopté par le Comité Technique de Suivi (CTS) puis le Comité de Pilotage (CP) avant d'être approuvé par la Banque mondiale **et ce, au plus tard le 30 novembre de chaque année.**

Cependant, compte tenu de la situation exceptionnelle que vivent les projets et programmes du portefeuille de la Banque mondiale au Niger depuis les événements du 26 juillet 2023 qui ont emmené l'institution financière à activer sa politique opérationnelle 7.30, entraînant de fait une suspension des décaissements au profit du portefeuille, le processus de préparation budgétaire n'a pas pu être conduit selon les dispositions de l'accord de financement et du manuel de procédures.

C'est dans ce cadre que le présent PTBA a été préparé avec la participation de l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre pour déterminer la programmation technique et financière des activités de l'exercice 2024 avec un objectif budgétaire chiffré à **23,250 milliards F CFA** (équivalent à 39,121 millions USD) et des résultats attendus par volet d'activités.

Au regard de sa politique opérationnelle 7.30 en application au Niger et les conclusions de la réunion tenue le 29 novembre 2024 à l'hôtel Radisson de Niamey avec les UGP des projets, la Banque mondiale a recommandé à chacun des projets du portefeuille de faire une présentation du financement de son PTBA 2024 suivant **deux hypothèses** (Cf. IV, tableau n°3).

**La première hypothèse** considère qu'il y aura un retard dans la reprise des décaissements, ce qui obligerait les projets à limiter le financement de leurs activités inscrites au PTBA2024 à la trésorerie disponible dans les comptes désignés au 01- janvier 2024.

**La seconde hypothèse** considère que la reprise des décaissements sera effective à court terme ce qui veut dire que les projets pourront mobiliser les ressources nécessaires au financement des activités restantes non couvertes dans la 1<sup>ère</sup> hypothèse.

Les grands axes du présent document sont présentés comme suit :

1. **Rappel de la Stratégie et des Principes d'intervention du projet LIRE**
2. **Méthodologie d'élaboration du PTBA**
3. **Description du plan de travail**
4. **Prévision budgétaire des coûts des activités**
5. **Synthèse du Plan de Passation des principaux marchés**
6. **Mécanisme de suivi de la mise en œuvre**
7. **Conclusion**

## **I- Rappel de la Stratégie et des Principes d'intervention du projet LIRE**

### **1.1- Stratégie d'intervention**

La stratégie d'intervention du Projet s'inscrit dans le cadre des politiques sectorielles de l'Education initiées par le Gouvernement du Niger. Elle prend en compte la phase post-crise du Covid-19 dans la délivrance des services éducatifs et sera en cohérence avec les éléments de réponse de la politique du gouvernement contre la pandémie. Elle s'appuie sur :

- Une stratégie de ciblage des zones d'intervention et une sélection transparente des bénéficiaires sur la base de critères bien établis ;
- Une stratégie de communication transversale et de sensibilisation des acteurs de la communauté éducative pour une meilleure appropriation et visibilité des actions initiées qui prend en compte la gestion des plaintes ;
- Un programme de développement du numérique et de la digitalisation des bases de données à tous les niveaux d'intervention du projet ;
- Un renforcement des capacités du système éducatif et la formation d'experts homologues pour un meilleur transfert des compétences et une meilleure appropriation nationale afin d'en assurer la durabilité des acquis ;

- Une approche inclusive et sociale qui prend en compte le genre pour une meilleure scolarisation de la jeune fille ; et l'accompagnement des enfants non scolarisés et qui sont exclus du système formel d'éducation ;
- Une stratégie de capitalisation et de partage d'expériences avec les principaux acteurs au fur et à mesure de la mise en œuvre des activités et des meilleures pratiques pour la pérennisation du dispositif.

## **1.2- Principes d'intervention du Projet LIRE**

- Une approche systémique et durable des interventions basée sur une gouvernance transparente mettant en lien plusieurs acteurs et un cadre d'exécution définissant clairement les rôles, responsabilités des différentes parties ;
- La complémentarité des interventions à travers des contrats basés sur la performance (CBP) au plan des interventions qui se traduirait par une non intervention sur des bénéficiaires déjà pris en compte par d'autres dispositifs existants ;
- La maîtrise d'ouvrage déléguée aux communautés de base qui leur confère de nouveaux rôles et responsabilités par la méthodologie de la Formation en Gestion à la Base (FGB)
- Le faire-faire en s'appuyant sur des cabinets, ONGs et les structures techniques sectorielles qui ont une expérience avérée dans la conduite des programmes d'éducation au Niger ;
- La subsidiarité pour atteindre rapidement les bénéficiaires et leur garantir un accompagnement par les acteurs les plus proches possibles ;
- La célérité des interventions sur le terrain par une planification continue et la mise en place rapide des opérations pour éviter tout retard par rapport à la mise en œuvre des activités.

## **II- Méthodologie d'élaboration du PTBA**

### **2.1- Options stratégiques**

Les options stratégiques adoptées se fondent à priori sur le séquençage et la programmation pluriannuelle des activités des composantes du projet consignés dans le PAD et le manuel d'exécution, ce qui a permis de faire le choix des activités clés suivant un ordre de priorité au titre de l'exercice 2024. A cela s'ajoutent les activités reportées suite au réaménagement du PTBA 2023 et les nouvelles activités devant faire l'objet d'inscription au titre du PTBA 2024.

### **2.2- Méthodologie d'élaboration**

La méthodologie d'élaboration vise à adopter la meilleure approche de travail qui se veut participative en impliquant toutes les parties prenantes à la mise en œuvre du projet afin d'élaborer un Programme de Travail et Budget Annuels (PTBA) réaliste et réalisable au titre de l'exercice budgétaire 2024. A cet effet, l'Unité de coordination joue un rôle central dans le processus afin de coordonner les actions des différentes agences d'exécution (avec les autres structures concernées) qui ont la responsabilité technique de mise en œuvre des sous composantes.

Plus concrètement, pour cette année 2024, le processus a commencé par la réunion de cadrage et le partage des outils de programmation budgétaire. Cette étape a été suivie de travaux en groupe restreint entre l'UCP et les agences d'exécution dans leurs structures. Ces travaux ont consisté à faire le pré-arbitrage des activités proposées tout en s'assurant de :

- L'éligibilité et la conformité des activités et résultats attendus avec les documents de référence du projet (Accord de financement, PAD, MGEP, MSE...)
- La cohérence des chronogrammes d'exécution des activités
- L'évaluation rationnelle des coûts des activités

Par cette approche, il a été possible pour l'équipe de l'UCP en charge des travaux de PTBA de s'assurer de l'adéquation entre les activités à réaliser et les résultats attendus, ainsi que les ressources disponibles pour la période.

Les travaux en groupe ont permis de faire une programmation technique et financière par sous composante en utilisant les instruments

<b>Instruments de planification et de Suivi-Evaluation</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Date limite de remise</b>	<b>Portée</b>	<b>Responsables</b>	<b>Destinations</b>
PTBAR	Semestre	45 jours après la fin du semestre	Plan d'exécution et de suivi des activités pendant les 6 mois à venir. Il comprend les grandes lignes des activités à exécuter au niveau des bénéficiaires, avec le calendrier d'exécution, les prévisions d'engagements de dépense et les types de marchés à établir.	UCP :	Parties prenantes
PTBA	Annuel	30/12/N	Plan d'exécution et de suivi des activités pendant l'année à venir. Il comprend les grandes lignes des activités à exécuter au niveau des bénéficiaires, avec le calendrier d'exécution, les prévisions d'engagements de dépense et les types de marchés à établir.	-	
Plan de décaissement (PDD)	Annuel	30/12/N	Plan financier indiquant les prévisions de décaissement de fonds de chaque composante d'activité, selon les catégories de dépense.	- UCP :	parties prenantes
Plan de Passation des Marchés (PPM)	Annuel	30/12/N	Liste des marchés à passer par composante d'activités, avec la quantité, la méthode de sélection, le mode de passation, le montant estimatif, les dates de lancement, etc.	- UCP :	Parties prenantes

L'étape de consolidation est celle qui a suivi les travaux en groupe pour assurer la mise en commun de la programmation technique et financière des différentes sous composantes y

compris celles de la « composante 4\_administration et gestion de projet » afin d’obtenir un « PTBA 2024 Draft N°1 ».

Il reste attendu que ce draft n°1 sera introduit dans le circuit formel tel que prévoit l’accord de financement et le manuel de procédures une fois que les conditions le permettront. Ce qui conduira à sa transmission successive au comité de suivi technique (CST) et au comité de pilotage (CP) pour examen et adoption au cours de leur 5<sup>ème</sup> session, puis à la Banque mondiale pour avis de non objection.

A l’issue de la finalisation et de la validation du PTBA global du projet, le PTA des URAT sera extrait de celui-ci pour permettre à chaque région de mieux suivre la mise en œuvre des activités du projet.

Le tableau ci-dessous présente le processus d’élaboration des documents de planification régionaux.

<b>Enchaînement des tâches</b>	<b>Intervenants</b>	<b>Documents/Supports</b>
1. Sur du Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) global du projet validé, il y extrait le PTA des URAT	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ UCP</li> <li>▪ DREN</li> <li>▪ URAT</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ PTBA global du projet Validé</li> </ul>
2. Elaboration du Planning Opérationnel des activités (PLO) avec les acteurs régionaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ UCP</li> <li>▪ DREN</li> <li>▪ URAT</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ PTA global du projet Validé</li> </ul>

### **III- Description du plan de travail**

Pour l’exercice 2024, le plan de travail a été préparé avec les activités prioritaires retenues par les options stratégiques citées plus haut et la mise en œuvre du projet sera assurée par l’unité de coordination appuyée par les responsables de composantes, les agences d’exécution de sous composantes et structures associées.

Pour la programmation des activités, le projet a adopté une structuration spécifique du plan de travail qui est déclinée comme suit :

- 1<sup>er</sup> niveau : Composantes
- 2<sup>ème</sup> niveau : Sous composantes
- 3<sup>ème</sup> niveau : Volets
- 4<sup>ème</sup> niveau : Activités
- 5<sup>ème</sup> : Sous activités

La programmation technique et financière est faite sur le 5<sup>ème</sup> niveau pour les composantes opérationnelles (1,2 & 3) et sur le 3<sup>ème</sup> niveau pour la composante 4 avec une remontée de l’information financière au niveau supérieur. Toutefois certaines activités sont inscrites dans le tableau synoptique sans coût avec la mention PM (Pour Mémoire) pour des raisons de non disponibilité de certaines informations techniques et financières pour leur budgétisation objective. Cette situation pendant sera corrigée à la revue à mi-parcours du PTBA 2024.

Le plan de travail est ainsi présenté ci-après par composante.

### 3.1- Composante-1 : Améliorer les pratiques enseignantes

<b>OBJECTIFS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>☞ Améliorer la qualité de l'enseignement aux niveaux du primaire et du collège à l'aide de pratiques pédagogiques innovantes</li> <li>☞ Soutenir l'amélioration des conditions de travail et de la qualité de l'enseignement dans les écoles normales</li> </ul>
<b>BENEFICIAIRES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>☞ <i>Populations</i> : Elève-Enseignants des écoles normales, enseignants et élèves du préscolaire, primaire et du secondaire,</li> <li>☞ <i>Organisations</i> : EN, ENS et Inspections et unités de supervision pédagogique</li> </ul>
<b>RESULTATS ATTENDUS</b>	Augmentation (de 20 points) du pourcentage d'enseignants ciblés dans l'éducation de base démontrant de meilleures pratiques d'enseignement en classe
<b>SOUS COMPOSANTES</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Renforcement des EN et de l'ENS</li> <li>2. Développement d'un système d'encadrement et d'accompagnement de proximité des enseignants</li> <li>3. Outils et innovations pédagogiques</li> </ol>
<b>MONTANT</b>	72 millions USD, dont 67 millions USD en don de l'IDA, 5 millions USD en crédit de l'IDA)
<b>AGENCE D'EXECUTION</b>	Directions de la formation initiale et continue des Enseignants et Formateurs (DFICE/F) du MEN/A/EP/PNL
<b>STRUCTURES IMPLIQUEES DANS LA MISE EN ŒUVRE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Instituts nationaux de formation des enseignants : EN et ENS</li> <li>– Université Abdou Moumouni (UAM), MESRI</li> <li>– Direction des statistiques et de la promotion de l'informatique (DSP/TICE)</li> <li>– Direction Régionale de l'Education Nationale (DREN)</li> <li>– Direction de l'Enseignement Préscolaire et Primaire,</li> <li>– Direction des Evaluations, des Certifications des Concours Scolaires (DECCS),</li> <li>– Direction du Curriculum et des Innovations Technologiques (DC/IP)</li> </ul>
<b>ZONE D'INTERVENTION</b>	National avec un accent particulier sur les 5 régions prioritaires



### 3.1.1- Sous composante-1.1 : Renforcement des ENI et de l'ENS

Le but de cette sous-composante est de rénover les écoles normales (ENS et ENI) afin d'assurer une formation initiale de qualité aux élèves-enseignants et garantir un enseignement de qualité aux niveaux préscolaire, primaire et secondaire.

Ces objectifs sont (i) l'amélioration du curriculum et les méthodes de formation ; (ii) l'amélioration de la gouvernance de l'ENS et des ENI grâce à des subventions à la performance et au renforcement de capacités ; (iii) l'amélioration de l'environnement de formation sur la base des résultats d'un audit physique à réaliser dans chacune des écoles normales.

Sous-composante 1.1	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs
<b>Renforcement des Ecoles normales</b>	Améliorer le curriculum et les méthodes de formation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des cours structurés élaborés et numérisés sont disponibles et utilisés par les formateurs</li> <li>- 150 formateurs d'enseignants formés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pourcentage d'enseignants ciblés dans l'enseignement de base faisant preuve de meilleures pratiques d'enseignement en classe</li> </ul>
	Améliorer la gouvernance grâce à des subventions à la performance et au renforcement de capacités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 12 CBP signés avec 11 pour les EN et 1 pour l'ENS - UAM sont mis en œuvre</li> <li>- Les écoles normales et l'UAM atteignent au moins 80% de leurs objectifs dans les CBP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'Écoles primaires et collèges bénéficiant d'une subvention de performance et répondant aux exigences minimales en termes de conditions d'enseignement et d'apprentissage</li> </ul>
	Améliorer l'environnement de formation sur la base des résultats d'un audit technique, pédagogique, organisationnel et physique à réaliser dans chacun des établissements	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Audit pédagogique et organisationnel réalisé et rapports produits pour les EN et l'ENS</li> <li>- 11 EN et l'ENS réhabilités et équipés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Audit pédagogique et organisationnel réalisé et rapports produits pour les ENE et ENS</li> </ul>



CODE	ACTIVITE	Montant Budget (en milliers de FCFA)	Période d'exécution		Respon s.	Acteurs associés	Mode d'exécut°	Durée Exécute en jours	CHRONOGRAMME												Coût en milliers de FCFA			
			Date de début	Date de Fin					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	T1	T2	T3	T4
11109	Etude d'identification des besoins en équipement des inspections et DREN	267 200																		90 200	177 000	0	0	
SA.1	Réaliser un état des lieux et d'identifier les besoins en installations et équipement pour eau, électricité et internet dans les DREN et inspections bénéficiaires du projet	217 000	1-mars	31-mai	DFICE/F	DIMS	Contrat consultant	91			X	X	X	X						65 100	151 900			
SA.2	Mener une étude sur la mise en place d'un dispositif de digitalisation au sein des ENI, ENS, CAPED et écoles annexes, intégrant le recensement des besoins en installation et équipements en connectivité	50 200	1-mars	31-mai	DFICE/F	DSP/TICE	Contrat consultant	91			X	X	X	X						25 100	25 100			
11111	Préparer les documents (sauvegarde environnementale et sociale, short List entreprises de construction...) nécessaires à la négociation et au démarrage des activités prioritaires du Financement additionnel (FA)	105 000																		53 000	52 000	0	0	
SA.1	Recruter un consultant pour préparer les documents de sauvegarde environnementale et sociale requis dans le cadre de la préparation du financement additionnel du projet Niger-LIRE	5 500	16-mars	31-mars	DIMS	DFICE/F et DAGE	Contrat consultant	15			X									5 500				
SA.2	Réaliser une mission et un atelier de validation des documents de sauvegarde environnementale et sociale requis dans le cadre de la préparation du financement additionnel du projet Niger-LIRE	9 500	16-mars	31-mars	DIMS	DFICE/F et DAGE	Mission et Atelier	15			X									9 500				
SA.3	Recruter un consultant individuel pour évaluer les entreprises proposées par le MEN pour les 750 lères Salles de classes	15 000	15-mars	15-mai	DIMS	DFICE/F et DAGE	Contrat consultant	61			X	X	X							3 000	12 000			
SA.4	Réaliser le Screening environnemental et social des sites identifiés pour les constructions scolaires par lot et région	25 000	15-mars	10-avr.	DIMS	DFICE/F et DAGE	Contrat consultant	26			X	X								25 000				
SA.5	Recruter un bureau consultant pour réaliser l'EIES pour les constructions scolaires par lot et région	50 000	15-mars	15-mai	DIMS	DFICE/F et DAGE	Contrat consultant	61			X	X	X	X						10 000	40 000			
112	<b>Volet : Refonte du programme d'enseignement, des méthodes de formation et des outils pédagogiques</b>	<b>609 425</b>																		<b>216 240</b>	<b>266 230</b>	<b>126 955</b>	<b>0</b>	
11201	Réviser les programmes et les méthodes de formation des ENI et de l'ENS	22 500																		22 500	0	0	0	
SA.1	Edition, impression et transport des programmes des EN	15 000	1-mars	31-mars	DFICE/F	UCP	Marché fournitures	30			X									15 000				
SA.2	Développer un réseau d'établissements d'accueil des stagiaires de l'ENS	7 500	1-mars	30-avr.	ENS	DFICE/F, DC/IP, IPR, DREN	Mission et Atelier	60			X	X								7 500				

CODE	ACTIVITE	Montant Budget (en milliers de FCFA)	Période d'exécution		Respon s.	Acteurs associés	Mode d'exécut°	Durée Exécut° en jours	CHRONOGRAMME												Coût en milliers de FCFA			
			Date de début	Date de Fin					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	T1	T2	T3	T4
11207	Renforcement des capacités des acteurs de la refondation de la formation au niveau des EN et de l'ENS	535 955																	181 150	236 850	117 955	0		
SA.1	Mettre en stage de perfectionnement des encadreurs de l'ENS en didactique des disciplines et en didactique générale par un institut de formation pour la formation	166 500	1-avr.	30-sept.	ENS	DFICE/F	Contrat consultant par entente directe	182				X	X	X	X	X	X		83 250	83 250	0			
SA.2	Mettre en stage de perfectionnement 150 encadreurs des EN ( y compris des étudiants titulaires de Master ) en didactique des disciplines, évaluation des compétences, techniques pédagogiques innovantes et utilisation du numérique en éducation à l'étranger et au Niger	244 755	15-mars	31-déc.	DEFIC E/F	DCIP, DREN	Contrat consultant par entente directe	291			X	X	X	X	X	X	X	X	97 900	97 900	48 955			
SA.3	Organiser un Voyage d'étude au Canada sous le coaching d'1 institut canadien dans le cadre du Renforcement des capacités des enseignants de l'ENS dans les disciplines et en didactiques.	30 000	1-avr.	15-avr.	ENS	Partenaire canadien	Mission	14			X									30 000				
SA.4	Former les formateurs d'enseignants (encadreurs) des EN sur le porte folio élève-maître	69 000	23-sept.	30-sept.	DFICE/ F	DCIP, DREN	Atelier	7									X				69 000			
SA.5	Voyage d'études, à l'étranger, dans les institutions de formation initiale des enseignants.	25 700	15-mai	30-mai	DEFIC E/F	DGPQ et EN	Mission	15				X								25 700				
11209	Evaluation des élèves-maîtres	50 970																	12 590	29 380	9 000	0		
SA.1	Accompagner les EN dans l'élaboration des outils pour les Tests (pré test et post test) d'évaluation du Français (TEF), des mathématiques (TEM) et de l'Arabe (TEA) des nouveaux élèves-maîtres.	9 000	1-août	30-sept.	DECCS	DEFICE/F	Ateliers	60									X	X			9 000			
SA.2	Evaluer les compétences des élèves-maîtres des EN en fin de formation.	41 970	1-mars	30-juin	DECCS	DEFICE/F	Mission	121			X	X	X	X					12 590	29 380				
113	<b>Volet : Amélioration de la gouvernance à travers des subventions à la performance et le renforcement de capacités</b>	<b>128 400</b>																	<b>0</b>	<b>33 970</b>	<b>15 400</b>	<b>79 030</b>		
11304	Financement des CBP EN	96 000																	0	30 800	0	65 200		
SA.1	Financer les CBP EN (2ème tranche 1ère année et 1ère Tranche 2ème année)	96 000	1-mars	31-déc.	DFICE/ F	DEP, DREN, URAT	Mise en œuvre du Plan d'Action	305			X	X	X	X	X	X	X	X	30 800			65 200		
11305	Financement des CBP ENS	17 000																	0	3 170	0	13 830		
SA.1	Financer les CBP ENS (2ème tranche 1ère année et 1ère Tranche 2ème année)	17 000	1-mars	31-déc.	DFICE/ F	DEP, UCP, ENS	Mise en œuvre du Plan d'Action	305			X	X	X	X	X	X	X	X	3 170			13 830		

CODE	ACTIVITE	Montant Budget (en milliers de FCFA)	Période d'exécution		Respon s.	Acteurs associés	Mode d'exécut°	Durée Exécute en jours	CHRONOGRAMME												Coût en milliers de FCFA			
			Date de début	Date de Fin					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	T1	T2	T3	T4
11310	Organisation de la Conférence annuelle des directeurs des EN	15 400																	0	0	15 400	0		
SA1	Organiser la conférence annuelle des Directeurs des EN/ENS	15 400	1-sept.	30-sept.	DFICE/ F	DC/IP, DECCS, DEP, DRH, DREN	Atelier	29										X				15 400		
114	Assistant Technique en appui à la mise en œuvre de la Composante 1	10 600																	0	3 500	3 500	3 600		
11402	Suivi de la mise en œuvre de la Composante 1	10 600																	0	3 500	3 500	3 600		
SA.1	Faire le suivi technique périodique de l'opérationnalisation de la composante 1	10 600	1-avr.	31-déc.	DFICE/ F	DC/IP, DECCS, DEPP, DESG, DSP/TICE, DIMS, UCP, DREN	Missions de suivi	274			X	X	X	X	X	X	X	X	X		3 500	3 500	3 600	

## 2. Tableau descriptif des activités

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>1</b>	<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>			
<b>11</b>	<b>Sous Composante 1.1 : Renforcement des Ecoles Normales</b>			
<b>111</b>	<b>Volet : Améliorer l'environnement de la formation des enseignants sur la base des résultats d'un audit physique</b>			
11101	Etude et contrôle des travaux des travaux des EN / ENS			
SA.1	Contrôler les travaux de construction/ Réhabilitation des EN, écoles annexes et ENS	Cette activité consiste à suivre et contrôler les travaux de constructions et de réhabilitations des EN, écoles annexes et ENS. Il est prévu que cette activité soit réalisée par le prestataire ayant conduit l'étude de réhabilitation et équipement de ces structures.	Mise en œuvre des clauses du contrat de prestation avec le cabinet AFRI-AUTECH/ARDI/2EC.	Les Travaux de construction/réhabilitation sont exécutés conformément au référentiel technique dans le domaine. Rapport Technique du cabinet sur le suivi travaux.
SA.2	Recrutement d'un cabinet pour les études techniques des travaux de construction des internats	Il est prévu dans le cadre du FA la construction d'internats des filles (à Niamey, Maradi et Zinder). Des études techniques par un cabinet constituent les préalables pour la construction	Contrat de consultant	Etudes réalisées (APS+APD et DAO)
SA.3	Recrutement d'un cabinet pour les études techniques des travaux des construction des classes	Il est prévu dans le cadre du FA la construction de 750 SDC Pilotes des 2 régions les plus touchées par l'expansion des classes paillotes (Maradi et Zinder). Des études techniques par un cabinet constituent les préalables pour la construction	Contrat de consultant	Etudes réalisées (APS+APD et DAO)
11102	Réhabilitation/Construction des EN / ENS			
SA.1	Réaliser les travaux de construction/Réhabilitation des EN, écoles annexes et ENS	Il s'agit de l'exécution des travaux de construction/réhabilitation au niveau des 08 EN et écoles annexes et à l'ENS Conformément au DAO lancé.	Les travaux seront exécutés par les entreprises recrutées à cet effet. La direction des Infrastructures et du Mobilier Scolaires (DIMS) du MEN ainsi que le pôle sauvegarde environnementale et sociale du projet feront un suivi pour s'assurer de la prise en compte	Il est attendu que 08 EN ; 08 écoles annexes et l'ENS soient construits/réhabilités conformément au DAO et dans le respect des mesures de sauvegarde environnementales et sociales.

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>1</b>	<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>			
<b>11</b>	<b>Sous Composante 1.1 : Renforcement des Ecoles Normales</b>			
SA.2	Suivre les travaux de construction/Réhabilitation des EN, écoles annexes et ENS	Cette activité consiste à suivre et contrôler les travaux de constructions et de réhabilitations des EN, écoles annexes et ENS.	Les ingénieurs de la DSP/TICE effectueront des missions de suivi technique sur les sites des travaux de construction/ réhabilitation pour s'assurer de la bonne exécution à la fois des travaux par les entreprises mais aussi du contrôle des travaux par le cabinet.	Les Travaux de construction/ réhabilitation sont exécutés conformément au DAO et au référentiel technique dans le domaine. Rapport Technique de la DIMS sur le suivi travaux.
11103	Equipement des EN, de l'ENS et des structures du MEN			
SA.1	Acquérir et installer de 30 Kits d'internet PoulSAT pour 8 EN et 22 structures du MEN	Afin d'équiper les EN, l'ENS et des structures du MEN (niveau central et directions régionales) d'une connexion fiable, il est prévu de procéder à l'acquisition de 30 kits Internet PoulSAT. Ces structures bénéficieront ainsi d'une capacité de connexion suffisante quel que soit leur lieu.	Marché fournitures L'activité sera exécutée par PoulSAT. Un contrat avec PoulSAT a déjà été signé en 2021 et les équipements y afférent seront fournis au cours de l'année 2022. L'installation des Kits et ainsi que la formation de l'équipe MEN qui assurera la maintenance se fera en 2024.	30 PoulSAT sont installés et opérationnelles.
SA.2	Equiper les EN et l'ENS en matériel didactique (Tablettes, Machines braille, matériel informatique, matériel de micro-enseignement, Kits de laboratoire, consommables, etc.)	Après les travaux de construction/réhabilitation des EN, écoles annexes et ENS, il s'avère nécessaire de doter : - les salles informatique en 225 ordinateurs, 9 imprimantes et accessoires ; - Les salles de micro-enseignement en matériel de sonorisation et d'enregistrement audio et vidéo ; - Les laboratoires de kits minimum ; -Les encadreurs de 330 tablettes.	Marché fournitures	Les EN et l'ENS sont équipés en matériel didactique.
SA.3	Assurer la connectivité à travers la bande passante d'un opérateur de fourniture d'Internet.	Les 30 Kits d'internet PoulSAT pour 8 EN et 22 structures du MEN doivent être connectés à l'Internet via bande passante d'un opérateur	Marché fournitures	Connectivité assurée
11109	Etude d'identification des besoins en équipement des inspections et DREN			

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>1</b>	<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>			
<b>11</b>	<b>Sous Composante 1.1 : Renforcement des Ecoles Normales</b>			
SA.1	Réaliser un état des lieux et d'identifier les besoins en installations et équipement pour eau, électricité et internet dans les DREN et inspections bénéficiaires du projet	L'étude consiste à faire un point de situation sur l'existant en matière d'installations et équipements en eau, électricité et internet dans les directions et inspections bénéficiaires du projet LIRE 2021, et à faire des propositions d'amélioration et /ou d'acquisition des équipements nécessaires au bon fonctionnement des structures visées. Cette étude donnera lieu à la rédaction d'un DAO.	Contrat consultant L'étude sera conduite par un prestataire qui sera recruté à cet effet. Les TDR disponibles seront redimensionnés pour circonscrire l'étude au champ des directions régionales de l'éducation nationale (DREN) et des inspections.	Il est attendu qu'un rapport faisant l'état des lieux des besoins en installations et équipements pour l'eau, l'électricité et internet soit élaboré accompagné d'un DAO
SA.2	Mener une étude sur la mise en place d'un dispositif de digitalisation au sein des ENI, ENS, CAPED et écoles annexes, intégrant le recensement des besoins en installation et équipements en connectivité	Un état des lieux accompagné de l'identification des besoins pour mettre en place une connectivité efficace et moderne au sein des ENI, ENS, CAPED sera réalisé. Le but recherché de pouvoir mettre les EN en réseau entre elles, avec le niveau central ou d'autres pays, afin de faciliter les échanges d'expériences ou encore les cours à distance. Pour se faire, le matériel et le dispositif nécessaires devront être identifiés et spécifiés en vue de leurs acquisitions et installation.	Contrat consultant L'activité sera exécutée par un prestataire sous la supervision de la DSP/TICE et du pôle transformation digitale du projet LIRE.	Un rapport sur les besoins en installations et équipements en connectivité au sein des ENI sera disponible, accompagné d'un DAO
1111	Préparer les documents de sauvegarde environnementale et sociale requis dans le cadre de la préparation			
SA.1	Recruter un consultant pour préparer les documents de sauvegarde environnementale et sociale requis dans le cadre de la préparation du financement additionnel du projet Niger-LIRE	L'élaboration des instruments de sauvegarde environnementale et sociale a pour objet « d'identifier les risques associés aux différentes interventions du financement additionnel du projet et de définir les mesures d'atténuation qui devront être mises en œuvre pour éliminer ou réduire ces impacts négatifs ». A ce titre, l'étendue de la mission concerne l'identification de l'ensemble des risques potentiels au plan environnemental et social au regard des interventions envisagées dans le cadre du projet. Elle devra déboucher sur la production des documents à	Contrat consultant	Elaboration des instruments de sauvegarde environnementale et sociale pour le projet NIGER-LIRE : CGES, CPR, PGS, PPGMO, MGP. Conformité environnementale et sociale avec la réglementation nationale et le Cadre de référence environnemental et social de la Banque mondiale. <b>Outils de suivi et évaluation de la gestion de l'environnementale et sociale mis en place.</b>



Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>1</b>	<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>			
<b>11</b>	<b>Sous Composante 1.1 : Renforcement des Ecoles Normales</b>			
		mettre à jour et à élaborer dont la liste se présente comme suit : CGES, CPR, PGS, PMPP, PGM, MGP		
SA.2	Réaliser une mission et un atelier de validation des documents de sauvegarde environnementale et sociale requis dans le cadre de la préparation du financement additionnel du projet Niger-LIRE	<p>Cette activité vise s'assurer de la prise en compte de la procédure environnementale et sociale nationale dans la mise en œuvre des activités du Projet NIGER-LIRE dans le cadre du financement additionnel.</p> <p>Ainsi, en vue de l'obtention du certificat de conformité environnementale et sociale auprès de l'autorité compétente qui est le Ministre en charge de l'Environnement, les rapports de ces études doivent être soumis à l'évaluation par un comité qui sera réuni en atelier. Cet atelier sera organisé par le Bureau National d'Évaluation Environnementale (BNEE). Son objectif est d'évaluer la qualité et la pertinence des informations et des données contenues dans les rapports provisoires.</p> <p>Plus spécifiquement, cet atelier d'évaluation vise comme objectifs de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- évaluer la qualité du contenu du rapport du CGES du projet ;</li> <li>- créer un cadre d'échange entre les acteurs du Projet sur les mesures proposées pour atténuer et/ou compenser les impacts négatifs dudit projet ;</li> <li>- élaborer le rapport d'atelier d'évaluation.</li> </ul>	Atelier	<p><b>Certificat de conformité environnementale délivré par le Ministère en charge de l'Environnement.</b></p> <p>Les résultats attendus lors de cet atelier sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la qualité des contenus du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES), du Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) du projet est évaluée ;</li> <li>- les mesures environnementales et sociales retenues pour atténuer et/ou compenser les impacts négatifs du Projet NIGER-LIRE dans le cadre du fonds additionnel, sont présentées et revues au besoin par les participants ;</li> <li>- un cadre de communication et d'échange entre les acteurs concernés par les activités du projet, est établi ;</li> <li>- un rapport d'atelier est élaboré par les rapporteurs.</li> </ul>
SA.3	Recruter un consultant individuel pour évaluer les entreprises proposées par le MEN pour les 750 lères SCD	Il est prévu dans le cadre du FA de constituer une liste de 20 à 25 entreprises qualifiées à partir d'un vivier d'entreprises ayant travaillé sur le PAEQ et le programme de constructions scolaires du MEN pour la construction des 750 SDC Pilotes des 2 régions les plus touchées par l'expansion des classes paillotes	Contrat de consultant individuel	<b>Shortlist constituée de 20 à 25 entreprises de construction SDC</b>

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>1</b>	<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>			
<b>11</b>	<b>Sous Composante 1.1 : Renforcement des Ecoles Normales</b>			
		(Maradi et Zinder). La constitution de la short liste se fera avec <b>l'assistance d'1 Expert indépendant.</b>		
SA.4	Screening environnemental et social des sites identifiés pour les constructions scolaires par lot et région	<p>L'objectif général de la mission est de réaliser un screening environnemental et social des sites de constructions scolaires.</p> <p>L'objet de la mission est de procéder à l'évaluation environnementale et sociale (screening) de l'ensemble des sites de constructions scolaires retenus afin d'identifier ceux qui seront assujettis à une étude d'impact environnemental et social (EIES).</p> <p>Il s'agit spécifiquement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>. Renseigner le formulaire d'évaluation environnementale et sociale au niveau de chaque site ;</li> <li>. Proposer une catégorisation des sous projets des constructions scolaires ;</li> <li>. Vérification et validation de la catégorie des sous projets par les représentants des DEESE/BNEE</li> </ul> <p>Connaître le nombre de sous projets assujettis à une étude d'impact environnemental et social (EIES) à préparer afin d'atténuer les éventuels impacts négatifs et accroître les impacts positifs à insérer dans les Tdrs des travaux.</p>	Missions	<p>Nombre de mission réalisées/fiches de screening renseignées</p> <p>-La grille d'évaluation environnementale et sociale de chaque site est renseignée;</p> <p>- Une catégorisation des sous projets au niveau de chaque commune est déterminée ;</p> <p>- Le nombre de sous projets assujettis à une étude d'impact environnemental et social (EIES) est connu.</p>
SA.5	Recruter un bureau consultant pour réaliser l'EIES pour les constructions scolaires par lot et région	L'objectif de cette activité est de recruter un consultant/bureau d'études qui sera chargé de réaliser l'évaluation environnementale et sociale (EIES) afin d'identifier et d'évaluer les impacts environnementaux	Contrat consultant bureau	<p>Consultant/bureaux d'études recruté</p> <p>Etudes EIES réalisées et validées</p>

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>1</b>	<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>			
<b>11</b>	<b>Sous Composante 1.1 : Renforcement des Ecoles Normales</b>			
		<p>et sociaux (positifs et négatifs) du sous- projet des constructions scolaires par lot et région pendant les phases de pré-construction, de construction et d'exploitation, et de proposer des mesures d'atténuation et d'optimisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>· En termes d'objectifs spécifiques, l'étude vise à : Décrire les composantes du milieu biophysique ;</li> <li>· Déterminer et évaluer les impacts environnementaux et sociaux potentiels des investissements et activités à financer dans le cadre des constructions scolaires du projet FA-LIRE ;</li> <li>· Identifier et évaluer d'autres impacts négatifs potentiels sur l'activité économique des bénéficiaires (perte de « mobilité », difficultés d'accès aux zones de production, difficultés de déplacement pour des populations pastoralistes, par exemple) ;</li> <li>· Identifier et évaluer d'autres impacts sociaux potentiels de l'emplacement suggéré des constructions scolaires ;</li> <li>· Respecter et appliquer la législation nigérienne en matière d'environnement et d'évaluation environnementale et les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale ;</li> <li>· Préparer des mesures de : (i) compensation et rétablissement de l'activité économique des personnes affectées au besoin ;</li> <li>· Définir les mesures de suivi et d'atténuation ainsi</li> </ul>		

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>1</b>	<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>			
<b>11</b>	<b>Sous Composante 1.1 : Renforcement des Ecoles Normales</b>			
		que les mesures institutionnelles à prendre durant la mise en œuvre du sous-projet de constructions scolaires pour, soit éliminer les impacts sociaux négatifs associés à la construction, flux de populations de manière temporaire, soit les porter à des niveaux acceptables conformément aux lois nigériennes et aux NES de la Banque mondiale.		
<b>112</b>	<b>Volet : Refonte du programme d'enseignement, des méthodes de formation et des outils pédagogiques</b>			
11201	Réviser les programmes et les méthodes de formation des ENI et de l'ENS			
SA.1	Edition, impression et transport des programmes des EN	Il s'agit de faire la reproduction des programmes par un imprimeur et d'en assurer leur distribution aux formateurs et enseignants.	Marché fournitures	Les documents des programmes et méthodes de formation des EN sont reprographiés.
SA.2	Développer un réseau d'établissements d'accueil des stagiaires de l'ENS	Cette activité consiste à la mise en place d'un réseau d'établissements où seront orientés les stagiaires pour l'exercice pratique. Ce réseau d'établissement sera géré en liaison avec les DREN selon un cahier de charges et une charte d'obligations.	La mise en place du réseau d'établissement se fera sous forme de mission d'étude visant identifier les établissements d'accueil potentiels et à vérifier leurs capacités d'encadrement de proximité	Un réseau d'établissement d'accueil des stagiaires de l'ENS est développé.
11207	Renforcement des capacités des acteurs de la refondation de la formation au niveau des EN et de l'ENS/			
SA.1	Mettre en stage de perfectionnement des encadreurs de l'ENS en didactique des disciplines et en didactique générale	Les 42 enseignants chercheurs de l'ENS seront formés au Niger en didactique général par deux (2) experts internationaux recrutés par entente directe. Parmi eux, 16 effectueront un voyage d'étude à l'étranger pour une formation en didactique des disciplines dans une institution partenaire.	Contrat consultant Deux types de stages sont programmés. Un stage sur place au Niger de 42 enseignants chercheurs de l'ENS et un stage à l'étranger qui concernera 16 enseignants chercheurs.	42 enseignants-chercheurs de l'ENS sont formés
SA.2	Mettre en stage de perfectionnement 150 encadreurs des EN (y compris des étudiants titulaires de Master) en didactique des disciplines,	150 Encadreurs des EN seront formés sur (dont 24 étudiants titulaires de Master) en didactique des disciplines, évaluation des compétences, techniques pédagogiques innovantes et utilisation du numérique en	Contrat consultant Deux types de stages sont programmés. Un stage sur place au Niger de 102 encadreurs des EN et un stage à	150 encadreurs des EN sont formés.

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>1</b>	<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>			
<b>11</b>	<b>Sous Composante 1.1 : Renforcement des Ecoles Normales</b>			
	évaluation des compétences, techniques pédagogiques innovantes et utilisation du numérique en éducation à l'étranger et au Niger	éducation à l'étranger et au Niger	l'étranger qui concernera 48 encadreurs dont 24 des EN et 24 étudiants en mater.	
SA.3	Organiser un Voyage d'étude au Canada sous le coaching d'1 institut canadien dans le cadre du Renforcement des capacités des enseignants de l'ENS dans les disciplines et en didactiques.	Effectuer un voyage d'étude dans un pays qui a l'expérience dans le domaine de renforcement des enseignants dans les disciplines et en didactiques pour consolider les acquis	Mission	Un voyage d'étude est effectué à l'étranger
SA.4	Former les formateurs d'enseignants (encadreurs) des EN sur le porte folio élève-maître	Le développement d'un pays passe nécessairement par l'efficacité de son système éducatif. Ainsi, pour atteindre cet objectif de la recherche de la qualité de l'éducation, le gouvernement du Niger à travers le MENA/EP/PLN a entrepris un chantier de reformes, notamment l'évaluation des enseignants contractuels, l'élaboration du référentiel métier de l'enseignant, la relecture des supports de formation des élèves-maîtres, la généralisation de l'approche par situation dans toutes les Ecoles Normales ainsi que l'harmonisation du guide de stage. Pour rendre davantage professionnelle la formation initiale, il a été instauré le portfolio comme outil de suivi et d'évaluation des compétences.	Dans le cadre de la redynamisation de la mise en œuvre de cet outil, la direction de la formation initiale et continue des enseignants et des formateurs (DFICE /F) envisage de former tous les 174 encadreurs, les 8 Responsables de stage et les 8 Responsables des études. La DFICEF assurera aussi le suivi de la mise en œuvre de ce portfolio. A cet effet, le module sera révisé et validé, des ateliers de formation seront organisés dans chaque école normale puis des missions de suivi seront effectuées.	190 encadreurs des EN formés
SA.5	Voyage d'études, à l'étranger, dans les institutions de formation initiale des enseignants.	Dans la recherche de l'amélioration de la qualité de la formation initiale des enseignants, Le projet Niger-LIRE a mis en œuvre plusieurs actions, issues du plan d'action post-audit, dont entre autres : - La révision des programmes et des maquettes	<b>Avec l'accompagnement du CONSORSUIM AFRISMART CONSULTING, CEMARESS et ENSET de MAROC avec lequel le projet a déjà un partenariat, il sera effectué des :</b>	- Les 2 voyages d'études sont effectués ; - -Connaissances et expériences acquises dans la gouvernance, externe et interne des institutions de formation initiale des

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>1</b>	<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>			
<b>11</b>	<b>Sous Composante 1.1 : Renforcement des Ecoles Normales</b>			
		<p>de formation des EN et ENS en 2020 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'amélioration de l'environnement de la formation (Construction/réhabilitation d'infrastructures et équipements) 2021-2024 ;</li> <li>- La formation de 150 formateurs d'enseignants au Maroc 2023-2024 ;</li> <li>- Etc.</li> </ul> <p>Tout en poursuivant ces efforts, il est temps à présent d'aborder la question de l'amélioration de la gouvernance, externe et interne des institutions de formation initiale des enseignants à travers les aspects suivants :</p> <p>-l'organisation de la gouvernance interne et externe des EN et sa déclinaison pour leur pilotage (missions et directives, contrat de performance, attributions de ressources humaines, financières et matérielles, contrôle et évaluation).</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Visites de centres de formation d'enseignants ;</li> <li>- Observations de pratiques de classe ;</li> <li>- Echanges sur l'organisation des stages ;</li> <li>- Ateliers de partage d'expériences ;</li> <li>- Collectes d'outils de formation.</li> </ul> <p>Prendront part à cette mission, le DGPC, Le DFICEF, un responsable des études d'une EE et de 2 cadres de la DFICE/F.</p> <p>A l'issue de ces études, un rapport général sera élaboré.</p>	<p>enseignants</p> <p>1 rapport général élaboré.</p>
11209	Activités : Evaluation des élèves-maîtres			
S.A.1	Accompagner les EN dans l'élaboration des outils pour les Tests (pré test et post test) d'évaluation du Français (TEF), des mathématiques (TEM) et de l'Arabe des nouveaux élèves-maîtres.	<p>Les niveaux des nouveaux élèves des EN seront testés dans les matières fondamentales que sont le français/arabe et les mathématiques.</p> <p>Les outils d'évaluation (tests de français, de mathématiques et de l'arabe) pour le prétest et le posttest seront élaborés sous la responsabilité de la DECCS, avec la participation de la DFIC et de toutes les EN.</p>	<p>Atelier</p> <p>Pour mettre en œuvre cette activité, il est prévu un atelier d'élaboration des outils d'évaluation des nouveaux élèves des EN. Cet atelier de 4 jours regroupera 29 participants, constitués des cadres de la DECCS, de la DFIC et des représentants des EN.</p>	<p>Des outils pour le test de français sont élaborés;</p> <p>Des outils pour le test de mathématiques sont élaborés;</p> <p>des outils pour le test d'arabe sont élaborés.</p>

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>1</b>	<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>			
<b>11</b>	<b>Sous Composante 1.1 : Renforcement des Ecoles Normales</b>			
SA.2	Evaluer les compétences des élèves-maîtres des EN en fin de formation.	L'amélioration de la qualité de la formation initiale des enseignants contribue beaucoup à améliorer la qualité des enseignements/apprentissages. D'une manière périodique, le Ministère organise une évaluation des compétences des élève-maîtres en fin de formation. Après celle de 2020, 2024 est retenue pour cette évaluation périodique. Les nouveaux maîtres sortant dans les Ecoles Normales seront testés en français contenu, français didactique, maths contenu et didactique des mathématiques. Les outils élaborés par la DECCS en collaboration avec la DFICEF et la DEP, seront administrés sur un échantillon représentatif des élèves maîtres dans toutes les écoles normales	Les étapes de l'évaluation sont : - atelier d'élaboration des outils d'évaluation et leurs pré test (Kollo); - l'administration des outils dans toutes les Ecoles Normales en collaboration avec les CRESAS (500 élève-maitres à tester); - la codification et saisie des données – Atelier de traitement des données (Kollo); - Atelier de rédaction du rapport (Kollo), - Atelier national de validation du rapport (Niamey).	Proportions d'élèves maîtres en fin de formation ayant atteint le seuil minimal de maîtrise des contenus et des didactiques dans les matières fondamentales (langue et mathématiques)
<b>113</b>	<b>Volet : Amélioration de la gouvernance à travers des subventions à la performance et le renforcement de capacités</b>			
11304	Activités : Financement des CBP			
S.A.1	Financement des CBP EN	Pour la mise à disposition des 1ères tranches de paiement des CBP, l'UCP effectuera des ordres de virement aux comptes CBP des bénéficiaires ouverts exclusivement pour l'activité.	Virement Bancaire dans le compte des EN ouvert à cet effet.	La mise à disposition est fonds au profit des EN est effective.
11305	Financement des CBP ENS			
S.A.1	Financement des CBP ENS	Pour la mise à disposition des 1ères tranches de paiement des CBP, l'UCP effectuera des ordres de virement aux comptes CBP des bénéficiaires ouverts exclusivement pour l'activité.	Virement Bancaire dans le compte de l'ENS ouvert à cet effet.	La mise à disposition est fonds au profit de l'ENS est effective.
11310	Organiser une conférence annuelle des directeurs des EN			
S.A.1	Organisation d'une conférence annuelle des directeurs des EN/ENS	Un cadre de concertation annuelle est établi entre la tutelle du MEN et les directeurs des EN. Prendrons part à cette rencontre, toutes les directions intervenant dans	Atelier	La conférence annuelle est organisée.

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>1</b>	<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>			
<b>11</b>	<b>Sous Composante 1.1 : Renforcement des Ecoles Normales</b>			
		les EN.		
<b>114</b>	<b>Assistant Technique en appui à la mise en œuvre de la Composante 1 et suivi</b>			
11402	Suivi de la mise en œuvre de la Composante 1			
S.A.1	Faire le suivi technique périodique de l'opérationnalisation de la composante 1	Trimestriellement, il sera effectué un (1) suivi technique de l'opérationnalisation de la composante 1. Au cours de ces missions de suivi, il sera recueilli des données permettant d'établir un rapport de mise en œuvre des actions de la composante.	Mission de suivi Il s'agit de conduire des missions de suivi technique pour s'assurer de la bonne exécution des activités de l'ensemble de la composante 1	Les activités de la composante 1 sont exécutées conformément engagements contenus dans les contrats/TDRs.



### 3.1.2-Sous composante-1.2 : Développement d'un système d'encadrement et d'accompagnement de proximité des enseignants

Le but de la sous-composante est d'améliorer la qualité de l'enseignement en classe à travers le développement professionnel des enseignants. Les principaux objectifs visés sont : (i) l'amélioration de la maîtrise du contenu et des pratiques pédagogiques des enseignants ; (ii) le renforcement de la compétence des enseignants sur le contenu et la pédagogie en ce qui concerne le français et les mathématiques ; (iii) la mise en place d'un pool de facilitateurs pour l'encadrement des enseignants.

Sous-composante 1.2	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs
<b>Développement d'un système de soutien et de supervision des enseignants</b>	Améliorer la maîtrise du contenu et des pratiques pédagogiques des enseignants : Enseignement-apprentissage de la lecture	- Cours structurés élaborés, et numérisés - Des outils d'observation en classe pour évaluer les pratiques pédagogiques sont mis en place	- Outils d'observation en classe pour évaluer les pratiques d'enseignement établis. - Nombre d'Elèves bénéficiant d'interventions directes pour l'amélioration des apprentissages
	Améliorer la compétence des enseignants dans la matière et la pédagogie en ce qui concerne le français et les mathématiques	12.000 enseignants de l'éducation de base participent aux nouvelles activités de coaching	- Nombre de formateurs d'enseignants formés - Nombre d'enseignants du cycle de base participant aux nouvelles activités d'encadrement
	Mettre en place un pool de facilitateurs pour les activités d'encadrement	- Un pool de facilitateurs pour les activités d'encadrement est mis en place et fonctionnel - 480 facilitateurs de coaching formés	- Nombre d'encadreurs/facilitateurs d'encadrement formés

# 1. Tableau de présentation synoptique des activités

(Voir Fichier Excel)

CODE	ACTIVITE	Montant Budget (en milliers de FCFA)	Période d'exécution		Respons.	Acteurs associés	Mode d'exécut°	Durée Exécut° en jours	CHRONOGRAMME												Coût en milliers de FCFA			
			Date de début	Date de Fin					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	T1	T2	T3	T4
<b>1</b>	<b>Composante : Améliorer les pratiques enseignantes</b>	<b>14 979 980</b>																	<b>6 681 265</b>	<b>6 086 120</b>	<b>1 076 290</b>	<b>1 136 305</b>		
<b>12</b>	<b>Sous Composante : Développer un système de soutien et de supervision des enseignants</b>	<b>2 827 755</b>																	<b>1 208 050</b>	<b>1 460 305</b>	<b>42 000</b>	<b>117 400</b>		
<b>121</b>	<b>Volet : Développement d'un programme d'encadrement</b>	<b>2 464 755</b>																	<b>1 088 550</b>	<b>1 314 805</b>	<b>0</b>	<b>61 400</b>		
12102	Mise en œuvre du programme intensif de formation des enseignants et d'accompagnement	1 392 735																	1 088 550	242 785	0	61 400		
SA.1	Former 3000 enseignants sur les modules de la formation intensive (Boot camp) (voir le taux d'encadrement) 3ème cohorte	646 000	20-mars	31-mars	DFICE/F	DREN, URAT	Atelier	11		X									646 000					
SA.2	Suivre régulièrement en classe les enseignants (Dotation des encadreurs en carburant et en crédit de communication)	153 500	1-mars	31-déc.	DFICE/F	DREN, URAT	Atelier	305		X	X	X	X		X	X	X	X	46 050	46 050		61 400		
SA.3	Renforcer les capacités de 500 encadreurs pédagogiques sur l'Analyse des pratiques, la Gestion des classes multigrades et l'Accompagnement pédagogique axé sur les résultats des élèves.	300 000	15-avr.	30-avr.	DFICE/F	DREN, URAT	Atelier	15			X								300 000					
SA.4	Renforcer les capacités de 364 chefs d'établissement en administration et gestion des établissements secondaires des huit (8) Régions. (Première phase)	98 000	15-mars	30-juin	DESG	DEFICE/F et DREN	Atelier	107		X	X	X								98 000				
SA.5	Former de 60 enseignants de sciences responsables de laboratoire en gestion de laboratoire et travaux pratiques	31 235	15-mars	30-juin	DESG	DEFICE/F, DREN et DETP	Atelier	107		X	X	X								31 235				
SA.6	former des encadreurs pédagogiques du traditionnel et du franco arabe sur les activités du préscolaire	96 500	4-mars	9-mars	DEPP	DEFICE/F et DREN	Atelier	5		X									96 500					
SA.7	former de 300 directeurs d'écoles ayant en charge les jardins d'enfants endossés	48 000	22-avr.	27-avr.	DEPP	DEFICE/F et DREN	Atelier	5			X									48 000				
SA.8	évaluer les éducateurs préscolaires en pratique de classe.	19 500	14-mai	29-mai	DEPP	DEFICE/F et DREN	Mission	15				X								19 500				
12103	Equipement des CAPED/UP en matériels pédagogiques et didactiques	1 072 020																		0	1 072 020	0	0	
SA.1	Equiper les centres de regroupement des CAPED/UP	1 072 020	1-avr.	30-juin	DEFICE/F	UCP	Marché fournitures	90		X	X									1 072 020				
<b>122</b>	<b>Volet : Feedback s'appuyant sur la technologie et encadrement des enseignants (Numérisation des pratiques enseignantes)</b>	<b>223 000</b>																	<b>119 500</b>	<b>103 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		
12201	Développer le module numérique de coaching et acquérir le matériel (mallette pédagogique...)	47 160																	47 160	0	0	0		
SA.1	Sélectionner la deuxième cohorte des coaches (250) et partager le modèle de coaching	47 160	8-mars	11-mars	DFICE/F	DREN	Atelier	3		X									47 160					
12208	Développement d'une plateforme technologique pour des	20 000																	18 000	2 000	0	0		

CODE	ACTIVITE	Montant Budget (en milliers de FCFA)	Période d'exécution		Respons.	Acteurs associés	Mode d'exécut°	Durée Exécut° en jours	CHRONOGRAMME												Coût en milliers de FCFA				
			Date de début	Date de Fin					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	T1	T2	T3	T4	
	vérifications périodiques																								
SA.1	Mobiliser un consultant rédacteur des contenus et animateur des plateformes numériques du Ministère de l'Education Nationale	20 000	1-janv.	16-avr.	DSP/TICE	DFICE/F, DC/IP, DECCS, DEPP, DESG, DEFA, DIMS, UCP, ENS	Contrat consultant	106	X	X	X	X													
12209	Opérationnalisation d'un dispositif de formation à distance dans le secteur éducatif au Niger	203 000																							
SA.1	Réaliser une étude pour la mise en place de la plateforme nationale de formation à distance de l'éducation au Niger	203 000	1-mars	30-juin			Contrat consultant	121		X	X	X	X	X											
<b>124</b>	<b>Assistance technique en Formation et accompagnement des Personnels d'encadrement et des Enseignants du Cycle d'enseignement de base 1 et 2 en appui</b>	<b>140 000</b>																							
12401	Assistance technique en Formation et accompagnement des Personnels d'encadrement et des Enseignants du Cycle d'enseignement de base 1 et 2 en appui	140 000																							
SA.1	Expertise internationale pour une Assistance technique en appui perlé dans le domaine du renforcement des capacités des établissements de formation et dans l'enseignement de la qualité de la formation initiale des enseignants de l'éducation de base	140 000	1-mars	31-déc.	DFICE/F	UCP	Contrat consultant	305	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X

## 2. Tableau descriptif des activités

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>1</b>	<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>			
<b>1.2</b>	<b>Sous Composante 1-2 : Développer un système de soutien et de supervision des enseignants</b>			
<b>121</b>	<b>Volet : Développement d'un programme d'encadrement</b>			
12102	Mise en œuvre du programme intensif de formation des enseignants et d'encadrement			
SA.1	Former 3000 enseignants sur les modules de la formation intensive (Boot camp) (voir le taux d'encadrement) 3ème cohorte	Il s'agit de former 3000 enseignants, aussi bien du Primaire que du Secondaire, sur des modules disciplinaires (didactique de français et de maths) et des modules transdisciplinaires à travers des Boot camp.	Atelier de formation en présentiel	3000 enseignants sont formés
SA.2	Suivre régulièrement en classe les enseignants (Dotation des encadreurs en carburant et en crédit de communication)	Pour suivre régulièrement les enseignants en classe, il est prévu de doter les encadreurs en carburant, et les coaches et leurs superviseurs en carte de crédit de communication (afin de faciliter le coaching à distance)	Affecter les montants aux bénéficiaires. En effet la dotation est mensuelle pour une période de neuf mois	Nombre d'enseignants suivis
SA.3	Renforcer les capacités de 500 encadreurs pédagogiques sur l'Analyse des pratiques, la Gestion des classes multigrades et l'Accompagnement pédagogique axé sur les résultats des élèves.	<p>Le renforcement se fera sur les modules suivants :</p> <p>1- Analyse des pratiques</p> <p>Les différentes missions terrain ont permis de constater la difficulté de beaucoup d'encadreurs dans l'accompagnement pédagogique des enseignants d'où la nécessité de les former sur l'analyse de pratique.</p> <p>1- Gestion des classes multigrades</p> <p>Aujourd'hui au Niger, 22% des classes sont des classes multigrades. Vu l'importance de cette thématique pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement/apprentissage, il est nécessaire d'avoir une masse critique d'encadreurs qui la maîtrisent pour assurer l'accompagnement des enseignants des classes multigrades.</p> <p>3- Accompagnement pédagogique axé sur les</p>	<p>Sous la supervision de DFICE/F et DGPQ, il sera procédé à la :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Révision et validation des modules en atelier,</li> <li>- Formation d'Inspecteurs et de Conseillers pédagogiques dans les huit (8) régions.</li> </ul>	500 encadreurs pédagogiques formés sur les 3 modules

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
		<p>résultats des élèves</p> <p>Cette approche consiste en la vérification des acquis des élèves pour asseoir une véritable interaction entre les encadreurs et les enseignants</p>		
SA.4	Renforcer les capacités de 364 chefs d'établissement en administration et gestion des établissements secondaires des huit (8) Régions. (Première phase)	<p>Les difficultés qui entravent notre système éducatif sont nombreuses et variées. Les principales se caractérisent surtout au niveau du pilotage. Quant à la gestion des établissements le problème le plus crucial reste la non maîtrise des tâches administratives par le personnel administratif (les chefs d'établissement et les censeurs). Cette situation a toujours impacté la qualité des enseignements/apprentissages.</p>	<p>Cette activité consiste à renforcer les capacités 364 des chefs d'établissement dans les chefs-lieux des régions. L'activité sera conduite sous forme d'atelier.</p>	<p>364 chefs d'établissement sont formés.</p>
SA.5	Former des enseignants de sciences responsables de laboratoire en gestion de laboratoire et travaux pratiques	<p>L'enseignement/apprentissage des sciences ne doit pas être seulement théorique. C'est dans le souci de s'aligner à la politique de la Plus Haute Autorité du Niger, Un pays qui cherche vaillamment à se construire, a nécessairement et obligatoirement besoins d'ingénieurs, de médecins, d'agronomes, d'architectes.....Et cela ne peut s'acquérir dans l'enseignement théorique seulement. Le nombre des techniciens supérieurs de laboratoires formés à l'ENS était de 63 mais à partir de 2007 cette formation s'est arrêtée et leur nombre actuellement dans les laboratoires fonctionnels (87) n'est que 38. La formation des techniciens de laboratoire a repris cette année à l'ENS et le nombre en formation est de 10 seulement. C'est pourquoi il y a nécessité de former les acteurs de l'enseignement des sciences en travaux pratiques pour inciter davantage les élèves à s'intéresser aux sciences.</p>	<p>Deux sessions de formation des enseignants de sciences nommés responsables de laboratoire en gestion de laboratoire et travaux pratiques se dérouleront dans trois centres : 60 enseignants des sciences nommés responsable de laboratoire pour une durée de 5 jours pour la 1ère session et 4 jours pour la 2nde, à Boboye, Tahoua et Maradi.</p>	<p>60 enseignants de sciences nommés responsables de laboratoire formés</p>

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
SA.6	former des encadreurs pédagogiques du traditionnel et du franco arabe sur les activités du préscolaire	Cette formation permettra aux encadreurs pédagogiques d'avoir des notions dans le domaine préscolaire afin d'assurer un bon encadrement pédagogique.	La formation sera assurée par des inspecteurs préscolaires pris en région sous la supervision des agents de la DEPP sous forme d'atelier et se tiendra dans les huit régions du pays. Elle regroupera des conseillers pédagogiques et inspecteurs du traditionnel et du franco arabe afin de les outiller sur les pratiques pédagogiques du préscolaire en vue d'améliorer la qualité de l'encadrement des éducateurs	Les résultats attendus 490 encadreurs formés.
SA.7	former de directeurs d'écoles ayant en charge les jardins d'enfants endossés	Cette formation permettra à ces directeurs d'école d'assurer un bon encadrement de proximité.	Trois cent directeurs d'écoles seront formés par des inspecteurs ou conseillers pédagogiques du préscolaire sous la supervision des spécialistes de l'éducation préscolaire de la portion centrale du MEN. Cela permettrait une prise en charge éducative de qualité du jeune enfant.	Résultats attendus, 300 directeurs formés.
SA.8	évaluer les éducateurs préscolaires en pratique de classe.	L'évaluation des éducateurs préscolaires en pratique de classe permettra de vérifier la maîtrise du contenu à enseigner dans le domaine afin d'y remédier	Assurer la maîtrise des compétences de base dans les disciplines relevant des mathématiques et de la langue à au moins 80% des sortants du préscolaire.  Les inspecteurs des différentes régions du pays effectueront l'évaluation accompagnés des superviseurs de la DEPP pour s'assurer que l'enseignement apprentissage visé a été réellement effectué et surtout si les notions enseignées ont été acquises.	Les résultats attendus, 340 éducatrices évaluées.
12103	Equipement des CAPED/UP en matériels pédagogiques et didactiques			
SA.1	Equiper les centres de regroupement des CAPED/UP	Il est prévu d'acquérir des équipements pour les 211 centres de regroupement des UP/CAPED. A cet effet, ils seront équipés en Ordinateurs de bureau, Ordinateurs portables, imprimantes (laser) incluant toners d'encre, Onduleurs 1500 VA, Prise parasurtenseur 6 prises, Chargeur solaire (Panneau solaire) + Batteries + accessoires, Caméras, Projecteurs de poche.	Marché fournitures Lors des acquisitions, il sera demandé au prestataire de livrer le matériel au niveau des inspections, qui à leur tour procéderont au transport vers les CAPED/UP.	les 211 centres de regroupement des UP/CAPED sont équipés chacun en Ordinateurs de bureau, Ordinateurs portables, imprimantes (laser) incluant toners

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
				d'encre, Onduleurs 1500 VA, Prise parasurtenseur 6 prises, Chargeur solaire (Panneau solaire)+Batteries + accessoires, Caméras, Projecteurs de poche.
<b>122</b>	<b>Volet : Feedback s'appuyant sur la technologie et encadrement des enseignants (Numérisation des pratiques enseignantes)</b>			
12201	Développer le module numérique de coaching et acquérir le matériel (mallette pédagogique...)			
SA.1	Sélectionner la deuxième cohorte des coachs (250) et partager le modèle de coaching	Les documents du projet LIRE ont prévu la sélection 486 coachs et leur formation sur le modèle de coaching. Une première cohorte de 297 coachs ont été sélectionnés et imprégnés en 2023. La seconde cohorte de 250 coachs (pour tenir compte des déperditions) seront sélectionnés et formés en 2024. Une sensibilisation sera menée en région en vue de sélectionner un plus grand nombre de femmes coachs.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une lettre sera adressée aux DREN/A/EP/PLN en vue de sensibiliser les encadreurs femmes à adhérer à l'initiative ;</li> <li>- La sélection sera effectuée par la DFICEF sur la base d'un questionnaire en ligne ;</li> <li>- La formation des coachs sera organisée dans les 5 régions.</li> </ul>	250 coachs formés
12208	Activité : Développement d'une plateforme technologique pour des vérifications périodiques			
SA.1	Mobiliser un consultant rédacteur des contenus et animateur des plateformes numériques du Ministère de l'Education Nationale	Les Prestations mensuelles d'un consultant sont destinées à l'animation des plateformes numériques du MEN.	Contrat consultant individuel	Plateformes numériques du MEN animées
12209	Opérationnalisation d'un dispositif de formation à distance dans le secteur éducatif au Niger			
SA.1	Réaliser une étude pour la mise en place de la plateforme nationale de formation à distance de l'éducation au Niger	L'activité consiste à mettre en place un dispositif de formation à distance et en ligne, au bénéfice de nombreux acteurs (enseignants, encadreurs, etc. et plus tard les apprenants) du système éducatif national, un accès en ligne innovant, interactif, dynamique aux informations entrant dans les pratiques d'enseignement et d'apprentissage.	Contrat consultant bureau	La plateforme nationale de formation à distance est réalisée et est opérationnelle
<b>124</b>	<b>Assistance technique en Formation et accompagnement des Personnels d'encadrement et des Enseignants du Cycle d'enseignement de base 1 et 2 en appui</b>			
12401	Assistance technique en Formation et accompagnement des Personnels d'encadrement et des Enseignants du Cycle d'enseignement de base 1 et 2 en appui			
SA.1	Expertise internationale pour une Assistance technique en Formation et accompagnement	Sous la responsabilité directe du Coordonnateur des programmes éducation et sous la responsabilité technique	Contrat consultant Élaboration des TDR par le MEN, puis lancement d'un	Assistance technique est apportée en formation et

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
	des Personnels d'encadrement et des Enseignants du Cycle d'enseignement de base 1 et 2 en appui	<p>du Secrétaire Général du MEN, le consultant sera un résident à Niamey pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>*Renforcer les compétences des formateurs des établissements de formation et des Ecoles annexes dans les enseignements/apprentissages de la langue française dans un contexte multilingue ;</li> <li>*Adapter les dispositifs d'encadrement et les pratiques effectives des inspecteurs et des conseillers pédagogiques dans un cadre de déconcentration/décentralisation pour améliorer l'efficacité pédagogique des apprentissages scolaires en français et en lecture ;</li> <li>*Accompagner les enseignants et les établissements scolaires dans le développement de nouveaux contenus et de modes opératoires innovants dans la gestion des parcours d'apprentissages en français et en lecture sur les dix années du Cycle de base 1 et 2.</li> <li>*Appuyer l'élaboration du programme d'encadrement des enseignants ;</li> <li>*Appuyer l'élaboration des modules de formation</li> </ul>	AMI pour le recrutement de l'expert	accompagnement



### 3.1.3- Sous composante-1.3 : Outils et innovations pédagogiques

Cette sous-composante vise à garantir la disponibilité des supports d'enseignement et des manuels scolaires pertinents dans les classes. Elle a pour objectifs : (i) le développement et la numérisation de divers supports pédagogiques au niveau primaire ; (ii) l'acquisition des manuels supplémentaires dans les langues locales et (iii) l'amélioration de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des mécanismes de distribution pour tous les supports d'enseignement et d'apprentissage aux niveaux primaire et secondaire.

Sous-composante 1.3	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs
<i>Supports pédagogiques et didactiques</i>	Développer et numériser divers supports pédagogiques au niveau primaire	Cours structurés, élaborés et numérisés pour le primaire	- Nombre de leçons modèles élaborées et numérisées.
	Acquérir des manuels supplémentaires dans les langues locales	Des manuels en 3 langues locales sont développés pour les premières classes	- Nombre d'Elèves bénéficiant d'interventions directes pour l'amélioration des apprentissages
	Améliorer la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des mécanismes de distribution pour tous les supports d'enseignement et d'apprentissage aux niveaux primaire et secondaire	Une méthode de distribution améliorée y compris la vérification communautaire est mise en place et fonctionnelle	

# 1. Tableau de présentation synoptique des activités

(Voir Fichier Excel)

CODE	ACTIVITE	Montant Budget (en milliers de FCFA)	Période d'exécution		Respons.	Acteurs associés	Mode d'exécut°	Durée Exécut° en jours	CHRONOGRAMME												Coût en milliers de FCFA			
			Date de début	Date de Fin					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	T1	T2	T3	T4
<b>1</b>	<b>Composante : Améliorer les pratiques enseignantes</b>	<b>14 979 980</b>																		<b>6 681 265</b>	<b>6 086 120</b>	<b>1 076 290</b>	<b>1 136 305</b>	
<b>13</b>	<b>Sous Composante : Supports pédagogiques et didactiques</b>	<b>5 625 460</b>																		<b>745 775</b>	<b>3 054 975</b>	<b>888 435</b>	<b>936 275</b>	
<b>131</b>	<b>Volet : Mise en place de structures audiovisuelles éducatives</b>	<b>1 419 260</b>																		<b>294 500</b>	<b>316 500</b>	<b>335 760</b>	<b>472 500</b>	
13101	Mise en place de la radio scolaire (IAI)	1 290 000																		272 500	272 500	272 500	472 500	
SA.1	Assistance technique à la mise en place de la radio scolaire et de la TV éducative	1 090 000	1-mars	31-déc.	INDRAP	DFICE/F, DC/IP	Contrat consultant	305		X	X	X	X	X	X	X	X	X			272 500	272 500	272 500	272 500
SA.2	Acquérir le matériel nécessaire pour l'opérationnalisation de la radio scolaire	200 000	1-oct.	31-déc.	INDRAP	UCP	Marché fournitures	91									X	X	X			0	0	200 000
13102	Révision de la politique du livre	129 260																		22 000	44 000	63 260	0	
SA.1	Mobiliser une assistance technique pour l'élaboration et la finalisation et la de la politique du livre au Niger en vue de sa validation	110 000	1-mars	30-sept.	DC/IP	DFICE/F, UCP	Contrat consultant	213		X	X	X	X	X	X	X	X	X			22 000	44 000	44 000	
SA.2	Réviser le document de la politique du livre scolaire primaire et secondaire	8 700	1-août	30-sept.	DC/IP	DFICE/F, DECCS, DESG, DEFA, DEPP, INDRAP	Atelier	60									X	X					8 700	
SA.3	Valider le document de la politique du livre scolaire primaire et secondaire	10 560	25-sept.	30-sept.	DC/IP	DFICE/F, DECCS, DESG, DEFA, DEPP, INDRAP	Atelier	5									X	X			0		10 560	
<b>132</b>	<b>Volet : Elaboration et numérisation de divers supports pédagogiques au niveau primaire et secondaire</b>	<b>1 506 800</b>																		<b>370 275</b>	<b>681 975</b>	<b>222 275</b>	<b>232 275</b>	
13201	Elaboration et validation des supports pédagogiques au niveau primaire et secondaire	709 100																		132 275	192 275	192 275	192 275	
SA.1	Elaborer/adapter/valider les supports pédagogiques au niveau primaire et secondaire conjointement avec le programme d'encadrement de la sous-composante 1.2 (Code: 12201SA1)	529 100	1-mars	31-déc.	DFICE/F	DC/IP, DECCS, DEPP, DESG, DSP/TICE, UCP, ENS	Atelier	305		X	X	X	X	X	X	X	X	X			132 275	132 275	132 275	132 275
SA.2	Prendre en charge de la firme retenue pour conduire la digitalisation des outils du système éducatif	180 000	1-avr.	31-déc.	DSP/TICE	DFICE/F, UCP	Contrat consultant	274		X	X	X	X	X	X	X	X	X				60 000	60 000	60 000
13203	Mettre en œuvre l'initiative " Connect my school / Salles de Classes Digitales (SCD) "	338 000																		238 000	30 000	30 000	40 000	

CODE	ACTIVITE	Montant Budget (en milliers de FCFA)	Période d'exécution		Respons.	Acteurs associés	Mode d'exécut°	Durée Exécut° en jours	CHRONOGRAMME												Coût en milliers de FCFA			
			Date de début	Date de Fin					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	T1	T2	T3	T4
SA.1	Acquisition de 23 Salles de Classes Digitales (SCD)	235 000	1-mars	31-mars	DFICE/F	DSP/TICE	Marché fournitures	30	X											235 000				
SA.2	Lancer l'initiative SCD et Poulsat	3 000	1-mars	31-mars	DC/IP	DFICE/F, DSP/TICE	Cérémonie	30	X											3 000			0	
SA.3	Recruter un cabinet pour l'accompagnement de MEN et la gestion des 23 SCD	100 000	1-avr.	31-déc.	DC/IP	DFICE/F, DSP/TICE	Contrat consultant	274		X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		30 000	30 000	40 000	
SA.4	Suivi de la mise en œuvre du contrat du cabinet recruté pour l'accompagnement de MEN et la gestion des 23 SCD	6 000	15-juin	15-nov.	DSP/TICE	DFICE/F, DREN & URAT	Mission	153				X					X			3 000		3 000		
13207	Acquisition et transport des outils didactiques pour handicapés auditifs, visuels, physique et mental (Education inclusive) (Début)	459 700																	0	459 700	0	0		
SA.1	Acquérir et placer dans les établissements les outils didactiques pour handicapés auditifs, visuels, physiques et mental (Education inclusive) du primaire et secondaire, y compris l'acquisition des imprimantes braille pour le niveau central et former à leur utilisation	459 700	1-mars	31-mai	DEPP	DFICE/F, DESG et UCP	Marché fournitures et atelier de formation	91		X	X	X								459 700				
133	<b>Volet : Mise à disposition de manuels et livres de lecture en langues nationales à l'intention des premières classes</b>	<b>1 790 500</b>																	<b>71 000</b>	<b>1 240 500</b>	<b>289 000</b>	<b>190 000</b>		
13301	Elaborer et distribuer des livres "initiative lecture au sahel"	1 581 500																	51 000	1 210 500	160 000	160 000		
SA.1	Assistance technique en appui à l'édition Editer des livres de lecture au Sahel (livre de lecture en langue nationales, volet reach)	30 000	1-mars	30-juin	DC/IP	UCP, INDRAP, DEPP, DFICE/F, DECCS	Contrat consultant	121	X	X	X	X							0	30 000		0		
SA.2	Reproduire et distribuer de livres de lecture au Sahel (livre de lecture, volet READ @ HOME)	410 000	1-mars	30-juin	DC/IP	UCP, INDRAP, DEPP, DFICE/F, DECCS	Marché fournitures	121	X	X	X	X							0	410 000				
SA.3	Acquérir et distribuer des livres de lecture ( Ouvrages pédagogiques des UP CAPEd) au Sahel: livre de lecture en langues nationales, volet reach	502 000	1-févr.	31-mai	DC/IP	UCP, INDRAP, DEPP, DFICE/F, DECCS	Marché fournitures	120	X	X	X	X								502 000				
SA.4	Acquérir le logiciel Track and Trace et assistance pour son opérationnalisation	102 000	1-janv.	30-juin	DC/IP	INDRAP, DFICE/F, DEP et DSP/TICE	Marché fournitures	181	X	X	X	X	X	X					51 000	51 000				

CODE	ACTIVITE	Montant Budget (en milliers de FCFA)	Période d'exécution		Respons.	Acteurs associés	Mode d'exécut°	Durée Exécut° en jours	CHRONOGRAMME												Coût en milliers de FCFA						
			Date de début	Date de Fin					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	T1	T2	T3	T4			
SA.5	Recruter une firme pour organiser des activités de sensibilisation à l'utilisation des livres complémentaires (Read @ Home) dans les régions de Maradi, Tillabery, Diffa, Tahoua et Zinder	480 000	1-avr.	31-déc.	DC/IP	INDRAP, DFICE/F, DEP et DSP/TICE	Contrat consultant	274				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				160 000	160 000	160 000
SA.6	Elaborer des outils pour le CM2 dans les 4 domaines : Mathématiques, Sciences, Technologie et Environnement (MSTE), Développement personnel, Univers social et Langues.	57 500	1-avr.	30-juin	DC/IP	DFICE/F & ETEC	Atelier	90				X	X	X											57 500		
13302	Acquérir des manuels supplémentaires en langues locales à l'intention des premières classes, y compris des livres élaborés localement et des livres de lecture (Conception de leçons structurées en langue française)	209 000																						20 000	30 000	129 000	30 000
SA.1	Voyage d'étude en côte d'ivoire en vue de la Conception de leçons structurées en langue française	20 000	1-mars	15-mars	DC/IP	SG, DGE/F, DFICE/F, DREN, IPR,DGPQ, DEPP,DESG.	Mission	14	X															20 000			
SA.2	Tenue des sessions d'élaboration des leçons structurées en langue française et mission de suivi terrain	90 000	16-mars	30-sept.	DC/IP	SG, DGE/F, DFICE/F, DREN, IPR,DGPQ, DEPP,DESG.	Mission et ateliers	198		X	X	X	X	X	X										30 000	30 000	30 000
SA.3	Elaboration de modules optionnels	99 000	1-juil.	30-sept.	DC/IP	DREN	Atelier	91							X	X	X								99 000		
134	<b>Volet : Soutien à l'amélioration de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et des mécanismes de distribution pour tous les supports d'enseignement et d'apprentissage aux niveaux primaire et secondaire</b>	<b>908 900</b>																						<b>10 000</b>	<b>816 000</b>	<b>41 400</b>	<b>41 500</b>
13401	Conception des manuels et des fiches pour les élèves et les enseignants du niveau secondaire	908 900																						10 000	816 000	41 400	41 500
SA.1	Acquérir des manuels scolaires et des guides (Mathématique et Français) au niveau secondaire	726 000	1-avr.	30-juin	DESG	DC/IP et DEFA	Marché fournitures	90				X	X	X										0	726 000	0	0
SA.2	Réaliser une étude diagnostique de l'INDRAP assortie d'un plan d'action pour sa restructuration	50 000	1-mars	15-avr.	INDRAP	DC/IP	Contrat consultant	45				X	X											0	50 000	0	0
SA.3	Recruter un consultant pour appuyer le processus de conception des leçons structurées et des exercices modèles pour les élèves des classes de 6e et 5e	50 000	1-mars	30-avr.	DC/IP	DESG, DEFA, DFICE/F, DECCS	Contrat consultant	60				X	X											10 000	40 000		
SA.4	Concevoir des leçons structurées et des exercices modèles pour les élèves des classes de 6e et 5e avec l'accompagnement d'un consultant	82 900	1-juin	31-déc.	DC/IP	DESG, DEFA, DFICE/F, DECCS	Atelier	213							X	X	X	X	X	X					41 400	41 500	

## 2. Tableau descriptif des activités

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>1</b>	<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>			
<b>13</b>	<b>Sous Composante 1-3 : Supports pédagogiques et didactiques</b>			
<b>131</b>	<b>Volet : Mise en place de structures audiovisuelles éducatives</b>			
13 101	Mise en place de la radio scolaire (IAI)			
SA.1	Assistance technique à la mise en place de la radio scolaire et de la TV éducative	Il s'agit d'opérationnaliser la radio scolaire et la TV dans le système éducatif. C'est dans ce cadre que l'UCP, en collaboration avec la DCPLN et la DPSI va réaliser une étude de faisabilité technique et financière sur l'opérationnalisation de la radio scolaire et de la TV éducative dans les écoles	Contrat consultant Lancement d'un Appel d'offres	La faisabilité technique et financière sur l'opérationnalisation de la radio scolaire et de la TV éducative est réalisée.
SA.2	Acquérir le matériel nécessaire pour l'opérationnalisation de la radio scolaire	A l'issue de l'étude de faisabilité technique et financière sur l'opérationnalisation de la radio scolaire et de la TV éducative, une acquisition de matériel nécessaire pour l'opérationnalisation de la radio scolaire sera lancée.	Marché fournitures Organisation d'une cérémonie de lancement par le MEN et l'UCP	Une cérémonie d'acquisition est organisée.
13 102	Révision de la politique du livre			
SA.1	Mobiliser une assistance technique pour la finalisation et la validation de la politique du livre au Niger	Un consultant sera recruté afin d'appuyer la DCPLN dans la finalisation et la validation de la politique du livre au Niger. Il veillera entre autres à la prise en compte de toutes les questions relatives au copyright papier et numérique.	Contrat consultant Élaboration de TDR, puis lancement de l'AMI correspondant après avis de la Banque.	Un consultant est recruté pour appuyer la finalisation et la validation de la politique du livre.
SA.2	Réviser le document de la politique du livre scolaire primaire et secondaire	La DCPLN organisera un atelier de révision et de validation de la politique nationale du livre scolaire. Cet atelier verra la participation des rédacteurs, des éditeurs des imprimeurs et des libraires et des personnes-ressources qui ont une grande expertise en matière de livre scolaire.	Atelier	La politique du livre scolaire primaire et secondaire est mise à jour.
SA.3	Valider le document de la politique du livre scolaire primaire et secondaire	Après la révision par le consultant, La DCPLN organisera un atelier de validation avec l'appui du consultant de la politique nationale du livre scolaire qui inclura la	Atelier	La politique du livre scolaire primaire et secondaire est validée.

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>1</b>	<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>			
<b>13</b>	<b>Sous Composante 1-3 : Supports pédagogiques et didactiques</b>			
		participation de l'ensemble des acteurs concernés par la question.		
<b>132</b>	<b>Volet : Elaboration et numérisation de divers supports pédagogiques au niveau primaire et secondaire</b>			
13 201	Elaboration et validation des supports pédagogiques au niveau primaire et secondaire			
SA.1	Elaborer/adapter/valider les supports pédagogiques au niveau primaire et secondaire conjointement avec le programme d'encadrement de la sous-composante 1.2 (Code: 12201SA1)	<p>Cette activité consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elaborer et valider de modules pour le préscolaire à Kollo ;</li> <li>- Réviser les 15 modules de formation des EN à Kollo ;</li> <li>- valider et partager les 15 modules de formation des encadreurs des EN ;</li> </ul> <p><b>Leçons structurées en Sonay-Zarma et Hausa</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Finaliser des leçons hausa et zarma CI (guides)</li> <li>- Valider des leçons hausa et zarma CI (guides) ;</li> <li>- Finaliser des manuels et guides CP Hausa et zarma ;</li> <li>-Valider des manuels et guides CP Hausa et zarma des leçons structurées ;</li> <li>- élaborer/valider de supports par la DCPLN ;</li> </ul> <p><b>Leçons structurées de français</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- élaborer des leçons structurées ;</li> <li>- effectuer un voyage d'étude en Côte d'Ivoire ;</li> <li>- effectuer des missions de suivi terrain ;</li> <li>- Transformer des livrets en manuels ;</li> <li>- Valider les supports.</li> </ul>	Ateliers et missions	<p>Le module pour le préscolaire est élaboré et validé ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les 15 modules de formation des EN sont révisés, validés et partagés ;</li> <li>- des leçons hausa et zarma CI (guides) sont finalisés et validés ;</li> <li>- des manuels et guides CP Hausa et zarma sont finaliser et validés;</li> <li>- de supports sont élaborés/validés par la DCPLN ;</li> </ul> <p><b>Leçons structurées de français</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des leçons structurées de français sont élaborées;</li> <li>- un voyage d'étude est effectué en Côte d'Ivoire ;</li> <li>- des missions de suivi terrain sont effectuées;</li> <li>- des livrets sont transformés en manuels ;</li> <li>- les supports sont validés.</li> </ul>

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>1</b>	<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>			
<b>13</b>	<b>Sous Composante 1-3 : Supports pédagogiques et didactiques</b>			
SA.2	Prendre en charge de la firme retenue pour conduire la digitalisation des outils du système éducatif	L'activité consiste à mettre sous format numérique les supports pédagogiques et didactiques réalisés dans le cadre du projet	Contrat consultant	Les outils du système éducatif sont numérisés
13 203	Mettre en œuvre l'initiative " Connect my school / Salles de Classes Digitales (SCD) "			
SA.1	Acquisition de 23 Salles de Classes Digitales (SCD)	Dans le cadre de l'initiative des classes intelligentes (digitales), l'UCP procédera à l'acquisition de 23 salles digitales et à leur installation dans les localités identifiées à cet effet.	Lancement d'un Appel d'offres	23 salles digitales sont acquises et installées.
SA.2	Lancer l'initiative SCD et Poulsat	A l'issue de la mission d'identification, un arrêté conjoint sera signé par le MEN. Cet arrêté précisera les établissements pilotes du primaire et les établissements du secondaire dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative.	Organisation d'une cérémonie de lancement par le MEN et l'UCP	Une cérémonie de lancement est organisée.
SA.3	Recrutement d'un cabinet pour l'accompagnement de MEN et la gestion des 23 SCD	Pour l'opérationnalisation des SCD une structure (ONG, Cabinet...) sera recrutée pour accompagner le MEN en vue d'assurer une meilleure gestion de leur fonctionnement	Contrat consultant	Les SCD sont fonctionnels et bien gérés
SA.4	Suivre la mise en œuvre du contrat du cabinet recruté pour l'accompagnement de MEN et la gestion des 23 SCD	Le suivi consiste à s'assurer que l'accompagnement de MEN et la gestion des 23 SCD par le bureau se fait conformément aux clauses contractuelles à savoir :  - Assurer la sécurité et l'entretien des salles de classes numériques, des équipements connexes et des différentes installations sur les sites bénéficiaires ; - Organiser et superviser les activités pédagogiques réalisées dans les salles de classes numériques ; - Faire la promotion des salles de classes numériques auprès des partenaires locaux (existants et/ou potentiels) de l'éducation, des partenaires au développement, et du Grand public ; - Renforcer la capacité des acteurs de la communauté éducative en matière de gestion de salles de classes numériques ; - fournir les rapports périodiques de mission.	Contrat consultant	Suivi de la mise en œuvre du contrat du cabinet est assuré

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>1</b>	<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>			
<b>13</b>	<b>Sous Composante 1-3 : Supports pédagogiques et didactiques</b>			
13 207	Activités : Acquisition et transport des outils didactiques pour handicapés auditifs et visuels (Éducation inclusive)			
SA.1	Sous Activité (AS)1 : Acquérir et placer dans les établissements les outils didactiques pour handicapés auditifs, visuels et physiques (Éducation inclusive) du primaire et secondaire, y compris l'acquisition des imprimantes braille pour le niveau central et former à leur utilisation.	Cette acquisition est destinée aux élèves handicapés auditifs et visuels du primaire en vue de faciliter l'apprentissage des cours.	L'acquisition des outils didactiques se fera suivant les procédures de passation de marchés.	Nombre d'outils didactiques acquis.
<b>133</b>	<b>Volet : Mise à disposition de livres de lectures en langues nationales à l'intention des premières classes</b>			
13301	Mise à disposition de livres de lecture en langues nationales à l'intention des premières classes			
SA.1	Assistance technique en appui à l'édition Editer des livres de lecture au Sahel (livre de lecture en langue nationales, volet reach)	L'expertise d'une firme sera mobilisée pour coacher les éditeurs des livres en vue de leur mettre en capacité d'assurer des éditions en toute autonomie	Contrat consultant	Les éditeurs sont coachés
SA.2	Reproduire et distribuer de livres de lecture au Sahel (livre de lecture, volet READ @ HOME)	Dans le but de pouvoir assurer la continuité pédagogique à la maison, la DCPLN propose l'impression et la distribution des outils de lecture de CE1 en hausa et songhay-zarma. Ce sont des outils destinés aux écoles de réforme. La première distribution de ces outils n'a concerné que les élèves de la première cohorte (500 écoles sur les 5000).	Marché de fournitures Lancement d'un appel d'offres pour la reproduction et un autre pour le transport des livres.	Des livres de lecture sont reproduits et mis à la disposition des élèves de 1 <sup>ère</sup> s classes.
SA.3	Acquérir et distribuer des livres de lecture au Sahel (livre de lecture en langues nationales, volet reach)	Par niveau, une équipe de six cadres élaboreront des supports recueils d'exercices d'auto-formation et d'auto-apprentissage pendant quinze jours entrecoupés de simulation dans des écoles. Cinq jours de validation au niveau des régions seront retenus regroupant les enseignants, les directeurs d'écoles et les encadreurs pour enrichir les outils conçus. Une validation nationale de trois jours sera organisée pour	Marché de fournitures Lancement d'un appel d'offres pour la reproduction et un autre pour le transport des livres.	Des livres de lecture sont reproduits et mis à la disposition des élèves de 1 <sup>ère</sup> s classes.



Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>1</b>	<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>			
<b>13</b>	<b>Sous Composante 1-3 : Supports pédagogiques et didactiques</b>			
		intégrer les observations des régions.		
SA.4	Acquérir le logiciel Track and Trace et assistance pour son opérationnalisation	Acquérir un logiciel en vue de renforcer les capacités de MEN dans le cadre de suivi de la livraison des fournitures/manuels... scolaires aux bénéficiaires et la géolocalisation en temps réel	Marché de fournitures Solliciter les services d'un prestataire suivant les procédures de passation de marchés	Le suivi de la livraison des fournitures/manuels... scolaires aux bénéficiaires est assuré par le traçage et la géolocalisation en temps réel.
SA.5	Recruter une firme pour organiser des activités de sensibilisation à l'utilisation des livres complémentaires (Read @ Home)	L'expertise d'une ONG sera mobilisée pour faire la promotion de la lecture à la maison auprès de cibles bien définies	Contrat consultant	Des actions sont entreprises pour la promotion de la lecture à la maison (Read @ Home)
SA.6	Elaborer des outils pour le CM2 dans les 4 domaines : Mathématiques, Sciences, Technologie et Environnement (MSTE), Développement personnel, Universocial et Langues.	Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de l'éducation, des manuels et des guides sont élaborés jusqu'au CM1. Afin de doter les écoles en manuels et guides en quantité et qualité selon l'APS, il est nécessaire d'élaborer les outils du CM2.	Cette activité se déroulera en trois ateliers : 1) Atelier d'élaboration du cahier de charge. Cet atelier regroupera les techniciens pour statuer sur les contenus et des différentes matières (dosage, progression, illustration...) et les formes du document. 2) Atelier de conception ; les auteurs des différentes matières se pencheront sur la rédaction des contenus de chaque matière. 3) Atelier de validation, celui-ci regroupera outre les rédacteurs des cadres du terrain (inspecteurs et conseillers pédagogique, mais aussi les enseignants craie en main pour valider les outils élaborés avant leur édition, impression et distribution.	Les outils pour le CM2 dans les 4 domaines sont élaborés
13302	Acquérir des manuels supplémentaires en langues locales à l'intention des premières classes, y compris des livres élaborés localement et des livres de lecture (Conception de leçons structurées en langue française)			
SA.1	Voyage d'étude en côte d'ivoire en vue de la Conception de leçons structurées en langue française	Effectuer un voyage d'étude dans un pays qui a l'expérience dans le domaine de Conception de leçons structurées en langue française pour consolider les acquis	Mission	Un voyage d'étude est effectué à l'étranger

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>1</b>	<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>			
<b>13</b>	<b>Sous Composante 1-3 : Supports pédagogiques et didactiques</b>			
SA.2	Tenue des sessions d'élaboration des leçons structurées en langue française et mission de suivi terrain	Tenir des sessions (ateliers) avec des groupes de travail chargés des questions de cette thématique au sein du MEN et assurer le suivi de l'activité sur le terrain	Mission	Sessions tenues et suivi assuré
SA.3	Elaboration de modules optionnels	Le curriculum national prévoit 20% du contenu aux spécificités de chaque région. Dans ce cadre, le Ministère a mis en place des équipes régionales. Ces équipes ont pour tâches entre autres d'élaborer les modules optionnels pour chaque région	Des ateliers d'élaboration de ces modules seront organisés avec l'accompagnement technique des cadres de la portion centrale.	8 modules optionnels élaborés.
<b>134</b>	<b>Volet : Soutien à la création, l'édition et la reproduction de manuels des élèves et des enseignants du niveau secondaire</b>			
13 401	Activités : Réalisation d'un état des lieux des manuels des élèves et des enseignants du niveau secondaire élaborés par l'INDRAP			
SA.1	Acquérir des manuels scolaires et des guides (Mathématique et Français) au niveau secondaire	Acquérir des manuels scolaires et des guides sur la base de spécifications techniques fournies par la DESG	Marché de fournitures Acquisition par la passation de marchés	Des manuels d'élèves et des guides au niveau secondaire sont acquis.
SA.2	Réaliser une étude diagnostique de l'INDRAP assortie d'un plan d'action pour sa restructuration	En perspective de la généralisation de la réforme curriculaire, une étude diagnostique doit être conduite à l'INDRAP pour juger de la capacité de cette institution dans la production des manuels scolaires. Aussi un avis d'appel à candidature sera lancé en collaboration avec la DMP pour la réalisation de ladite étude.	Contrat consultant Elaboration des TDR, puis recrutement d'un consultant chargé de conduire le diagnostic.	Un diagnostic de l'INDRAP assorti d'un plan d'action est réalisé.
SA.3	Recruter un consultant pour appuyer le processus de conception des leçons structurées et des exercices modèles pour les élèves des classes de 6e et 5e	Cette activité consiste à concevoir des leçons structurées et des exercices modèles pour les classes de 6 <sup>ème</sup> et de 5 <sup>ème</sup> d'application, de recherche et de remédiation. Ces leçons et exercices seront élaborés lors d'un atelier qui sera organisé à cet effet.	Contrat consultant	Des leçons modèles et nombres d'exercice modèles élaborés.
SA.4	Concevoir des leçons structurées et des exercices modèles pour les élèves des classes de 6e et 5e avec l'accompagnement d'un consultant	Cette activité consiste à concevoir des leçons structurées et des exercices modèles d'application, de recherche et de remédiation. Ces leçons et exercices seront élaborés lors d'ateliers qui seront organisés à cet effet.	Ateliers	Des leçons modèles et nombre d'exercices modèles élaborés.

## 3.2- Composante-2 : Promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons

<b>OBJECTIFS</b>	Améliorer l'apprentissage des populations vulnérables au Niger, notamment les filles, les enfants déplacés et les pauvres non scolarisés en milieu rural, en fournissant des voies alternatives critiques à l'éducation pour répondre à leurs besoins d'apprentissage
<b>BENEFICIAIRES</b>	☞ <i>Populations</i> : Elèves (notamment les filles), Enfants non scolarisés, Réfugiés ☞ <i>Organisations</i> : Ecoles primaires, secondaires, Makaranta
<b>RESULTATS ATTENDUS</b>	☞ 600.000 élèves bénéficient d'interventions directes pour améliorer l'apprentissage dont au moins 45% de filles ☞ 200.000 enfants et adolescents non scolarisés bénéficient d'interventions directes pour soutenir l'apprentissage
<b>SOUS COMPOSANTES</b>	1. Remédiation et soutien scolaire 2. Classes passerelles pour les enfants en dehors de l'école 3. Subventions aux Makarantas pour l'acquisition des compétences de base
<b>MONTANT</b>	18 millions USD, dont 8 millions USD en don de l'IDA, 10 millions USD en crédit de l'IDA)
<b>AGENCE D'EXECUTION</b>	▪ Direction Générale des enseignements et des formations (DGE/F) ▪ Direction Générale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle (DGAENF),
<b>STRUCTURES IMPLIQUEES DANS LA MISE EN ŒUVRE</b>	– Direction de la formation initiale et continue des enseignants et formateurs (DFICE/F) – Direction de la promotion de la scolarisation et de la formation des filles (DPSFF) – Direction des ressources financières, du matériel, des marchés publics et des délégations de service public (DRF/M/MP/DSP) – Direction d'appui à la gestion des établissements (DAGE) – Direction de l'éducation et de la formation non formelles (DEFNF) – Direction de l'enseignement franco-arabe (DEFA)
<b>ZONE D'INTERVENTION</b>	Cinq (5) régions défavorisées : Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéri et Zinder

### 3.2.1- Sous composante-2.1 : Remédiation et soutien scolaire

L'objectif de cette sous composante est de soutenir les élèves qui ne réussissent pas bien sur le plan scolaire et qui risquent de quitter le système éducatif. Ces programmes de remédiation à titre préventif incluent : (a) un programme d'enseignement de remédiation axé sur la lecture et les mathématiques à l'aide d'une approche participative et communautaire aux niveaux de l'enseignement primaire et du collège ; et (b) une intervention communautaire pour appuyer la

scolarisation des filles et leur achèvement du collège, en partenariat avec une ONG internationale, à travers : (i) des cours, des ateliers et des activités parascolaires ; (ii) des séances locales de mentorat individuel et collectif ; (iii) une aide matérielle, incluant les frais de scolarité, les uniformes, les frais de transport ou la fourniture de bicyclette, et des services de préparation aux examens, si nécessaire ; et (iv) l'engagement familial et communautaire.

Sous-composante 2.1	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs
<b>Programmes de remédiation scolaire</b>	Améliorer le niveau des élèves en difficulté en lecture et mathématiques sur la base d'un système d'accompagnement et de suivi	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 250.000 élèves (dont 45% de filles) bénéficient du programme de remédiation au niveau du primaire et du collège</li> <li>- Un dispositif communautaire basé sur la FGB est fonctionnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'élèves bénéficiant de programmes de remédiation à titre préventif au niveau primaire et collège</li> <li>- Nombre d'Elèves bénéficiant d'interventions directes pour l'amélioration des apprentissages</li> </ul>
	Mettre en place un système pour améliorer l'achèvement de l'école secondaire par les filles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 3.000 filles bénéficient de l'initiative de l'espace d'apprentissage</li> <li>- 70% des filles bénéficiant de l'initiative d'espace d'apprentissage restent inscrits à l'école secondaire à la fin de l'année</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de filles bénéficiant de l'initiative « Espace d'apprentissage »</li> <li>- Pourcentage qui reste scolarisés au secondaire à la fin de l'année</li> </ul>

# 1. Tableau de présentation synoptique des activités

(Voir Fichier Excel)

CODE	ACTIVITE	Montant Budget (en milliers de FCFA)	Période d'exécution		Respons.	Acteurs associés	Mode d'exécution	Durée Exécution en jours	CHRONOGRAMME												Coût en milliers de FCFA			
			Date de début	Date de Fin					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	T1	T2	T3	T4
2	<b>Composante : Promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons</b>	2 456 615																		709 790	551 405	735 230	460 190	
21	<b>Sous Composante : Programmes de remédiation scolaire</b>	924 145																		414 615	199 210	155 160	155 160	
211	<b>Volet : Remédiation au niveau communautaire à travers le programme de Paquet minimum axé sur la qualité (PMAQ) au niveau primaire et seconde</b>	303 505																		259 455	44 050	0	0	
21104	Organisation des ateliers de relecture / d'élaboration de stratégies, de validation et de partage du programme	250 000																		250 000	0	0	0	
SA.1	Reproduire et transporter des documents (fiches, livre de l'élève et guides des facilitateurs) pour les 300 écoles supplémentaires du primaire	78 000	1-mars	8-mars	DAGE	DFICE/F, DECCS,D PSFF	Marché de fournitures	7			X									78 000				
SA.2	Former des CGDES- AME en planification- PMAQ	58 000	1-mars	8-mars	DAGE	DFICE/F, DECCS,D PSFF	Atelier	7			X									58 000				
SA.3	Former des facilitateurs sur les livrets PMAQ	114 000	16-mars	31-mars	DAGE	DFICE/F, DECCS,D PSFF	Atelier	15			X									114 000				
21107	<b>Recrutement des facilitateurs communautaires</b>	9 455																		9 455	0	0	0	
SA.1	Organiser des ateliers d'élaboration et de partage des critères de choix des facilitateurs communautaires pour les PMAQ primaire	9 455	8-mars	15-mars	DAGE	DFICE/F, DECCS,D PSFF	Atelier	7			X									9 455				
SA.2	Recruter 600 facilitateurs communautaires au primaire	0	8-mars	15-mars	DAGE	DFICE/F, DECCS,D PSFF	Atelier	7			X													
21109	<b>Activités: Organisation des cours de soutien en dehors du temps scolaire</b>	44 050																		0	44 050	0	0	
SA.1	opérationnaliser et suivre le programme du PMAQ / primaire	44 050	8-avr.	30-juin	DAGE	DFICE/F, DECCS,D PSFF	Mission	83				X		X							44 050			
212	<b>Volet : Espaces d'apprentissage pour les filles au collège</b>	620 640																		155 160	155 160	155 160	155 160	

CODE	ACTIVITE	Montant Budget (en milliers de FCFA)	Période d'exécution		Respons.	Acteurs associés	Mode d'exécution	Durée Exécut° en jours	CHRONOGRAMME												Coût en milliers de FCFA				
			Date de début	Date de Fin					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	T1	T2	T3	T4	
21201	Activités: Opérationnalisation du programme des espaces surs d'apprentissage pour les filles au collège	620 640																		155 160	155 160	155 160	155 160		
SA.1	Mobiliser l'assistance technique d'une firme pour l'opérationnalisation du programme d'espace d'apprentissage pour les filles	600 000	1-janv.	31-déc.	DPSFF	ONG	Contrat consultant	365			X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	150 000	150 000	150 000	150 000
SA.2	Suivre et accompagner la mise en œuvre de l'initiative espace d'apprentissage sûr pour les filles et les clubs des sciences	20 640	1-janv.	31-déc.	DPSFF	DAGE, DEFA, DESG, DEFNF, DEPP	Mission	365				X			X			X				5 160	5 160	5 160	5 160

## 2. Tableau descriptif des activités

Code	Activité	Description	Modalité de mise en œuvre	Résultats attendus et Indicateur de suivi
<b>2</b>	<b>Composante 2 : Promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons</b>			
<b>21</b>	<b>Sous Composante : Programmes de remédiation scolaire</b>			
<b>211</b>	<b>Volet : Remédiation au niveau communautaire à travers le programme de Paquet minimum axé sur la qualité (PMAQ) au niveau primaire et seconde</b>			
21104	Organisation des ateliers de relecture / d'élaboration de stratégies, de validation et de partage du programme			
S.A 1	Reproduire et transporter des documents (fiches, livre de l'élève et guides des facilitateurs) pour les 300 écoles supplémentaires du primaire	Cette activité consiste à reproduire et à transporter les documents (fiches, livre de l'élève et guides des facilitateurs) du primaire au niveau école.	Recrutement d'un prestataire pour reproduire des documents PMAQ élaborés Recrutement d'un prestataire pour transporter les documents Reproduits dans les écoles	15 212 documents (livrets 1, livret 2, guide 1, guide 2) environ sont transportés dans les écoles.
SA.2	Former des CGDES- AME en planification- PMAQ	Les membres des CGDES seront formés en planification et seront dotés chacun d'un document de planification.	Cette activité se fera sous forme d'atelier de formation. Ainsi les membres des CGDES seront formés en planification dans les IECP et seront dotés chacun d'un document de planification	600 membres des CGDES sont formés en planification PMAQ lecture et dotés des documents de planification
SA.3	Former des facilitateurs sur les livrets PMAQ	Les facilitateurs (2 par école dont un communautaire) seront formés sur la facilitation en PMAQ lecture.	Le Choix des facilitateurs se fera en AG villageoise. Les CP, les PF et les Inspecteurs seront chargés de l'animation des formations.	600 facilitateurs communautaires et enseignants sont formés sur l'utilisation des livrets PMAQ lecture
21107	Activités : Recrutement des facilitateurs communautaires			
SA.1	Organiser des ateliers d'élaboration et de partage des critères de choix des facilitateurs communautaires pour les PMAQ primaire	Il s'agira d'organiser un atelier pour élaborer et partager les critères de choix des facilitateurs communautaires.	30 participants dont 10 du niveau central se sont réunis pendant 3 jours à Dosso pour élaborer et partager les critères de choix des facilitateurs communautaires.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Les critères de choix des facilitateurs sont disponibles</li> <li>▪ Les critères de choix des facilitateurs sont partagés</li> </ul>
SA.2	Recruter 600 facilitateurs communautaires au primaire	Il s'agira de recruter les facilitateurs communautaires.	600 facilitateurs et enseignants seront recrutés dans le cadre des activités de remédiation scolaire hors du temps scolaire	600 facilitateurs et enseignants sont recrutés
21109	Organisation des cours de soutien en dehors du temps scolaire			

Code	Activité	Description	Modalité de mise en œuvre	Résultats attendus et Indicateur de suivi
<b>2</b>	<b>Composante 2 : Promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons</b>			
<b>21</b>	<b>Sous Composante : Programmes de remédiation scolaire</b>			
SA.1	Opérationnaliser et suivre le programme du PMAQ / primaire	Il s'agira d'effectuer des missions d'opérationnalisation et de suivi des activités PMAQ sur le terrain.	Trois (3) missions d'opérationnalisation, de suivi e seront effectuées par Les DREN, les inspections, les secteurs pédagogiques la DAGE pour faire des recadrages et des supervisions des tests de niveau au début pendant et à la fin des activités PMAQ	Trois (3) missions d'opérationnalisation, de suivis, de recadrage et de supervision des tests sont effectués.
<b>212</b>	<b>Volet : Espaces d'apprentissage pour les filles au collège</b>			
21201	Opérationnalisation du programme des espaces surs d'apprentissage pour les filles au collège			
SA1	Mobiliser l'assistance technique d'une firme pour l'opérationnalisation du programme d'espace d'apprentissage pour les filles	L'activité consiste à solliciter l'assistance technique pour appuyer à la mise en œuvre de la sous-composante 2-1 : Programmes de remédiation à titre préventif par la mise en place des espaces d'apprentissage pour les filles au collège dans certaines zones cibles du projet LIRE. Le nombre de filles et la liste des collèges d'intervention seront précisés dans le contrat.	Contrat consultant	*Un programme complet de scolarisation est mis en œuvre *Des femmes leaders communautaires sont formées pour enseigner les compétences de la vie courante et encourager l'achèvement de la scolarité *Les acteurs familiaux et communautaires y compris les AME et COGES qui ont un impact sur les décisions de vie des filles sont sensibilisés pour changer les normes culturelles et sociétales qui poussent les filles à abandonner l'école *Un soutien matériel st apporté aux filles selon des critères de sélection des bénéficiaires bien clairs pour aider à réduire les obstacles financiers qui les empêchent de terminer le secondaire
SA3	Suivre et accompagner la mise en œuvre de l'initiative espace d'apprentissage sûr pour les filles et les clubs des sciences	En vue d'encourager les filles à se performer dans les matières scientifiques, des clubs des sciences seront mis en place et accompagnés par la DPSFF	Mission	Des clubs des sciences sont en place et bénéficient de l'accompagnement de la DPSFF



### 3.2.2-Sous composante-2.2 : Classes passerelles pour les enfants en dehors de l'école

L'objectif de la sous-composante est de réintégrer les enfants âgés de 7 à 16 ans qui sont hors du système éducatif des milieux ruraux ou de ménages sans instruction et des milieux des déplacés

<b>Sous-composante 2.2</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs</b>
<b><i>Programmes de seconde chance pour les enfants non scolarisés</i></b>	Développer un programme de rattrapage accéléré pour les jeunes non scolarisés et les réfugiés	Le niveau d'intégration des jeunes non scolarisés et les réfugiés dans le système scolaire formel s'est amélioré	Nombre d'Enfants et adolescents non scolarisés bénéficiant d'interventions directes d'appui à l'apprentissage (ventilés en population générale, communautés d'accueil et réfugiés)
	Développer les classes passerelles et centres d'éducation alternative	Les classes passerelles et centres d'éducation alternative sont fonctionnelles	

## 1. Tableau de présentation synoptique des activités

(Voir Fichier Excel)

CODE	ACTIVITE	Montant Budget (en milliers de FCFA)	Période d'exécution		Respons.	Acteurs associés	Mode d'exécut°	Durée Exécut° en jours	CHRONOGRAMME												Coût en milliers de FCFA			
			Date de début	Date de Fin					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	T1	T2	T3	T4
2	<b>Composante : Promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons</b>	2 456 615																	709 790	551 405	735 230	460 190		
22	<b>Sous Composante 2.2: Programmes de seconde chance pour les enfants non scolarisés</b>	797 595																	45 865	205 865	250 000	295 865		
221	<b>Volet : Développement d'un « programme de rattrapage » accéléré</b>	797 595																	45 865	205 865	250 000	295 865		
22105	Equipements, supports didactiques des centres et formation des enseignants et suivi des centres SSA/P	137 595																	45 865	45 865	0	45 865		
SA.1	Payer les indemnités aux 160 enseignants communautaires	108 000	1-janv.	31-déc.	DEFNF	UCP, DPSFF	Paiement	365	X	X	X	X	X	X			X	X	X	36 000	36 000		36 000	
SA.2	Faire le suivi et la supervision pédagogiques des centres à passerelle	29 595	1-mars	31-oct.	DEFNF	DEFA, DPSFF, DESG, DEPP	Missions	244			X			X			X			9 865	9 865		9 865	
22109	Mise en place des programmes de rattrapage accéléré DEAH	600 000																	0	100 000	250 000	250 000		
SA.1	Mobiliser l'expertise d'une ONG pour appuyer la DEFNF dans la mise en œuvre du programme DEAH	600 000	1-avr.	31-déc.	DEFNF	ONG	Contrat consultant	274				X	X	X	X	X	X	X	X		100 000	250 000	250 000	
SA.2	Sous Activité(AS)1 : équipement des 1000 centres DEAH (PM)	0			DEFNF	ONG	Marché fournitures	0																
SA.3	Opérationnaliser le programme DEAH (PM)	0			DEFNF	DEFA, DPSFF, DESG, DEPP	Mise ne œuvre plan d'action	0																
22110	Activités: audit institutionnel et organisationnel de l' IFAENF	60 000																	0	60 000	0	0		
SA.1	Recruter un cabinet pour conduire l'audit institutionnel et organisationnel de l' IFAENF	60 000	1-avr.	30-juin	DEFNF	IFAENF, Cabinet	Contrat consultant	90				X	X	X							60 000			

## 2. Tableau descriptif des activités

Code	Activités	Descriptif	Modalités de mise en œuvre	Résultats attendus et indicateur de suivi
<b>2</b>	<b>Composante 2: promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons</b>			
<b>2.2</b>	<b>Sous composante 2-2: programme de seconde chance</b>			
<b>2.2.1</b>	<b>Volet: Développement d'un &lt;&lt; programme de rattrapage &gt;&gt; accéléré</b>			
22105	Equipements, supports didactiques des centres et formation des enseignants et suivi des centres SSA/P (Mise en oeuvre des centres SSA/P)			
SA.1	Payer les indemnités des 160 enseignants communautaires	Les centres communautaires bénéficient d'un fonctionnement plus souple, s'adaptant aux réalités locales. Les enseignants étant choisis dans la communauté, ils ne relèvent pas de la fonction publique. Il est donc nécessaire de couvrir leur indemnité pendant les 9 mois de l'année scolaire. L'activité ainsi programmée consiste au paiement régulier des indemnités des enseignants communautaires.	Les indemnités seront mises à la disposition des IAENF qui à leur tour procéderont au paiement des enseignants concernés.	Les indemnités des enseignants communautaires sont payées pendant les neuf mois/ fiches de paiement.
SA.2	Faire le suivi et la supervision pédagogiques des centres à passerelle	<p><b>Suivi démarrage</b> Les activités de suivis pédagogiques permettent d'accompagner les enseignants pour une meilleure pratique de classe. Ce suivi constitue la partie essentielle de la réussite du programme et doit par conséquent être régulier.</p> <p><b>Suivis pédagogiques</b> Les activités de suivis pédagogiques permettent d'accompagner les enseignants pour une meilleure pratique de classe . Ce suivi constitue la partie essentielle de la réussite du programme et doit par conséquent être régulier.</p> <p><b>Evaluation</b> Cette activité permet de porter un jugement sur les acquis des apprenants.</p>	<p>Ce suivi démarrage est effectué par les IAENF en début d'année au niveau de tous les centres programmés.</p> <p>Le suivi pédagogique est effectué par les conseillers pédagogiques selon la prévision financière.</p> <p>Elle est organisée en fin d'année par les IAENF et les IEP. Ce processus aura entre autres l'élaboration, l'administration, et la correction des items, les IAENF et les IEP sont chargés de la supervision de l'activité.</p>	<p>Les centres programmés sont ouverts et les activités sont en cours.</p> <p>Les enseignants de tous les centres sont accompagnés dans leur pratique de classe.</p> <p>Les enseignants de tous les centres sont accompagnés dans leur pratique de classe.</p>

Code	Activités	Descriptif	Modalités de mise en œuvre	Résultats attendus et indicateur de suivi
<b>2</b>	<b>Composante 2: promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons</b>			
<b>2.2</b>	<b>Sous composante 2-2: programme de seconde chance</b>			
		<p><b>Supervisions nationales</b>  Cette activité a été programmée afin de permettre aux structures de mise en œuvre des activités de s'assurer du bon déroulement des enseignements/ apprentissages au niveau des centres à passerelle ouverts. Elle permettra aussi de constater et de recueillir les données sur la mise en œuvre du programme et sera organisée par la Direction de l'Education Non Formelle en collaboration avec les structures associées du niveau central.</p>	<p>Des missions de supervisions conduites par la direction de l'éducation non formelle et celle de l'enseignement primaire seront organisées tout au long du processus afin de s'enquérir du bon déroulement des enseignements apprentissage dans quelques centres à passerelle. Ces missions d'un niveau supérieur de la chaîne pédagogique permettront aux membres de constater l'effectivité des enseignements apprentissage afin d'apporter des conseils pratiques pour la réussite de l'année scolaire. Elles interviendront en début et à la fin de l'année scolaire. Pour l'exécution de cette activité deux missions du niveau central seront organisés sur deux axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Axe 1: NY-TI-NY-TA-NY;</li> <li>- AXE 2: NY-MI-ZR-DI-NY</li> </ul> <p>Chaque mission sera composés de trois agents de la portion centrale, le divisionnaire alpha au niveau de la DREN, un représentant de la commune et les deux inspecteurs pour une durée de 8 jours Axe 1 et 10 jours Axe 2.</p> <p>Sur chaque axe, les missionnaires auront à visiter un échantillon de 10 pour cent des centres que compte les régions dans les différentes communes</p>	<p>Des missions de supervision sont conduites pour s'assurer du bon déroulement du programme</p>

Code	Activités	Descriptif	Modalités de mise en œuvre	Résultats attendus et indicateur de suivi
<b>2</b>	<b>Composante 2: promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons</b>			
<b>2.2</b>	<b>Sous composante 2-2: programme de seconde chance</b>			
22109	Mise en place des programmes de rattrapage accéléré DEAH			
SA.1	Mobiliser l'expertise d'une ONG pour appuyer la DEFNF dans la mise en œuvre du programme DEAH	L'identification des localités d'intervention constitue une des étapes clés déterminant la suite du processus. Il s'agit de recenser les sites où seront implantées les structures d'éducation non formelle (les centres du DEAH). Cette activité permet de retenir les zones les plus indiquées pour la réalisation des activités entrant dans le cadre de l'enrôlement des enfants hors système au niveau des communautés des cinq régions (Diffa ; Zinder ; Tillabéry ; Tahoua et Maradi) d'intervention du projet.	Avec l'accompagnement de l'ONG, cette activité sera réalisée par la direction de l'éducation non formelle DEFNF, la direction de l'enseignement préscolaire et primaire DEPP, la direction de la promotion de la scolarisation des filles DPSFF, les directions régionales de l'éducation nationale, les inspections de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle, de l'enseignement primaire, les communes d'intervention avec l'appui des URAT. Il s'agit d'identifier les sites où seront implantées les 1000 DEAH de la deuxième année de mise en œuvre du programme de rattrapage accéléré. Cette activité permet aussi de recenser 30000 OOSC au niveau de 1000 villages des 44 communes d'intervention du projet lire. Sur la base des études déjà réalisées (document enquête OOSC 2018), les inspections de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle, de l'enseignement du cycle primaire, les communes d'intervention procéderont au choix des localités/sites d'implantation des structures d'éducation non formelle ou DEAH. Ce travail se fera en rapport avec la direction de l'éducation non formelle qui dispose	1000 sites d'implantation des DEAH sont identifiés ;

Code	Activités	Descriptif	Modalités de mise en œuvre	Résultats attendus et indicateur de suivi
<b>2</b>	<b>Composante 2: promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons</b>			
<b>2.2</b>	<b>Sous composante 2-2: programme de seconde chance</b>			
			déjà des données sur le potentiel d'enfants et adolescents en dehors de l'école pour chaque commune. Les sites seront identifiés sur la base de ces données statistiques relatives au nombre d'enfants hors école dans telle ou telle autre localité. Compte tenu du processus de numérisation des données amorcé par les ministères avec le projet LIRE, il est important de collecter les données à travers KOBBO COLLECT. Ce qui permettra de réaliser le recensement des EADE avec beaucoup plus de précisions et dans le temps. Il faut aussi noter que les personnes (du niveau central et déconcentré) chargées de faire le recensement des enfants hors école des localités seront formées à l'utilisation du logiciel par les spécialistes de la digitalisation du projet LIRE en rapport avec la direction de l'éducation non formelle. La direction de 'éducation non formelle compilera les données recueillies pour constituer une banque des données sur le projet relatif aux localités retenues et le nombre d'enfants à enrôler dans les cinq régions.	
22110	Activités: audit institutionnel et organisationnel de l' IAENF			
SA.1	Recruter un cabinet pour conduire l'audit institutionnel et organisationnel de	Créé en 1977 sous la dénomination de Centre de Formation des Cadres de l'Alphabétisation et érigé en un institut par ordonnance N° 2010-65 du 21 octobre 2010,	Pour l'exécution de cette activité, il sera recruté une firme nationale ou internationale qui procèdera par une	L'audit institutionnel et organisationnel de l'IFAENF est réalisé.

Code	Activités	Descriptif	Modalités de mise en œuvre	Résultats attendus et indicateur de suivi
<b>2</b>	<b>Composante 2: promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons</b>			
<b>2.2</b>	<b>Sous composante 2-2: programme de seconde chance</b>			
	l'IFAENF	<p>L'Institut de Formation en Alphabétisation et Éducation Non Formelle (IFAENF) est un établissement public à caractère administratif (EPA) chargé d'assurer la formation initiale et continue et la recherche appliquée en alphabétisation et éducation non formelle (AENF) et les formations à la carte au profit des organismes publics et privés. Evoluant dans un contexte de concurrence, l'IFAENF comme toute autre institution de formation, se doit d'assurer une formation de qualité dans une vision de l'éducation en lien avec les besoins de marché de l'emploi. Cela suppose la disponibilité des ressources humaines bien qualifiées, des infrastructures adéquates et en phase avec l'évolution technologique, une politique de communication et mobilisation de ressources financières ainsi qu'une documentation physique et numérique pertinente.</p> <p>Pour permettre à l'IFAENF de répondre à toutes ces exigences, un audit institutionnel et organisationnel s'avère nécessaire afin de consolider l'existant et d'améliorer ses prestations. C'est pourquoi, l'IFAENF sollicite l'appui du programme LIRE pour la réalisation de cette importante activité.</p>	<p>étude diagnostique SWOT de l'institut. Cette étude proposera des axes stratégiques assortis d'un plan d'actions pour le développement institutionnel et organisationnel de l'IFAENF. Un délai d'un (1) mois H/j est nécessaire pour la réalisation de cette activité sanctionnée d'un rapport. Un atelier regroupant une équipe multi-acteurs de (40 participants) sera organisé à Niamey pour valider les conclusions de l'étude.</p>	

**3.2.3- Sous composante-2.3 : Subventions aux écoles Makaranta pour l'acquisition des compétences de base**

La sous-composante vise à (a) favoriser le dialogue politique sur le développement cognitif et socio-émotionnel des enfants dans les milieux non formels que constituent les écoles Makaranta et (b) introduire un nombre minimum d'heures par semaine consacrées à l'enseignement des compétences de base dans le programme de 100 écoles Makaranta ciblées qui se sont portées volontaires dans le cadre d'un appel à propositions.

<b>Sous-composante 2.3</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Indicateurs</b>
<b>Subventions pour les résultats en lecture et en mathématiques pour des écoles Makaranta sélectionnées</b>	Accorder des subventions basées sur la performance à 100 écoles Makaranta	100 écoles Makaranta sélectionnées ont signé un contrat de performance avec le MEN	Nombre d'écoles Makaranta sélectionnées qui ont signé un accord avec le MEN
	Développer des enseignements de lecture et mathématiques dans 100 écoles Makaranta	Les élèves des 100 écoles Makaranta acquièrent des connaissances de base en lecture et mathématiques	



# 1. Tableau de présentation synoptique des activités

(Voir fichier Excel)

CODE	ACTIVITE	Montant Budget (en milliers de FCFA)	Période d'exécution		Respons.	Acteurs associés	Mode d'exécut°	Durée Exécut en jours	CHRONOGRAMME												Coût en milliers de FCFA			
			Date de début	Date de Fin					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	T1	T2	T3	T4
2	Composante : Promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons	2 456 615																	709 790	551 405	735 230	460 190		
23	Sous Composante 2-3 : Subventions pour les résultats en lecture et en mathématiques pour des écoles Makaranta sélectionnées	734 875																	249 310	146 330	330 070	9 165		
231	Volet : Subventions pour les résultats en lecture et en mathématiques pour des écoles Makaranta sélectionnées	734 875																	249 310	146 330	330 070	9 165		
23102	Organiser un voyage d'étude	30 000																	30 000	0	0	0		
SA.1	Organiser un voyage d'étude à Dakar (Sénégal) sur l'expérience des Makaranta	30 000	15-mars	30-mars	DEFA	DGE/F; DEP, S&E/UCP, COORD UCP; DEFNF.	Mission	15	X										30 000					
23104	Mise en place des comités de gestion des écoles Makaranta	12 860																	12 860	0	0	0		
SA.1	Mettre en place les comités de gestion des écoles Makaranta (COGEM) pour les 50 MAKARANTA restants	12 860	1-avr.	15-avr.	DEFA	DREN	Mission	14		X									12 860					
23106	Elaboration , validation et financement des contrats de performance des écoles Makaranta	162 900																	76 450	5 000	81 450	0		
SA.1	Organiser un atelier d'élaboration et de validation du plan d'action CBP avec les acteurs concernés (1ère vague) performance des 50 écoles Makaranta	76 450	1-mars	15-mars	DEFA	DEP,DEFNF,D PSFF	Atelier	14	X										76 450					
SA.2	Organiser les cérémonies de signature des contrats de performance des 50 écoles MAKARANTA (1ère vague)	5 000	10-avr.	11-avr.	DEFA	DEP,DEFNF,D PSFF	Atelier	1			X									5 000				
SA.3	Organiser un atelier d'élaboration et de validation du plan d'action CBP avec les acteurs concernés (2ème vague) performance des 50 écoles Makaranta	76 450	1-août	15-août	DEFA	DEP,DEFNF,D PSFF	Atelier	14						X							76 450			
SA.4	Organiser les cérémonies de signature des contrats de performance des 50 écoles MAKARANTA (2ème vague)	5 000	4-sept.	5-sept.	DEFA	DEP,DEFNF,D PSFF	Atelier	1							X						5 000			
23107	Elaboration des programmes et contenus d'enseignement	86 120																	0	0	86 120	0		



## 2. Tableau descriptif des activités

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>2</b>	<b>Composante 2 : Promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons</b>			
<b>2.3</b>	<b>Sous Composante 2.3 : Subventions pour les résultats en lecture et en mathématiques pour des écoles Makaranta sélectionnées</b>			
<b>231</b>	<b>Volet : Subventions pour les résultats en lecture et en mathématiques pour des écoles Makaranta sélectionnées</b>			
<b>23102</b>	<b>Organiser un voyage d'étude</b>			
S.A.2	Organiser un voyage d'étude à Dakar (Sénégal) sur l'expérience des Makaranta	Une équipe composée des cadres du MEN effectuera un voyage d'étude au Sénégal, pays de la sous-région ayant déjà réalisé un projet similaire pour apprendre de leurs expériences et des leçons tirées de leurs pratiques.	Une équipe composée de sept (7) cadres du MEN dont, le Secrétaire Général, le Directeur Général des Enseignements, le Directeur Général de l'Education Non Formelle, le directeur de l'Enseignement Franco-Arabe , trois (3) cadres de la DEFA et le spécialiste en suivi-évaluation de l'UCP effectueront un voyage d'étude au Sénégal pour une durée de sept(7) jours afin de prendre connaissance de leurs expériences des écoles Makaranta.	Un voyage d'étude est organisé
<b>23104</b>	<b>Mise en place des comités de gestion des écoles Makaranta</b>			
S.A.1	Mettre en place les comités de gestion des écoles Makaranta (COGEM) pour les 50 MAKARANTA restants	Le comité de gestion des écoles Makaranta (COGEM) sera établi au sein des 50 autres Makaranta par les inspections de l'enseignement franco-arabe. La mise en place des COGEM se fera au cours de missions des Inspections franco-arabes sous la supervision de la Direction de l'Enseignement Franco-Arabe. Elle se fera sur l'ensemble des 50 Makaranta et concernera les 5 régions cibles du Projet.	Les vingt-cinq (25) inspection dont relèvent les écoles makaranta sélectionnées se chargeront de la mise en place des COGEM (cinq membres par bureau) au cours de missions terrain au niveau de chacune des 50 nouvelles écoles retenues. Cinq (5) équipes de deux (2) agents du niveau central (DEFA) se chargeront de la supervision de l'activité.	50 COGEM sont mis en place dans les 50 autres écoles Makaranta.
<b>23106</b>	<b>Elaboration, validation et financement des contrats de performance des écoles Makaranta</b>			
SA1	Organiser un atelier d'élaboration et de validation du plan d'action CBP avec les acteurs concernés ( <b>1ère</b>	Le manuel du contrat basé sur les performances étant déjà élaboré, cette étape consistera à l'élaboration des plans d'actions en collaboration avec les promoteurs, les animateurs et les membres du COGEM.	L'activité consistera à la réalisation de cinq (5) ateliers régionaux qui dureront chacun cinq(5) jours. Les travaux d'élaboration des plans	Les plans d'action CBP de 50 makaranta sont élaborés et validés

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>2</b>	<b>Composante 2 : Promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons</b>			
<b>2.3</b>	<b>Sous Composante 2.3 : Subventions pour les résultats en lecture et en mathématiques pour des écoles Makaranta sélectionnées</b>			
	<b>vague)</b> performance des 50 écoles Makaranta		d'action se dérouleront avec l'aide du consultant déjà recruté à cet effet. Au niveau national, chacun des ateliers régionaux regroupera deux (2) cadres de la DEFA, un (1) cadre de la DEP, soit au total quinze (15) cadres. Un (1) véhicule sera mis à la disposition de chacun des 5 axes pour le déplacement des cadres en région. Quant au niveau régional, chaque atelier regroupera un (1) URAT, un (1) DREN, cinq (5) inspecteurs, dix (10) promoteurs et dix (10) animateurs, soit au total cent trente (135) cadres pour les cinq (5) régions.	
SA.2	Organiser les cérémonies de signature des contrats de performance des 50 écoles MAKARANTA ( <b>1ère vague</b> )	Une cérémonie de signature de contrat de performance sera organisée avec les inspections franco-arabe dont relèvent les 50 écoles Makaranta sélectionnées. Les cérémonies de signature se dérouleront dans les chefs-lieux de région. Trois (3) missions nationales se chargeront de la supervision de ladite activité. Chaque mission sera composée de deux cadres de la DEFA et un cadre de la DEP. Chaque cérémonie de signature durera une (01) journée.	Mission terrain	50 écoles Makaranta ont signées des contrats de performance avec les inspections franco-arabe dont elles relèvent
SA.3	Organiser un atelier d'élaboration et de validation du plan d'action CBP avec les acteurs concernés ( <b>2ème vague</b> ) performance des 50 écoles Makaranta	Cf. SA.1	Cf. SA.1	Cf. SA.1
SA.4	Organiser les cérémonies de signature des contrats de performance des 50 écoles	Cf. SA.2	Cf. SA.2	Cf. SA.2

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>2</b>	<b>Composante 2 : Promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons</b>			
<b>2.3</b>	<b>Sous Composante 2.3 : Subventions pour les résultats en lecture et en mathématiques pour des écoles Makaranta sélectionnées</b>			
	MAKARANTA (2ème vague)			
23107	Elaboration des programmes et contenus d'enseignement			
SA.1	Relire les programmes, manuels et guides des MAKARANTA pour l'opérationnalisation des 50 MAKARANTA restants	Un premier draft des programmes, manuels et guides du niveau CI-CP pour les écoles makaranta a été élaboré. Il s'agit à présent de procéder à leur relecture suite à une première année d'expérimentation. Trente (30) encadreurs pédagogiques (15 Inspecteurs et 15 Conseillers Pédagogiques) et des personnes ressources seront sollicités pour cette activité. Les membres des sous commissions chargées de l'élaboration des manuels des écoles makaranta y participeront (au total 30 cadres).	L'activité sera conduite en atelier pour une durée de 10 jours. Trente (30) cadres régionaux (inspecteurs et conseillers pédagogiques) et trente (30) cadres nationaux (membres des sous commissions) assisteront aux travaux de relecture.	A l'issue de cet atelier, il est attendu que les manuels, guides et programme des écoles makaranta soient revues et corrigés. Un rapport d'analyse, assorti de propositions d'améliorations sera disponible
SA.2	Elaboration des manuels en lecture et mathématique pour les Makaranta CE1 & CE2	Un premier draft des manuels du niveau CI-CP pour les écoles makaranta a été élaboré, la seconde étape consistera à l'élaboration des manuels des écoles makaranta du niveau CE1-CE2	Pour l'exécution de cette activité, il sera organisé deux (02) ateliers de rédaction des manuels et guides (programme) en langue arabe, en mathématique et en français pour les écoles Makaranta. Ces ateliers seront organisés à Dosso et regrouperont 30 cadres et deux (02) superviseurs pour une période de 30 jours. Chacun des ateliers durera 10 jours. Un quatrième (4ème) atelier de validation regroupera au total (30) membres des sous commissions d'élaboration des manuels des écoles Makaranta et 15 cadres régionaux pendant trois (03) jours à Dosso.	Les drafts des manuels et guides en langue arabe, en mathématique et en lecture du niveau CE1-CE2 pour les écoles Makaranta sont disponibles.
23110	Organiser des ateliers de formations des animateurs			
SA.1	Renforcer les capacités de tous les acteurs (Animateurs, Conseillers pédagogiques et	Les inspecteurs, conseillers pédagogiques, de même que les animateurs (enseignants des écoles Makaranta) seront formés sur l'utilisation des manuels élaborés en arabe, en	Il sera organisé trois(03) ateliers régionaux. -Le premier atelier regroupera à	Vingt(20) inspecteurs, vingt(20) conseillers pédagogiques et cinquante

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>2</b>	<b>Composante 2 : Promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons</b>			
<b>2.3</b>	<b>Sous Composante 2.3 : Subventions pour les résultats en lecture et en mathématiques pour des écoles Makaranta sélectionnées</b>			
	inspecteurs) de mise en œuvre des makaranta	français et en mathématiques.	Dosso, pendant 10 jours, 20 inspecteurs et 20 conseillers pédagogiques relevant des inspections dont relèvent les 50 écoles Makaranta sélectionnées des cinq régions cibles du projet. -Les deux (02) autres ateliers se tiendront dans deux régions différentes. Chacun des ateliers regroupera 25 animateurs (enseignants des écoles Makaranta), 6 formateurs et 2 superviseurs pendant 10 jours. Deux (2) chauffeurs seront mis à la disposition des cadres centraux pour les deux ateliers régionaux.	(50) animateurs sont formés sur l'utilisation des manuels , programme et guides élaborés en arabe, en français et en mathématiques.
23112	Formation des comités de gestion des écoles Makaranta sur les procédures de gestion			
SA.1	Renforcer les capacités des membres de COGEM sur les procédures de gestion des makaranta	Après la mise en place des membres des comités de gestion des écoles Makaranta, ces derniers seront outillés sur les procédures de gestion de makaranta.	Il sera ainsi organisé cinq (5) ateliers régionaux regroupant au total vingt(20) cadres nationaux chargés de la supervision et de la formation des membres du COGEM. Ces derniers seront au nombre de 250, soit 50 par région. Vingt (20) inspecteurs/ conseillers pédagogiques régionaux participeront à ces renforcements de capacité. Chacun des ateliers se déroulera sur une durée de cinq(5) jours. Cinq(5) véhicules seront mis à la disposition des cinq(5) équipes nationales qui effectueront le déplacement aux différents lieux de formation	Les capacités de 250 membres des COGEM sur les procédures de gestion des Makaranta sont renforcées
23113	Mise en oeuvre des CBP des Makaranta			

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>2</b>	<b>Composante 2 : Promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons</b>			
<b>2.3</b>	<b>Sous Composante 2.3 : Subventions pour les résultats en lecture et en mathématiques pour des écoles Makaranta sélectionnées</b>			
SA.1	Financer 50 CBP makaranta (2 tranches) et 50 CBP makaranta restant (1ère tranche)	Les écoles Makaranta qui ont signées des contrats de performance avec les Inspections franco-arabe seront financées pour la mise en œuvre de leur plan d'action	Contrat de consultant avec un opérateur de mobile-money permettra d'assurer les paiements aux Makaranta	50 CBP makaranta (2 tranches) et 50 CBP makaranta restant (1ère tranche) sont financés.
23114	<b>Suivi et contrôle de la mise en oeuvre des CBP et des programmes d'études</b>			
	Organiser des missions de suivi technique de la mise en œuvre des programmes dans les makaranta	Après la mise en œuvre des programmes et manuels dans les écoles Makaranta durant une période (trois mois), il est nécessaire de vérifier l'application et l'utilisation des programmes et manuels dans les écoles makaranta. Ces missions de suivi permettront de collecter des informations en situation de classe, d'accompagner pédagogiquement les enseignants, de recadrer et d'apporter des mesures de remédiation le cas échéant.	Il sera organisé chaque trimestre, cinq (5) missions terrains dans les cinq (5) régions cibles du projet. Chacune des missions durera 10 jours. Au niveau national, chaque axe sera composé de deux (2) cadres (2 agents DEFA). Au niveau régional, vingt (20) inspecteurs dont relèvent les 50 écoles makaranta sélectionnées participeront à la mission de suivi technique de la mise en œuvre des programmes dans les écoles makaranta	Cinq(5) missions trimestrielles de suivi technique de la mise en œuvre des programmes et manuels sont organisées et concerneront chacune des 50 écoles Makaranta.

### 3.3- Composante-3 : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs

<b>OBJECTIFS</b>	Renforcer la gouvernance du secteur de l'éducation en appuyant une série d'interventions aux niveaux central, régional et local, conformément au processus de décentralisation en cours au Niger et en introduisant des subventions à la performance à trois niveaux, à savoir (a) la région ; (ii) l'inspection ; et (c) l'école / collège. Elle permettra de renforcer la redevabilité dans la chaîne de gestion, ainsi que la capacité de prise de décision
<b>BENEFICIAIRES</b>	Tout le système éducatif : Autorités régionales de l'enseignement, Inspections scolaires au niveau du primaire et du collège, écoles primaires et collèges y compris les écoles Makaranta, structures communautaires
<b>RESULTATS ATTENDUS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>☞ 80% des écoles primaires et des collèges bénéficiant d'une bourse de performance et respectent les exigences minimales en termes de conditions d'enseignement et d'apprentissage</li> <li>☞ Au moins une évaluation nationale de l'apprentissage normalisée à grande échelle est réalisée</li> </ul>
<b>SOUS COMPOSANTES</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Gestion axée sur la performance</li> <li>2. Mise en œuvre de la nouvelle stratégie de gestion des RH de l'éducation</li> <li>3. Suivi, évaluation et redevabilité</li> </ol>
<b>MONTANT</b>	36 millions USD, dont 32 millions USD en don de l'IDA, 4 millions USD en crédit de l'IDA)
<b>AGENCE D'EXECUTION</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Secrétariat Général,</li> </ul>
<b>STRUCTURES IMPLIQUEES DANS LA MISE EN ŒUVRE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Direction des études et de la programmation (DEP)</li> <li>– Direction des ressources financières, du matériel, des marchés publics et des délégations de service public (DRF/M/MP/DSP)</li> <li>– Direction des ressources humaines (DRH)</li> <li>– Directions de la formation initiale et continue des enseignants et formateurs (DFICE/F)</li> <li>–</li> <li>– Inspection Générale des Services (IGS)</li> <li>– Direction des statistiques et de la promotion des technologies, de l'informatique et de la communication pour l'enseignement (DSP/TICE)</li> <li>– Direction des Evaluations, des Certifications des Concours Scolaires (DECCS),</li> <li>– Direction Régionale de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation, de l'Enseignement Professionnel et de la Promotion des Langues Nationales (DREN/A/EP/PLN)</li> </ul>
<b>ZONE D'INTERVENTION</b>	National avec un accent particulier sur les 5 régions prioritaires



### 3.3.1- Sous composante-3.1 : Gestion axée sur la performance

L'objectif de cette sous-composante vise l'amélioration de la gouvernance et la décentralisation du système en introduisant des subventions pour la performance assortie d'indicateurs d'équité et de qualité clairement définis pour chaque niveau de gestion dans le secteur de l'éducation, sur la base des pratiques factuelles de la région.

L'introduction de contrats basés sur la performance (CBP) se fera à trois niveaux, à savoir (a) la région ; (ii) l'inspection ; et (c) l'école et permettra de renforcer la redevabilité dans la chaîne de gestion, ainsi que la capacité de prise de décision

Sous-composante 3.1	Objectifs	Résultats attendus/Indicateurs
<b>Gestion basée sur la performance</b>	<b>Au niveau régional :</b> Améliorer le rôle des acteurs dans l'évaluation et le suivi à travers des contrat basés sur la performance signés entre les autorités éducatives des 5 régions sélectionnées et le Secrétaire général du ministère	6 Autorités régionales de l'éducation ayant atteint au moins 80 pour cent de leurs objectifs dans les CBP
	<b>Au niveau des inspections :</b> Améliorer la qualité et accroître le volume des visites dans les écoles et le soutien pédagogique, ainsi que la collecte ascendante de données à travers des contrats basées sur la performance signés pour 170 Inspections de l'enseignement préscolaires et primaire scolaires dans le primaire et 33 inspections de l'enseignement secondaire général	80% d'inspections ciblées ayant atteint au moins 80 pour cent de leurs objectifs au titre des CBP
	<b>Au niveau des écoles :</b> Améliorer la capacité de gestion scolaire et promouvoir la qualité au niveau de l'école à travers des contrats basés sur la performance signée avec 3.000 écoles primaires et 300 collèges dans les 5 régions ciblées	3 300 écoles primaires et secondaires bénéficiant d'une subvention sur la base d'un accord de performance signé ;
	<b>Transversal :</b> Favoriser l'inclusion des réfugiés dans les communautés d'accueil et Améliorer les conditions d'apprentissage pour les filles à travers tous les CBP signés.	45% de filles bénéficiant des interventions directes pour l'amélioration de leur apprentissage





## 2. Tableau descriptif des activités

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>3</b>	<b>Composante 3 : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs</b>			
<b>31</b>	<b>Sous Composante 3.1 : Gestion basée sur la performance</b>			
<b>311</b>	<b>Volet : Gestion basée sur la performance</b>			
31104	Mettre en œuvre les CBP entre MEN et DREN			
SA.1	Financer les CBP de 5 DREN (2 <sup>e</sup> tranche 1 <sup>ère</sup> année et 1 <sup>ère</sup> tranche 2 <sup>ème</sup> année)	<p>Il s'agit du virement des 2 tranches de paiement des montants des CBP par l'UCP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2<sup>e</sup> tranche 1<sup>ère</sup> année</li> <li>• 1<sup>ère</sup> tranche 2<sup>ème</sup> année</li> </ul> <p>La seconde sera versée après 6 mois de mise en œuvre des CBP et après vérification de l'utilisation de la subvention par l'Agence de vérification indépendante (AVI).</p>	Virements de fonds au bénéfice des comptes bancaires des CBP DREN ouverts à cet effet.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2<sup>e</sup> tranche 1<sup>ère</sup> année payé pour les CBP jugés performants par l'AVI</li> <li>• 1<sup>ère</sup> tranche 2<sup>ème</sup> année pour les CBP jugés performants par l'AVI</li> </ul>
<b>312</b>	<b>Gestion basée sur la performance entre DREN et les Inspections</b>			
31201	Subventions basées sur CBP entre DREN et les Inspections du Primaire cibles			
SA.1	Financement 170 CBP Inspections du primaires cibles (2 <sup>e</sup> tranche 1 <sup>ère</sup> année et 1 <sup>ère</sup> tranche 2 <sup>ème</sup> année)	<p>Il s'agit du virement des 2 tranches de paiement des montants des CBP par l'UCP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2<sup>e</sup> tranche 1<sup>ère</sup> année</li> <li>• 1<sup>ère</sup> tranche 2<sup>ème</sup> année</li> </ul> <p>La seconde sera versée après 6 mois de mise en œuvre des CBP et après vérification de l'utilisation de la subvention par l'Agence de vérification indépendante (AVI).</p>	Virements de fonds au bénéfice des comptes bancaires des CBP inspections primaires ouverts à cet effet.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2<sup>e</sup> tranche 1<sup>ère</sup> année payé pour les CBP jugés performants par l'AVI</li> <li>• 1<sup>ère</sup> tranche 2<sup>ème</sup> année pour les CBP jugés performants par l'AVI</li> </ul>
31202	Subventions basées sur CBP entre DREN et Inspections du Secondaire Cibles			
SA.1	Financement 33 CBP Inspections du secondaire cibles (2 <sup>e</sup> tranche 1 <sup>ère</sup> année et 1 <sup>ère</sup> tranche 2 <sup>ème</sup> année)	<p>Il s'agit du virement des 2 tranches de paiement des montants des CBP par l'UCP :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2<sup>e</sup> tranche 1<sup>ère</sup> année</li> <li>• 1<sup>ère</sup> tranche 2<sup>ème</sup> année</li> </ul> <p>La seconde sera versée après 6 mois de mise en œuvre des CBP et après vérification de l'utilisation de la subvention par</p>	Virements de fonds au bénéfice des comptes bancaires des CBP inspections secondaires ouverts à cet effet.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2<sup>e</sup> tranche 1<sup>ère</sup> année payé pour les CBP jugés performants par l'AVI</li> <li>• 1<sup>ère</sup> tranche 2<sup>ème</sup> année pour les CBP jugés performants par l'AVI</li> </ul>

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>3</b>	<b>Composante 3 : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs</b>			
<b>31</b>	<b>Sous Composante 3.1 : Gestion basée sur la performance</b>			
		l'Agence de vérification indépendante (AVI).		
313	Gestion basée sur la performance entre les Inspections Cibles (Primaire et Secondaire) et les Etablissements Cibles (Primaire et Secondaire)			
31301	Subventions basées sur CBP entre les Inspections du Primaire Cibles et les Responsables d'Etablissements Primaires Cibles			
SA.1	Financer CBP 200 Ecoles	Il s'agit du virement des 2 tranches de paiement des montants des CBP par l'UCP après signatures des contrats entre les écoles et les inspections. La 1ère tranche de paiement conformément au plan de décaissement et permettra à la structure contractante de mettre en œuvre ses activités pour le 1er semestre. La seconde sera versée après 6 mois de mise en œuvre des CBP conformément au plan de décaissement et après vérification de l'utilisation de la subvention.	Contrat de consultant avec un opérateur de mobile-money permettra d'assurer les paiements aux écoles	CBP de 200 écoles (1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> tranche sont financés.
31302	Subventions basées sur CBP entre les Inspections du Secondaire Cibles et les Responsables d'Etablissements Secondaires Cibles			
SA.1	Financement CBP 100 Collèges	Il s'agit du virement des 2 tranches de paiement des montants des CBP par l'UCP après signatures des contrats entre les écoles et les inspections. La 1ère tranche de paiement conformément au plan de décaissement et permettra à la structure contractante de mettre en œuvre ses activités pour le 1er semestre. La seconde sera versée après 6 mois de mise en œuvre des CBP conformément au plan de décaissement et après vérification de l'utilisation de la subvention.	Contrat de consultant avec un opérateur de mobile-money permettra d'assurer les paiements aux écoles	CBP de 100 collèges (1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> tranche sont financés.
315	Assistance technique et opérationnalisation du système de suivi évaluation de la sous composante 3.1			
31502	Assistance technique en FGB			
SA.1	Prise en charge de l'assistance technique d'un cabinet pour la FGB	Pour accompagner la mise en œuvre des CBP, en plus des campagnes de communication et sensibilisation, des sessions de formation à la gestion à la base seront conduites à l'endroit des acteurs du niveau communautaire. A cet effet, un cabinet international sera recruté pour conduire la formation des formateurs.	Elaboration des TDRS définissant les critères et les modalités de la mission, puis lancement du recrutement à travers un AMI.	Un cabinet international pour le renforcement des capacités en FGB est recruté.
SA.2	Opérationnaliser le dispositif FGB au niveau	Le processus de mise en place des contrats de performance est	Cette activité sera réalisée sous forme	Nombre d'acteurs centraux

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>3</b>	<b>Composante 3 : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs</b>			
<b>31</b>	<b>Sous Composante 3.1 : Gestion basée sur la performance</b>			
	central et régional (y compris la communication avec les radios communautaires)	un processus nouveau aux acteurs de l'éducation. A cet effet, il s'avère important de former les acteurs centraux et régionaux sur la vérification des résultats.	d'atelier de formation par la DEP en collaboration avec l'UCP du projet	formés sur la vérification indépendante des résultats.
31503	Mission de vérification indépendante des CBP par une agence			
SA.1	Prise en charge de l'expertise d'un cabinet pour la vérification indépendante de la mise en œuvre des CBP	Le processus de mise en place des contrats de performance est un processus nouveau aux acteurs de l'éducation. A cet effet, il s'avère important de former les acteurs centraux et régionaux sur la vérification des résultats.	Cette activité sera réalisée sous forme d'atelier de formation par la DEP en collaboration avec l'UCP du projet	Nombre d'acteurs centraux formés sur la vérification indépendante des résultats.
31504	Assistance technique d'un opérateur de téléphonie de transfert de fonds CBP			
SA.1	Mobiliser l'assistance de l'opérateur de téléphonie de transfert de fonds CBP	Après le recrutement du consultant international, des consultants nationaux, un opérateur de téléphonie doit être recruté pour le transfert de fonds (mobile money)	Elaboration des TDRS définissant les critères et les modalités de la mission, puis lancement du recrutement à travers un AMI.	Un opérateur de téléphonie est recruté pour le transfert de fonds .
31505	Mise en place et opérationnalisation d'un système de suivi-évaluation prenant en compte les CBP			
SA.1	Mettre en place et opérationnaliser le dispositif de suivi des CBP par le niveau central et régional	Pour atteindre les résultats escomptés, des dispositions doivent être prises pour assurer un suivi périodique de l'exécution des activités. Pour cela, la DEP envisage, en collaboration avec l'expert en suivi évaluation du Projet, d'organiser des missions périodiques de suivi sur le terrain.	Des missions périodiques seront organisées pour apprécier l'exécution des CBP et apporter au besoin des appuis aux différentes structures pour une mise en œuvre efficiente des contrats.	Nombre de missions de suivi organisées.

**3.3.2-Sous composante-3.2 : Mise en œuvre de la nouvelle stratégie de gestion des RH de l'éducation**

Cette sous-composante appuiera la mise en œuvre de la nouvelle stratégie des ressources humaines (RH) élaborée par le MEN, visant un meilleur déploiement des enseignants à travers le pays et une amélioration de la performance des autorités éducatives locales pour surmonter les carences en RH.

<b>Sous-composante 3.2</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Résultats attendus/Indicateurs</b>
<b>Renforcement de la gestion des ressources humaines de l'éducation</b>	Assurer un meilleur déploiement des enseignants à travers le pays	Un nouveau protocole sur le déploiement des enseignants est établi
	Améliorer la performance des autorités éducatives locales pour surmonter les carences en RH	Un plan de mise en œuvre du renforcement des capacités et du transfert de compétences, assorti d'un calendrier, est établi et mis en œuvre

# 1. Tableau de présentation synoptique des activités

(Voir Fichier Excel)

CODE	ACTIVITE	Montant Budget (en milliers de FCFA)	Période d'exécution		Respons.	Acteurs associés	Mode d'exécut°	Durée Exécut° en jours	CHRONOGRAMME												Coût en milliers de FCFA			
			Date de debut	Date de Fin					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	T1	T2	T3	T4
3	<b>Composante : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs</b>	3 650 195																	928 720	1 042 945	1 171 235	507 295		
32	<b>Sous Composante 3.2 : Renforcement de la gestion des ressources humaines de l'éducation</b>	800 535																	129 600	575 165	65 770	30 000		
321	<b>Volet : Revue des mécanismes de coordination et planification des RH</b>	195 150																	80 595	114 555	0	0		
32101	Actualisation du plan d'action de la stratégie de réforme de la gestion des RH du MEN	4 330																	4 330	0	0	0		
SA.1	Organiser un atelier d'actualisation du plan d'actions de la stratégie élaborée	4 330	10-mars	20-mars	DRH	UCP	Atelier	10		X									4 330					
32103	Création de la plateforme en ligne de gestion des RH	155 220																	76 265	78 955	0	0		
SA.1	Poursuivre l'opérationnalisation de la base des données DUNE de la DRH	147 530	15-mars	30-juin	DRH	UCP, DSP/TICE, Prestataire	Contrat consultant	107		X	X	X	X						76 265	71 265				
SA.2	Concevoir des dépliants thématiques, des bulletins d'informations à destination des autorités éducatives locales et gestionnaires (DREN, DDEN, Inspecteurs, Gestionnaires RH) avec l'accompagnement de l'agence de com ICM.	7 690	5-mai	20-mai	DRH	UCP	Atelier	15				X								7 690				
32104	Formation des autorités régionales et locales à la gestion des enseignants	35 600																	0	35 600	0	0		
SA.1	Formation des responsables des DREN, DDEN, IESG, IEF/A volet secondaire et des Présidents des conseils régionaux en matière de GRH	35 600	1-avr.	30-avr.	DRH	DREN	Atelier	29			X									35 600				
322	<b>Volet: Révision des textes juridiques</b>	129 755																	0	129 755	0	0		



CODE	ACTIVITE	Montant Budget (en milliers de FCFA)	Période d'exécution		Respons.	Acteurs associés	Mode d'exécut°	Durée Exécut° en jours	CHRONOGRAMME												Coût en milliers de FCFA			
			Date de debut	Date de Fin					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	T1	T2	T3	T4
32203	Sensibilisation et formation du personnel aux nouveaux textes juridiques relatifs aux ressources humaines	129 755																		0	129 755	0	0	
SA.1	Former les acteurs régionaux sur les Textes législatifs et Règlementaires en GRH	129 755	5-mai	25-mai	DRH	Toutes les structures	Atelier	20				X										129 755		
<b>323</b>	<b>Renforcement des capacités des acteurs</b>	<b>109 110</b>																		<b>3 500</b>	<b>74 340</b>	<b>31 270</b>	<b>0</b>	
32301	Formation et accompagnement des autorités régionales et locales sur la gestion des enseignants (Début 25/03/22; Fin 21/09/23)	64 860																		0	64 860	0	0	
SA.1	Former les inspecteurs et gestionnaires RH sur la gestion des enseignants	64 860	5-juin	20-juin	DRH	DREN	Atelier	15					X									64 860		
32302	Formation et accompagnement de la Direction des Ressources Humaines	44 250																		3 500	9 480	31 270	0	
SA.1	Renforcer les capacités de la DRH du MEN en élaboration d'outils de gestion et de pilotage (GPEC, formation-actions, ...)	9 480	25-mai	5-juin	DRH	Ttes les structures, UCP	Atelier	11				X	X							0	9 480			
SA.2	Elaborer un module d'adaptation au poste des assistants gestionnaires (Package de formations assistants gestionnaires RH)	3 500	10-mars	20-mars	DRH	DREN	Atelier	10			X									3 500				
SA.3	Élaborer un code d'éthique et de déontologie du personnel enseignant	31 270	1-juil.	25-juil.	DRH	DL/Partenaires sociaux	Atelier	24						X								31 270		
<b>324</b>	<b>Volet : Renforcement du dispositif</b>	<b>246 520</b>																		<b>15 505</b>	<b>226 515</b>	<b>4 500</b>	<b>0</b>	
32402	Finalisation du recensement des personnels enseignants et administratifs	154 500																		0	150 000	4 500	0	
SA.1	Mission de collecte et de rapprochement des données du personnel (enseignants, encadreurs et gestionnaires) sur la formation initiale et continue (prendre le budget 2022)	150 000	2-avr.	2-juin	DRH	UCP et DFICE/F	Mission	61			X	X	X									150 000		



## 2. Tableau descriptif des activités

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>3</b>	<b>Composante 3 : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs</b>			
<b>32</b>	<b>Sous Composante : Renforcement de la gestion des ressources humaines de l'Education</b>			
<b>321</b>	<b>Volet : Revue de mécanisme de coordination et planification des RH.</b>			
32101	Actualiser le plan d'action de la stratégie de réforme de la gestion des RH du MEN			
S.A.1	Organiser un atelier d'actualisation de la stratégie et du plan d'actions	La stratégie de réforme de la gestion des ressources humaines du MEN sera annuellement mise à jour pour l'adapter chaque fois au contexte du ministère et intégrer les différentes interventions internes et extérieures de tous les partenaires sous la supervision de l'EIGRH.	Une équipe de la DRH organisera deux (2) ateliers d'actualisation à Dosso. La 1 <sup>ère</sup> retraite consistera à réviser, par axe thématique les éléments de diagnostic, les objectifs de réforme et les logiques d'intervention articulées autour des 6 axes identifiées comme vecteurs de la réforme en GRH au MEN La 2 <sup>ème</sup> retraite a pour objet de proposer, d'articuler, d'opérationnaliser, les actions et budgétiser le plan d'action.	Un plan d'action budgétisé disponible
32103	Créer la plateforme en ligne de gestion des RH			
SA1	Poursuivre l'opérationnalisation de la base des données DUNE de la DRH	La DRH poursuit la mise œuvre d'un paquet d'activités en fin de rendre opérationnelle la base de données DUNE RH. La DRH poursuit la formation des RH des régions suite à l'intégration de la base des données en régions. Puis suivra la formation des administrateurs et superviseurs sur le logiciel <b>MYSQL</b> . Ensuite il sera mis en place un cadre de concertation pour déterminer les mécanismes de contrôle et de régulation et la chaîne de responsabilité dans la mise en œuvre du cadre normatif. Puis il sera procédé à la reconstitution de la carrière du personnel. Ensuite, le rapprochement des données MEN_MFP/RA et mise en place d'un protocole de données. Enfin, le rapprochement des données MEN Ministère des Finances et mise en place d'un protocole de données.	Il s'agit d'accompagner le lancement de la phase d'implémentation de la BDD dans les deux régions pilotes Tahoua et Diffa afin de diagnostiquer d'éventuelles difficultés et de formaliser des réponses techniques/institutionnelles appropriées à généraliser Le fichier MEN, une fois stabilisé doit être confronté au fichier du ministère de la fonction publique et avec celui du ministère des finances. A l'issue de ces rapprochements des données MEN_MFP/RA et MEN/MF des protocoles seront mis en place et fonctionneront conformément aux pratiques en la matière en passant par le développement des compétences des administrations et utilisateurs centraux et régionaux.	Les administrateurs et superviseurs sont formés sur le logiciel <b>MYSQL</b> Le cadre de concertation est créé Deux protocoles de rapprochement des données sont mis en place et fonctionnent conformément aux pratiques en la matière.

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>3</b>	<b>Composante 3 : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs</b>			
<b>32</b>	<b>Sous Composante : Renforcement de la gestion des ressources humaines de l'Education</b>			
SA.2	Concevoir des dépliants thématiques, des bulletins d'informations à destination des autorités éducatives locales et gestionnaires (DREN, DDEN, Inspecteurs, Gestionnaires RH) avec l'accompagnement de l'agence de com ICM.	Dans le cadre l'amélioration de la performance des autorités éducatives locales pour surmonter les carences en RH, il s'agit de créer deux à trois dépliants qui mettent le focus et expliquent simplement ceux des sous-processus de gestion qui ont le plus d'impact sur le bon déploiement des enseignants : Identification et Analyse des besoins en enseignants (et indicateur de pilotage associés); gestion de la mobilité du personnel enseignant en conformité avec les nouveaux textes ; remontée des données en lien avec la BDD/DRH sous réserve de son état d'avancement	Après la conception des dépliants, il sera recruté un prestataire pour la multiplication.	Dépliants élaborés
32104	Formation des autorités régionales et locales à la gestion des enseignants			
SA.1	Formation des responsables des DREN, DDEN, IESG, IEF/A volet secondaire et des Présidents des conseils régionaux en matière de GRH	Cette activité consiste à former les responsables des DREN, DDEN, Inspections secondaires et les présidents des conseillers régionaux en matière de gestion des ressources humaines. L'objectif vise à améliorer leurs compétences en gestion et pilotage des ressources humaines du ministère au même titre que leurs homologues du primaire qui ont bénéficié de formations similaires.	L'activité sera organisée sous forme d'ateliers de formation.	Nombre de personnes formées.
<b>322</b>	<b>Volet : Revue des mécanismes de coordination et planification des RH</b>			
32203	Sensibiliser et former le personnel aux nouveaux textes juridiques relatifs aux ressources humaines			
S.A.1	Former les acteurs régionaux sur les Textes législatifs et Règlementaires en GRH	Cette activité consiste à former les responsables des DREN, DDEN, Inspections secondaires et les présidents des conseillers régionaux en matière de gestion des ressources humaines. L'objectif vise à améliorer leurs compétences en gestion et pilotage des ressources humaines.	Afin d'accompagner les responsables régionaux pour une meilleure application des textes en matière compétences, la DRH entreprendra des ateliers de formation à l'intention des responsables des structures déconcentrées du ministère et des structures décentralisées (collectivités territoriales). Cette formation permettra de dérouler avec ces responsables l'ensemble des éléments du cadre normatif.	les responsables régionaux sont formés.
<b>323</b>	<b>Volet : Renforcement des capacités des acteurs</b>			
32301	Formation et accompagnement des autorités régionales et locales sur la gestion des enseignants			
SA.1	Former les inspecteurs et gestionnaires RH sur la gestion des enseignants	Dans le cadre de l'amélioration de la gestion des ressources humaines en particulier la gestion du personnel enseignant, sous l'accompagnement de l'EIGRH des cadres de la DRH seront formés à l'élaboration des outils de gestion (allocation équitable, la gestion prévisionnelle, le taux d'aléa, le degré de cohérence...). La DRH entreprendra un renforcement de la capacité des acteurs à tous les niveaux.	Des pôles de formation seront organisés dans les régions.	Les inspecteurs et gestionnaires sont formés sur la gestion RH

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>3</b>	<b>Composante 3 : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs</b>			
<b>32</b>	<b>Sous Composante : Renforcement de la gestion des ressources humaines de l'Education</b>			
32302	Former et accompagner la Direction des Ressources Humaines			
SA1	Renforcer les capacités de la DRH du MEN en élaboration d'outils de gestion et de pilotage (GPEC, formation-actions, ...)	Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme au niveau du Ministère de l'Education Nationale, la DRH envisage avec l'accompagnement de l'Experte en GRH, à travers des formations-actions, l'élaboration des outils de gestion et de pilotage. Ces outils seront consolidés puis développés dans des modules de formation à l'intention des gestionnaires RH des structures déconcentrées et feront éventuellement l'objet des dépliant.	Formation-actions organisées par l'experte internationale en GRH.	Les cadres de la DRH sont formés. Les déliants sont élaborés
SA2	Élaborer un module d'adaptation au poste des assistants gestionnaires (Package de formations assistants gestionnaires RH)	Sous l'accompagnement de l'Experte GRH, une équipe de la DRH va élaborer des modules et une feuille de route pour la formation de l'ensemble des gestionnaires RH des structures déconcentrées en outils de gestion et de pilotage.	Des pôles de formation seront organisés en région à l'endroit des gestionnaires RH.	Les gestionnaires RH sont formés
SA3	Élaborer un code d'éthique et de déontologie du personnel enseignant	Dans le cadre de la valorisation de la fonction enseignante, il sera élaboré un code d'éthique et de déontologie du personnel enseignant en association avec les partenaires sociaux (syndicats et association des parents d'élèves) qui met en leur les bonnes pratiques et accompagnera la revitalisation du système de sanctions et récompenses.	Des ateliers d'élaboration seront organisés par une équipe technique sous l'égide du DRH.	Un code d'éthique est élaboré
<b>324</b>	<b>Volet : Renforcement du dispositif</b>			
32402	Finaliser le recensement du personnel enseignant et administratif			
SA1	Mission de collecte et de rapprochement des données du personnel (enseignants, encadreurs et gestionnaires) sur la formation initiale et continue	L'activité vient en suivant du développement du module complémentaire de la BDD DUNE, pour accueillir les données relatives à la formation initiale et continue des enseignants.	Il s'agit de développer le module qui accueillera les données la formation initiale et continue des enseignants, encadreurs et gestionnaires dans la BDD DUNE. Les utilisateurs et administrateurs s'attelleront à intégrer ces données dans la BDD DUNE	Un module est développé Les données sont intégrées
SA.2	Accueillir une Mission de coopération SUD SUD : voyage d'étude de l'équipe du MEN Sénégal au Niger	Dans le cadre de la coopération Sud-Sud, il s'agit d'accueillir l'équipe MEN du Sénégal à Niamey faisant suite au voyage d'étude réalisé par l'équipe MEN du Niger en 2023. Cet accueil s'inscrit dans le cadre d'un voyage d'études Sénégal –Niger afin d'explorer l'expérience Nigérienne de sa plateforme DUNE	Voyage d'échanges d'expérience avec le Sénégal. A ce titre des TDR seront transmis au projet pour l'organisation de l'accueil de l'équipe sénégalaise.	L'accueil est organisé pour le voyage d'étude de l'équipe du MEN Sénégal à Niamey.
32403	Accompagner la mise en œuvre des mesures de déploiement et de rétention			
SA1	Recruter un consultant pour élaborer un plan d'accompagnement des enseignants déployés en zones	Cette activité consiste à proposer un dispositif de mesures d'accueil et d'accompagnement des enseignants affectés dans les zones d'insécurité afin de renforcer leur sécurité. Il s'agit de recruter un	Élaboration d'une note sur le dispositif ainsi son mécanisme de	Un protocole de sûreté est développé.

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>3</b>	<b>Composante 3 : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs</b>			
<b>32</b>	<b>Sous Composante : Renforcement de la gestion des ressources humaines de l'Education</b>			
	d'insécurité incluant les mesures spécifiques en faveur des enseignantes	consultant international spécialisé en éducation en zones de conflit en vue de conduire des missions d'évaluation et de travail avec une équipe dédiée (organiser des ateliers avec l'équipe) pour produire et faire valider un protocole et un dispositif réaliste et d'en définir l'impact financier. Ce dispositif devra s'inspirer de politiques connues et réussies visant à augmenter la quantité ou à améliorer la qualité du personnel dans les zones difficiles à doter en ressources humaines	Fonctionnement.	Un Plan d'accompagnement est disponible
SA2	Adopter et partager le plan d'accompagnement des enseignants dans les zones difficiles	Une fois le plan d'accompagnement élaboré, la DRH adoptera un mécanisme d'adoption et de partage du plan d'accompagnement avec les structures centrales et déconcentrées.	Ateliers de partage du plan d'accompagnement	Le Plan d'accompagnement est partagé
<b>325</b>	<b>Assistance technique pour la sous composante 3.2</b>			
<b>32501</b>	<b>Assistance technique en GRH</b>			
SA.1	Prendre en charge l'expertise internationale en GRH	<p>Sous la coupe du Secrétaire Général du MEN et de la coordination du projet, l'expert a pour tâches dans le cadre de sa mission de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-Appuyer les Secrétaires Généraux des deux Ministères (MES/MEP) et l'unité de coordination du projet LIRE dans la démarche de conception d'un plan de transfert de compétences (échelonné dans la durée d'exécution du projet) des experts vers les homologues nommés pour recevoir ce transfert</li> <li>-Appuyer le Secrétaire Général du MEN et l'UCP/LIRE <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans la conception d'un contrat de résultats type destiné aux experts membres de l'Unité de coordination du projet LIRE</li> <li>• dans le processus d'élaboration et de suivi annuel des contrats de résultats individuels des experts</li> <li>• dans la conception des plans individuels de transfert de compétences des experts et homologues</li> </ul> </li> <li>-Sensibiliser/former les experts et les homologues à la démarche et aux mécanismes de transfert de compétences</li> <li>-Appuyer l'UCP/LIRE dans la mise en œuvre du plan de transfert de compétences et dans la définition du suivi-évaluation de celle-ci</li> <li>-Conseiller et appuyer techniquement les DRH du MEP et du MES dans l'exécution de leur stratégie de GRH et dans la mise en œuvre de la sous-composante 3.2</li> </ul>	Recrutement et mise à disposition du consultant conformément aux dispositions de passation des marchés applicables au Projet Niger-LIRE.	Nouvelle stratégie GRH du MEN est mise en œuvre

### 3.3.3-Sous composante-3.3 : Suivi-Evaluation et redevabilité

Cette sous-composante renforce le suivi et l'évaluation (S&E) et améliorera les mesures de redevabilité. Elle vise à :

- Renforcer le Système d'Information pour la Gestion de l'Education (SIGE) pour permettre (i) la production de données sur l'éducation en temps opportun, fiables et désagrégées et (ii) la mise en place de mécanismes de suivi communautaire. Le SIGE s'appuiera sur les efforts en cours, notamment par l'UNICEF dans le cadre de l'initiative « Data Must Speak » du Niger qui crée des tableaux de bord de données au niveau des écoles et des inspections ;
- Soutenir (i) la mise en œuvre d'une évaluation nationale normalisée des élèves ; et (ii) le renforcement des capacités des Directions nationales en charge de l'évaluation des acquis scolaires des élèves ;
- Appuyer les résultats du S&E de l'intervention d'alphabétisation du Projet (sous la sous-composante 1.2) ; et
- Soutenir le déploiement des enseignants et les mesures de rétention dans les zones d'accueil des réfugiés et la formation à la planification d'urgence en cas de nouvel afflux de populations.
- Réaliser une évaluation d'impact spécifiquement sur le coaching est en cours d'élaboration étant donné que (a) il est clairement établi que le coaching et le soutien soutenu des enseignants peuvent avoir un impact important ; et (b) un modèle de coaching est nouveau et très innovant dans le contexte du Sahel

Sous-composante 3.3	Objectifs	Résultats attendus
<i>Suivi, évaluation et redevabilité</i>	Renforcer le Système d'Information pour la Gestion de l'Education ;	les données fiables et ventilées sur l'éducation sont diffusées dans les meilleurs délais. Le mécanisme de suivi à base communautaire est opérationnel
	Soutenir la mise en œuvre d'une évaluation nationale normalisée des élèves	L'évaluation nationale normalisée des élèves est organisée.
	Renforcer les capacités de l'unité nationale d'évaluation ;	Les capacités de l'unité nationale d'évaluation sont renforcées ;
	Renforcer les résultats du suivi et de l'évaluation de l'intervention d'alphabétisation du projet	Les données fiables sur l'intervention d'alphabétisation sont disponibles.
	Soutenir les mesures de déploiement et de rétention des enseignants dans les zones d'accueil de réfugiés	Les mesures de déploiement et de rétention des enseignants dans les zones d'accueil des réfugiés sont soutenues par le projet.

# 1. Tableau de présentation synoptique des activités

(Voir Fichier Excel)

CODE	ACTIVITE	Montant Budget (en milliers de FCFA)	Période d'exécution		Resp ons.	Acteurs associés	Mode d'exéc ut°	Duré e Exéc ut° en jours	CHRONOGRAMME												Coût en milliers de FCFA									
			Date de début	Date de Fin					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	T1	T2	T3	T4						
3	<b>Composante : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs</b>	3 650 195																								928 720	1 042 945	1 171 235	507 295	
33	<b>Sous Composante : Suivi évaluation et rédevabilité</b>	1 099 695																									200 000	259 945	296 295	343 455
331	<b>Volet : Renforcement du système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE)</b>	942 535																									157 500	252 445	288 795	243 795
33101	Assistance technique en Suivi-Evaluation	574 535																									157 500	217 845	99 595	99 595
SA.1	Prendre en charge une expertise internationale en Suivi-Evaluation	237 000	1-févr.	31-mai	DEP	DSP/TICE, UCP	Contrat consult ant	119	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	59 250	59 250	59 250	59 250	
SA.2	Finaliser les outils du mécanisme de suivi-évaluation du MEN	196 500	1-févr.	31-mai	DEP	UCP	Atelier	120		X	X	X	X	X												98 250	98 250			
SA.3	Opérationnaliser les outils du mécanisme de suivi-évaluation du MEN	121 035	1-avr.	31-déc.	DEP	DEP, UCP	Atelier	274				X			X				X								40 345	40 345	40 345	
SA.4	Organiser un voyage d'étude de partage d'expérience en matière de SIGE	20 000	1-avr.	15-avr.	DEP	UCP, DSP/TICE	Missio n	14				X														20 000				
33102	Réalisation de la géolocalisation des établissements en lien avec la conception du nouveau SIGE	50 000																								0	25 000	25 000	0	
SA.1	Prendre en charge l'assistance technique du cabinet ST21 pour le suivi de la mise à jour de la plateforme géolocalisation des établissements (primaire et secondaire)	50 000	1-avr.	30-sept.	DEP	DSP/TICE, UCP	Contrat consult ant	182				X	X	X	X	X	X										25 000	25 000		
33103	Assistance technique pour la mise en place et l'opérationnalisation du SIGE	250 000																								0	0	125 000	125 000	
SA.1	Mobiliser l'expertise d'un cabinet pour la mise en place et l'opérationnalisation du SIGE	250 000	1-juin	31-déc.	DEP	DSP/TICE, UCP	Contrat consult ant	213							X	X	X	X	X	X	X	X						125 000	125 000	
SA.2	Conduire le processus de mise en place du SIGE PM	0			DEP	DSP/TICE, UCP		0																						
SA.3	Opérationnaliser le SIGE sur le terrain PM	0			DEP	DEP, UCP		0																						
33105	Collection, centralisation périodiquement les informations nécessaire à la prise des décisions dans le secteur éducatif	68 000																								0	9 600	39 200	19 200	
SA.1	Recruter un Consultant individuel pour évaluer le processus de remontée des informations du MEN et	28 000	2-mai	30-juin	DSP/TICE	DEP, UCP	Contrat consult	59					X	X													5 600	11 200	11 200	





## 2. Tableau descriptif des activités

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>3</b>	<b>Composante 3 : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs</b>			
<b>3.3</b>	<b>Sous Composante 3.3 : Renforcement du système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE)</b>			
<b>3.3.1</b>	<b>Volet : Renforcement du système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE)</b>			
33101	Assistance technique en Suivi-Evaluation			
SA.1	Prendre en charge une expertise internationale en Suivi-Evaluation	L'activité concerne la poursuite de l'opérationnalisation du mécanisme de suivi évaluation de LIRE en assistance technique perle	Contrat consultant	Le mécanisme de suivi évaluation de LIRE est opérationnel du niveau déconcentré au niveau central
SA.2	Finaliser les outils du mécanisme de suivi-évaluation du MEN	L'activité concerne une assistance technique en suivi -évaluation pour des appuis perles au projet Niger-lire et le Ministère de l'Enseignement National (MEN) dans le processus de suivi-évaluation et du SIGE		*Appui de la mise en place et de l'opérationnalisation du système de suivi-évaluation de la DEP/MEN effectif *Suivi du processus de mise en place et d'opérationnalisation du SIGE effectif
SA.3	Opérationnaliser les outils du mécanisme de suivi-évaluation du MEN	Sur la base des outils du mécanisme de suivi-évaluation du MEN validés, la DEP procédera : <ul style="list-style-type: none"> <li>• A l'élaboration des documents de stratégie</li> <li>• A la planification des interventions du MEN</li> <li>• Au suivi évaluation des missions du MEN</li> <li>• Au renforcement des capacités des acteurs de la chaîne PTBS</li> <li>• A l'élaboration des documents de redevabilité</li> </ul>	La DEP mettra en œuvre l'opérationnalisation du mécanisme de suivi évaluation à travers des formations, ateliers et missions-terrains.	Le mécanisme de suivi-évaluation du MEN est opérationnel.
SA.4	Organiser un voyage d'étude de partage d'expérience en matière de SIGE	Pour faciliter l'appropriation et l'opérationnalisation du SIGE, un voyage d'étude et de partage d'expérience en cette matière sera organisé dans un pays de la sous-région.	Missions	Un voyage de partage d'expérience est réalisé dans un pays ayant un SIGE fonctionnel.

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>3</b>	<b>Composante 3 : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs</b>			
<b>3.3</b>	<b>Sous Composante 3.3 : Renforcement du système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE)</b>			
33102	Réalisation de la géolocalisation des établissements en lien avec la conception du nouveau SIGE			
SA.1	Prendre en charge l'assistance technique du cabinet ST2I pour le suivi de la mise à jour de la plateforme géolocalisation des établissements (primaire et secondaire)	<p>Cette étude permettra au MEN de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Constituer une base de données géographique fiable et modifiable comprenant tous les établissements scolaires des enseignements préscolaires, primaires et secondaires, les écoles de formation et les services déconcentrés en charge du pilotage et de la gestion ciblée par le projet LIRE ;</li> <li>• Doter d'un réseau d'information unique et intégré, opérationnel et crédible produisant des cartes interactives et statistiques des géo données, en utilisant le logiciel Q-GIS pour représenter graphiquement autant de variables pertinentes que possibles, notamment : la localisation des écoles, leur nombre de classes, les ressources humaines disponibles, les infrastructures annexes, les COGES, langue d'enseignement, etc. ;</li> <li>• Renforcer les capacités du MEN (niveau central et décentralisé) en matière de gestion de base de données géographiques.</li> </ul>	L'expertise du cabinet est mobilisée à travers un contrat passé suivant les procédures de passation des marchés de LIRE	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un réseau d'information opérationnel et crédible constitué de bases de données géographiques, statistiques, fiables et modifiables interconnectées est disponible pour le MEN</li> <li>- Les cadres du MEN sont sensibilisés à la méthodologie de géolocalisation</li> <li>- Une application web qui incorpore la base de données de la recherche ainsi qu'une carte géographique imprimante disponibles.</li> </ul>
33103	Assistance technique pour la mise en place et l'opérationnalisation du SIGE			
SA.1	Mobiliser l'expertise d'un cabinet pour la mise en place et l'opérationnalisation du SIGE (Diagnostic, Stratégie, Conception du SIGE et Opérationnalisation du SIGE)	<p>Cette mission permettra de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Doter le MEN d'une stratégie et d'une note conceptuelle de SIGE.</li> <li>• Mettre en place le SIGE conformément au document de stratégie et de la note conceptuelle</li> <li>• Doter le MEN d'un manuel d'opérationnalisation du SIGE</li> </ul>	<p>Elaboration de TDR pour le recrutement d'un cabinet chargé d'opérationnaliser le SIGE. Ces TDR seront élaboré par l'UCP et présenté à l'équipe technique du MEN (DSP/TICE et DEP) pour validation</p> <p>Une fois les TDR validés, il sera procédé au recrutement du cabinet chargé d'opérationnaliser le SIGE.</p>	Un cabinet est recruté pour opérationnaliser le SIGE.
SA.2	Conduire le processus de mise en place du SIGE PM	Après la conception d'une architecture détaillée du	Cette activité sera réalisée par la DEP en	Un centre de ressources est mis

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>3</b>	<b>Composante 3 : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs</b>			
<b>3.3</b>	<b>Sous Composante 3.3 : Renforcement du système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE)</b>			
		SIGE comprenant la standardisation, la numérisation et l'automatisation du dispositif de collecte des données et statistiques éducatives y compris la recommandation de la liste de matériels et logiciels à acquérir avec les spécifications techniques nécessaires à l'implémentation du SIGE, il sera procédé à la mise en place d'un centre de ressources du SIGE (les ressources matérielles et logicielles nécessaires au fonctionnement du SIGE).	collaboration avec la DSP/TICE, le spécialiste en digitalisation et la passation de marché de l'UCP du projet.	en place au niveau du MEN.
SA.3	Opérationnaliser le SIGE sur le terrain PM	Une fois que le rapport est validé, il sera procédé au recrutement d'un cabinet chargé de mettre en œuvre les recommandations de l'étude c'est -à-dire procéder à l'opérationnalisation du SIGE. Cette activité sera réalisée par l'UCP en collaboration avec la DEP.	Elaboration de TDR pour le recrutement d'un cabinet chargé d'opérationnaliser le SIGE. Ces TDR seront élaboré et validé en collation étroite avec le spécialiste en transformation digitale de l'UCP et le DSP/TICE/MEN. Une fois les TDR validés, il sera procédé au recrutement du cabinet chargé d'opérationnaliser le SIGE.	Un cabinet est recruté pour opérationnaliser le SIGE.
33105	Collection, centralisation périodiquement les informations nécessaire à la prise des décisions dans le secteur éducatif			
SA.1	Recruter un Consultant individuel pour évaluer le processus de remontée des informations du MEN et proposer un mécanisme de numérisation	Cette mission permettra de : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Evaluer le processus de remontée des informations et les outils de collecte de données du MEN ;</li> <li>• Proposer un mécanisme (processus et outils digitaux) de remontée d'information.</li> </ul>	Elaboration de TDR pour le recrutement d'un consultant individuel chargé de l'évaluation. Ces TDR seront élaboré par l'UCP et présenté à l'équipe technique du MEN (DSP/TICE et DEP) pour validation Une fois les TDR validés, il sera procédé au recrutement du cabinet chargé d'opérationnaliser le SIGE.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un consultant individuel est recruté</li> <li>• L'évaluation est réalisée</li> <li>• Le mécanisme de numérisation proposé est validé.</li> </ul>
SA.2	Organiser un voyage d'étude de partage d'expérience en matière de transformation numérique du processus de remontée d'information du système éducatif	Pour faciliter l'appropriation et l'opérationnalisation du mécanisme numérique de remontée d'information du MEN, un voyage d'étude et de partage d'expérience en cette matière sera organisé dans un	Missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un voyage de partage d'expérience est réalisé.</li> </ul>

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>3</b>	<b>Composante 3 : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs</b>			
<b>3.3</b>	<b>Sous Composante 3.3 : Renforcement du système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE)</b>			
		pays de la sous-région.		
SA.3	Recruter un Cabinet pour la numérisation le processus de remontée des informations du MEN	Sur la base du mécanisme de remontée d'information du MEN, le cabinet procédera à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La mise en place une plateforme de remontée d'information ;</li> <li>• La numérisation des outils de collecte</li> <li>• Au renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de remontée d'information ;</li> <li>• L'appui des Directions en charge de la remontée d'information (DEP et DSP/TICE).</li> </ul>	Elaboration de TDR pour le recrutement d'un cabinet chargé de la numérisation du processus de remontée des informations du MEN. Ces TDR seront élaboré par l'UCP et présenté à l'équipe technique du MEN (DSP/TICE et DEP) pour validation Une fois les TDR validés, il sera procédé au recrutement du cabinet.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cabinet recruté</li> <li>• Mission démarrée.</li> </ul>
SA.4	Opérationnaliser le processus numérisation des outils de remontée des informations du MEN (PM)	Sur la base des outils de remontée d'information numérisés, les directions en charge de la collecte de données procéderont à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'utilisation des outils numériques pour la remontée des données</li> <li>• L'élaboration des documents de stratégie (annuaire statistique, rapport de performance etc.) sur la base des données issues du processus de collecte numérique des données (PM)</li> </ul>	Les directions techniques du MEN en charge de la remontée d'information mettront en œuvre l'opérationnalisation du processus de numérisation des outils de remontée des informations, à travers des formations, ateliers et missions. (PM)	Le processus numérisation des outils de remontée des informations du MEN est opérationnel.
<b>332</b>	<b>Volet : Renforcement du système national d'évaluation des apprentissages des élèves</b>			
<b>33203</b>	<b>Formation des directions en charge des évaluations et les parties prenantes</b>			
SA.	Organiser un voyage d'études à l'étranger sur l'évaluation des pratiques enseignantes (Outil TEACH)	Dans le cadre de partage d'expérience, 10 cadres du MEN auront à effectuer un voyage d'étude au Cameroun, pays ayant une expérience avérée dans l'évaluation des pratiques enseignantes avec l'outil <b>TEACH</b> . Ce voyage permettra d'améliorer les évaluations de pratiques enseignantes	Voyage d'étude	10 cadres du MEN ont participé au voyage d'étude au Cameroun ayant une expérience avérée en <b>TEACH</b> .
SA.2	"Renforcer les capacités des cadres de la DECCS sur la plateforme numérique de	Lors des évaluations nationales, après la collecte, des milliers de outils remplis sont remontés au	Atelier de 13 jours à Kollo Participants : 17 (cadres de la DECCS, DSPTICE et	17 cadres de la DECCS, DEP et DSPTICE capables d'utiliser

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>3</b>	<b>Composante 3 : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs</b>			
<b>3.3</b>	<b>Sous Composante 3.3 : Renforcement du système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE)</b>			
	données (Kobocollect).	<p>niveau central. La gestion de ces documents papiers exige beaucoup d'effort de méthodes organisationnels. L'utilisation des tablettes est nécessaire dans les collectes pour une gestion efficace et sécurisée des données. Les informations seront automatiquement envoyées au serveur pendant la collecte des données sur le terrain.</p> <p>La formation des cadres de la DECCS sur Kobocollect, facilitera la digitalisation de la collecte des données lors des différentes évaluations organisées périodiquement (évaluation des pratiques enseignantes, évaluation des acquis scolaires...).</p> <p>Un spécialiste en numérisation du processus de collecte des données en général et Kobocollect sera mobilisé utilisé comme personnes ressources pour assurer la formation de ces cadres à Kollo pendant 13 jours.</p> <p>Il y aura une phase de théorique et une pratique avec les tablettes et les smartphones.</p> <p>Participants : 17.</p>	DEP)	KoboCollect et ODK dans la conception et collecte de données d'évaluation.
33204	Réalisation des évaluations nationales de l'apprentissage			
SA.1	Conduire les évaluations nationales des apprentissages	<p>Parallèlement à l'évaluation PASEC (CP et CM2), la DECCS, avec l'appui du projet LIRE Niger procédera à l'évaluation des acquis des élèves des classes de CE2.</p> <p>A l'image du PASEC les outils d'évaluation seront élaborés et mis en place en 2023. Les actions suivantes seront réalisées dans le cadre de la mise à l'essai des outils CE2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la conception et le montage des livrets : un atelier de cinq jours sera organisé, avec la participation des directions associées ;</li> <li>- la reprographie des outils de collecte ;</li> <li>- la formation des administrateurs à</li> </ul>	Ateliers et missions terrains	<ul style="list-style-type: none"> <li>- les outils sont élaborés et multipliés</li> <li>- Les administrateurs sont formés ;</li> <li>- les données sont collectées ;</li> <li>- Les outils sont classés, codifiés et saisis</li> <li>- Les données sont analysées</li> <li>- Les items sont choisis.</li> <li>-</li> </ul>

Code	Activité	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>3</b>	<b>Composante 3 : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs</b>			
<b>3.3</b>	<b>Sous Composante 3.3 : Renforcement du système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE)</b>			
		Niamey pendant 4 jours; <ul style="list-style-type: none"> <li>- la collecte des données dans les écoles ;</li> <li>- le classement, la codification et la saisie des données ;</li> <li>- le traitement, l'analyse des données et le choix des items pour l'évaluation 2024.</li> </ul>		
<b>334</b>	<b>Volet : Processus d'évaluation d'impact du projet</b>			
33401	Recrutement d'une structure pour la collecte des données dans le cadre l'évaluation d'impact du programme espace sûr pour les filles			
SA.1	Contribuer l'évaluation d'impact du programme espace sûr pour les filles avec le laboratoire du JPAL	PM	PM	PM
33406	Gouvernance et Suivi de la composante 3 (Début 28/09/20; Fin 30/04/26)			
SA.1	Conduire des missions de suivi périodique de la mise en œuvre du PTBA LIRE 2024	L'activité consiste à effectuer périodiquement des missions de suivi terrain afin de s'assurer de la bonne marche des activités de la composante3	Mission	Des missions de suivi sont réalisées au titre de la composante3

### 3.4- Composante-4 : Administration et Coordination du Projet

<b>OBJECTIFS</b>	Mettre en place des mécanismes de coordination efficaces, des pratiques de gestion financière et de passation des marchés appropriées, ainsi qu'un suivi et une évaluation efficaces des résultats du projet aux niveaux national et local
<b>BENEFICIAIRES</b>	Toutes les organisations parties prenantes du Projet
<b>RESULTATS ATTENDUS</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>☞ Les organes de pilotage et de coordination sont mis en place et fonctionnel durant la durée du Projet conformément à leurs textes de création</li> <li>☞ Un Plan de renforcement des capacités est élaboré et mis en œuvre</li> <li>☞ Le système de Suivi -Evaluation est mis en place et fonctionnel</li> <li>☞ La communication sur les actions du Projet est assurée</li> <li>☞ Le dispositif de gestion environnementale et sociale est fonctionnel</li> </ul>
<b>CONTENU</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Coordination et Planification</li> <li>2. Renforcement des capacités<sup>1</sup></li> <li>3. Suivi -Evaluation</li> <li>4. Communication</li> <li>5. Problématique environnementale et sociale</li> </ol>
<b>MONTANT</b>	10 millions USD, dont 9 millions USD en don de l'IDA, 1 millions USD en crédit de l'IDA)
<b>AGENCE D'EXECUTION</b>	Unité de Coordination du Projet (UCP)
<b>STRUCTURES IMPLIQUEES DANS LA MISE EN ŒUVRE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Comité de pilotage (CP)</li> <li>– Comité de Suivi Technique (CST)</li> <li>– Unités Régionales d'Appui Technique (URAT)</li> </ul>
<b>ZONE D'INTERVENTION</b>	National avec un accent particulier sur les 5 régions prioritaires

<sup>1</sup> Autre que celui prévu au niveau des 3 composantes techniques



## 1. Tableau de présentation synoptique des activités

CODE	ACTIVITE	Montant Budget (en milliers de FCFA)	Période d'exécution		Respo ns.	Acteurs associés	Mode d'exécution	Durée d'exécution	CHRONOGRAMME												Coût en milliers de FCFA					
			Date de début	Date de Fin					J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	T1	T2	T3	T4		
4	Composante 4 : Administration et Coordination du Projet	2 164 005																	626 320	542 460	497 600	497 625				
41	Sous composante 4-1: Coordination et Planification	172 840																	43 210	43 210	43 210	43 210				
411	Coordination et Planification	172 840	1-janv.	31-déc.	UCP	CTS & CP	Atelier mission	364	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	43 210	43 210	43 210	43 210
42	Sous composante 4-2: Renforcement des capacités	178 200																	0	35 640	71 280	71 280				
421	Renforcement des capacités autre que celui prévu au niveau des 3 composantes techniques	178 200	1-avr.	31-déc.	UCP	URAT	Atelier mission	274				X	X	X	X	X	X	X	X	X	X		35 640	71 280	71 280	
43	Sous composante 4-3: Personnel et Consultants/UCP et URAT	608 865																	152 210	152 210	152 210	152 235				
431	Personnel et Consultants/UCP et URAT	608 865	1-janv.	31-déc.	UCP	URAT	Contrat consultant et contrat personnel	365	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	152 210	152 210	152 210	152 235
44	Sous composante 4-4: Acquisition Matériels et Equipements	469 100																	107 150	147 650	107 150	107 150				
441	Matériels, Mobiliers et Equipements de Bureau	40 500	1-avr.	30-juin	UCP	URAT	Marché fournitures	90				X	X	X									40 500			
442	Matériels Roulant	0																								
443	Coûts Opérationnels	428 600	1-janv.	31-déc.	UCP	URAT	Abonnement	365	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	107 150	107 150	107 150	107 150
45	Sous composante 4-5: Suivi - Evaluation	200 000																	50 000	50 000	50 000	50 000				
451	Suivi - Evaluation	200 000	1-janv.	31-déc.	UCP	URAT	Atelier mission	365	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	50 000	50 000	50 000	50 000
46	Sous composante 4-6: Communication	175 000																	43 750	43 750	43 750	43 750				
461	Communication	175 000	1-janv.	31-déc.	UCP	URAT	Contrat consultant	365	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	43 750	43 750	43 750	43 750
47	Sous composante 4-7: Sauvegarde environnementale et sociale	360 000																	230 000	70 000	30 000	30 000				
471	Sauvegarde environnementale	90 000	1-janv.	31-déc.	UCP	URAT	Contrat consultant, Atelier, mission	365	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	22 500	22 500	22 500	22 500
472	Sauvegarde sociale et Gestion des Risques Sociaux et Genre (VBG, EAS/HS)	270 000	1-janv.	31-déc.	UCP	URAT	Contrat consultant, Atelier, mission	365	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	207 500	47 500	7 500	7 500

## 2. Tableau descriptif des activités

Code	Activités	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>4</b>	<b>Composante : Administration et Coordination du Projet</b>			
<b>41</b>	<b>Coordination et Planification</b>			
411	Coordination et Planification	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ateliers régionaux de Bilan/Programmation annuels (régions cibles)</li> <li>Atelier national de consolidation des Bilan/Programmation</li> <li>Organiser les réunions du CST</li> <li>Organiser les réunions du CP (PTBA)</li> <li>Organiser les ateliers de Coordination Régional</li> <li>Audit externe des comptes annuels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ateliers et missions</li> <li>Sessions,</li> <li>Contrat consultant</li> </ul>	5 ateliers de bilan - programmation sont organisés au niveau des régions ; 1 atelier Bilan-Programmation organisé au niveau national. 2 réunions du CST organisées au moins 2 réunions du CP (PTBA) organisées au moins 1 Audit annuel des comptes du projet est réalisé.
<b>42</b>	<b>Renforcement des capacités</b>			
421	Renforcement des capacités autre que celui prévu au niveau des 3 composantes techniques	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en œuvre et suivre le plan de renforcement des capacités (PRC) des homologues sélectionnés à cet effet acteurs à tous les niveaux, impliqués dans la mise en œuvre du Projet (Perfectionnement, voyage d'études, ateliers, etc...)</li> <li>Autres cadres d'échanges et / ou de renforcements de capacités entre l'UCP et les URAT et d'autres acteurs de la mise en œuvre du Projet</li> <li>Assurer la prise en charge des 8 homologues</li> </ul>	Elaboration des PRC des homologues (soumis à l'ANO de la Banque) Exécution du PRC par les spécialistes et experts au bénéfice des homologues (formations théorique et pratique, missions, voyage d'études...)  Atelier de formation et de partage organisés par l'UCP / URAT au bénéfice des acteurs pour la prise en charge de besoins spécifiques en matière de gestion de projet  Paiement mensuel	Niveau d'exécution du plan de transfert de compétence aux homologues;  Nombre d'ateliers de formation et de partage organisés.  Prise en charge effective des 8 homologues
<b>43</b>	<b>Personnel et Consultants/UCP et URAT</b>			
431	Personnel et Consultants/UCP et URAT	<ul style="list-style-type: none"> <li>Honoraires du Personnel (Task Force et UCP).</li> <li>Honoraire Personnel Cadre UCP et URAT</li> <li>Salaire Personnel d'Appui UCP et URAT</li> </ul>	Par virements bancaires	Honoraires des experts et spécialistes payés. Salaires du personnel d'appui

Code	Activités	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>4</b>	<b>Composante : Administration et Coordination du Projet</b>			
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurance Maladie Personnel d'Appui/UCP et URAT</li> <li>Assurance Accident Personnel UCP et URAT</li> </ul>		payés Contrat d'assurance maladie et accident personnel est signé et payé.
<b>44</b>	<b>Acquisition Matériels Equipements et Fonctionnement</b>			
441	Matériels, Mobiliers et Equipements de Bureau	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mobilier de l'UCP/ équipe FGB</li> <li>Matériels Informatique de l'UCP / équipe FGB</li> <li>Matériels Bureautiques et Electroniques de l'UCP et des URAT</li> <li>Aménagement et Ameublement UCP et URAT</li> <li>Equipement et câblage réseau UCP et URAT</li> </ul>	Expression des besoins et acquisition par le pôle passation des marches.	Les matériels sont acquis et leur fonctionnement assuré.
443	Coûts Opérationnels	<ul style="list-style-type: none"> <li>Abonnement Eau/UCP et URAT</li> <li>Abonnement Electricité/UCP et URAT</li> <li>Abonnement Téléphonique/UCP et URAT</li> <li>Abonnement Internet/UCP et URAT</li> <li>Carburant/UCP et URAT,</li> <li>Fournitures de Bureau UCP et URAT</li> <li>Consommables Informatique UCP et URAT,</li> <li>Produits d'entretien et alimentaire UCP et URAT,</li> <li>Service d'Entretien-Nettoyage et Gardiennage-Sécurité des Locaux /UCP et URAT,</li> <li>Entretien Matériel Roulant UCP et URAT</li> <li>Entretien Matériel Informatique/UCP et URAT</li> <li>Entretien Matériel Bureautique et Electronique/UCP et URAT</li> <li>Assistance et Maintenance de la Licence des Kit VC</li> <li>Impression des documents</li> </ul>	Expression des besoins et acquisition par le pôle passation des marches.	Le fonctionnement de l'UCP et des URAT est régulièrement assuré.

Code	Activités	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>4</b>	<b>Composante : Administration et Coordination du Projet</b>			
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Frais de publication et diffusion des MANIF ET DAO,</li> <li>Loyers UCP et URAT</li> <li>Assurance Matériel Roulant /UCP et URAT</li> <li>Assurance incendie ( bureau et matériel)</li> <li>Autres frais de fonctionnement</li> <li>Appui institutionnel</li> </ul>		
<b>45</b>	<b>Suivi - Evaluation</b>			
451	Opérationnalisation du Dispositif de Suivi-évaluation	Poursuivre l'opérationnalisation du dispositif décrit par le manuel de SE qui formalise les démarches et outils devant permettre l'harmonisation organisationnelle des méthodologies de collecte et de circulation des informations relatives à l'état d'avancement du projet, au suivi opérationnel des réalisations et au suivi d'effets et impacts	<p>Du niveau central au niveau déconcentré, les acteurs ayant la responsabilité du SE de la mise en œuvre du projet veillent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Au respect du Cadre global de suivi-évaluation</li> <li>A l'utilisation du Mécanisme et Outils de planification</li> <li>A l'utilisation du Mécanisme et Outils de suivi</li> <li>A l'utilisation du Mécanisme et Outils d'évaluation des composantes</li> </ul>	Le <b>dispositif est opérationnel</b> dans les différentes zones d'intervention du projet avec un <b>circuit global de traitement des données</b> fonctionnel
<b>46</b>	<b>Communication</b>			
461	Mise en œuvre du plan d'actions de communication	Il s'agit de la mise en œuvre de la stratégie de communication assortie d'un plan d'action au titre des composantes du projet en vue d'améliorer la visibilité du projet, d'assurer la communication, etc., en lien avec les objectifs et les cibles.	Contrat de consultant	Niveau d'exécution du plan d'action annuel de communication
<b>47</b>	<b>Sauvegarde environnementale et sociale</b>			
471.1	Vulgarisation et partage des documents de sauvegarde du FA-LIRE (CGES, CPR, MGP, PGMO, PEES)	<p>L'objectif de cette activité est de partager et vulgariser auprès des acteurs du projet, des documents de sauvegarde du FA-LIRE et les rendre accessibles. De manière spécifique il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Publier des résumés de ces documents dans un journal à presse ;</li> </ul>	Ateliers Missions	Documents vulgarisés et partagés

Code	Activités	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>4</b>	<b>Composante : Administration et Coordination du Projet</b>			
		- Reprographier et envoyer ces documents au niveau des services techniques et partenaires dans tous les chefs-lieux de région du Niger.		
471.2	Organisation des sessions régionales de renforcement des capacités techniques et d'internalisation des documents de sauvegarde et renforcement des capacités des acteurs régionaux	Cette activité vise le renforcement des capacités techniques et la formation des parties prenantes : UCP, Ministère de tutelle et autres acteurs de mise en œuvres (Ministères sectoriels) afin d'améliorer des connaissances du personnel de l'UCP les responsables des composantes et les acteurs régionaux sur les sauvegardes environnementales et sociales, genre, VBG et EAS/HS et les amener à comprendre l'intérêt de les prendre en compte dans la mise en œuvre des activités du projet FA-LIRE afin d'en atténuer les risques à tous les niveaux.	Session de formation Missions	Nombre de sessions par thématique organisées Nombres de cadres et acteurs formés
471.3	Recrutement d'un consultant individuel chargé du diagnostic en Santé, Sécurité au Travail (SST) et Hygiène des locaux et bureaux de l'UCP et les CURAT du projet NIGER-LIRE assorti d'un plan HSSE	Le plan HSSE a pour objectif global l'amélioration continue et permanente de la Santé de la Sécurité et de la Protection de l'environnement du personnel et des partenaires dans le fonctionnement des bureaux de l'UCP LIRE et CURAT. De façon spécifique, le PHSSE vise donc les objectifs suivants : - Assurer la conformité du projet à la réglementation nationale en la matière ainsi qu'aux exigences du SGES fondé sur les normes Environnementales et Sociales (NES) de l'IDA et autres directives ; - Veiller à ce que les situations potentielles susceptibles d'avoir une incidence sur la santé, la sécurité au travail des employés et sur l'environnement dans les bureaux (UCP et CURAT régionaux) soient identifiées et traitées efficacement, - Améliorer les conditions de travail grâce à la promotion d'une culture de la sécurité et de la protection de l'environnement permettant de	Contrat consultant individuel	Le Consultant présentera les résultats livrables suivants : 1. Recueil des exigences réglementaires nationales et internationales applicables et analyse des écarts 2. Etablissement du portrait environnemental et situation HSSE des bureaux et locaux ; 3. Rapport final du plan HSSE y inclus le Plan de formation (modules de formation et outils didactiques) pour les acteurs du projet.

Code	Activités	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>4</b>	<b>Composante : Administration et Coordination du Projet</b>			
		<p>protéger le personnel contre tout risque pouvant influencer leur santé à court ou à long terme sur le lieu de travail et lors de leurs déplacements ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Assurer la réduction des accidents du travail en sensibilisant le personnel aux problématiques liées à l'hygiène, la santé et la sécurité et à la protection de l'environnement ;</li> <li>- Veiller à la réduction de la consommation d'énergie et de l'eau et d'autres consommables et fournitures et à la réduction des déchets des bureaux et autres tout en favorisant la collecte sélective et le recyclage ;</li> <li>- Utiliser une approche intégrée de la gestion des risques HSSE et des approches sensibles au genre pour la planification, l'atténuation des risques et impacts sur la santé, la sécurité au travail et sur l'environnement dans les bureaux et installations régionales du projet LIRE ;</li> <li>- Assurer la communication continue, la sensibilisation et la compréhension des actions à entreprendre par les différents acteurs.</li> </ul>		
471.4	Recrutement d'un consultant individuel chargé d'élaborer un Plan de Gestion des Déchets (PGD)/FA-LIRE	<p>La gestion des déchets est un défi pour le Niger et ses partenaires au développement. Leur quantité augmente rapidement et leur gestion souvent informelle en milieu scolaire et souvent sur les chantiers de constructions expose l'environnement et les différents acteurs à des risques liés aux substances toxiques qu'ils contiennent.</p> <p>L'objectif général du plan de gestion des déchets vise à instaurer une gestion efficace et durable des déchets solides et dangereux générés par les activités du projet LIRE.</p> <p>De manière spécifique, il s'agira de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Décrire tous les aspects du système et de la stratégie de gestion des déchets du projet</li> </ul>	Contrat consultant individuel	<p>Un Plan de Gestion des Déchets (PGD) est élaboré et validé incluant un plan d'action détaillé qui sera mis en œuvre graduellement.</p> <p>Pour chaque activité du plan d'action, il sera indiqué le coût, les sources de financement, les responsables de mise en œuvre, les indicateurs de suivi, et la période de mise en œuvre.</p>

Code	Activités	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>4</b>	<b>Composante : Administration et Coordination du Projet</b>			
		<p>LIRE, ainsi que les responsabilités des principaux acteurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire et éliminer la pollution environnementale. En effet, la réduction des déchets diminuera les coûts de collecte et d'élimination des déchets ainsi que la charge environnementale dans la zone d'intervention du projet.</li> <li>• Limiter les nuisances et les risques liés à au caractère dangereux, fermentescible ou encombrant des déchets qui occasionneraient des impacts sanitaires ou environnementaux.</li> <li>• Disposer d'un plan d'action détaillé d'opérationnalisation incluant le coût, les sources de financement (projet, prestataires...), les responsables de mise en œuvre, les indicateurs de suivi, et la période de mise en œuvre.</li> </ul>		
471.5	Recrutement d'un consultant chargé d'élaborer un manuel de référence pour la mise en place un Système de Gestion Environnemental et Social (SMES) du projet parent et FA-LIRE	<p>Objectif : Elaboration d'un manuel de référence pour un système de gestion environnementale et sociale (SGES) adapté aux activités qui seront entreprises pour chaque sous-projet tout en garantissant que les documents de sauvegarde du FA-LIRE, les politiques environnementales et sociales nationales et celles de l'IDA sont adéquatement prises en compte, et que les activités des entreprises et prestataires soient en conformité avec ces politiques. De manière spécifique, il s'agira de : (1) Identifier et décrire les éléments constitutifs du SGES qui doivent être interconnectés, de manière à aider à évaluer, à contrôler et à systématiquement améliorer la performance environnementale et sociale du projet LIRE ; (2) Rédiger un manuel de référence pour</p>	Contrat consultant individuel	Un manuel de référence pour la mise en place d'un système de gestion environnementale et sociale (SGES) efficace est fourni

Code	Activités	Descriptif	Modalités de Mise en œuvre	Résultats Attendus et Indicateur de Suivi
<b>4</b>	<b>Composante : Administration et Coordination du Projet</b>			
		l'ensemble des activités et sous-projets à mettre en œuvre et (3) Assurer la formation des acteurs et bénéficiaires.		
<b>472</b>	<b>Sauvegarde sociale et Gestion des Risques Sociaux et Genre (VBG, EAS/HS)</b>			
472.1	Mise en œuvre du Plan d'action VBG et opérationnalisation du MGP	Mettre à jour et valider le Plan d'action VBG et mise en œuvre des activités de prévention avec l'assistance d'un bureau consultant (ONG) et la participation des acteurs du projet	Atelier Missions Contrat consultant bureau	Plan d'action VBG est mis à jour Activités de prévention réalisées
472.2	Vulgarisation du MGP auprès des communautés et identification des membres des comités de gestion des plaintes (y compris la confection des kits de communication + missions de suivi) ainsi que l'activation d'une ligne verte comme moyen de communication sur les cas de plaintes	Appuyer le fonctionnement des comités de gestions des plaintes (crédit téléphonique, frais de déplacement pour vérification, etc.) et celui du numéro vert de l'opérateur de téléphonie	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Paiement des frais de fonctionnement à l'occasion</li> <li>○ Contrat de prestation</li> </ul>	Fonctionnement des comités de gestion des plaintes assuré et ligne verte opérationnelle



## IV- Prévision budgétaire des coûts des activités

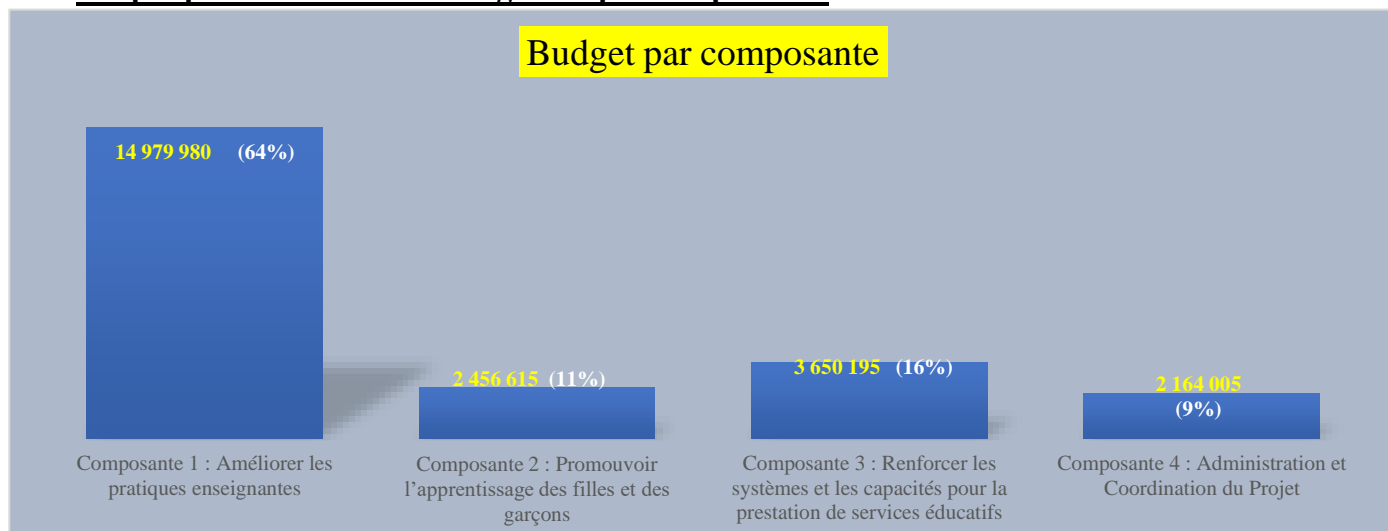
Elle exprime les coûts prévisionnels des activités programmées dans le plan de travail 2024 dont le montant total budgété fait **23,250 milliards F CFA** (équivalent à 39,121 millions USD). Ce montant constitue l'objectif budgétaire de l'exercice 2024 que le projet Niger-LIRE devra mobiliser sur les ressources de l'IDA Don N° D 580-NE et Crédit N°6572-NE mis à disposition pour financer ses activités programmées.

La prévision budgétaire des coûts des activités au titre de l'exercice 2024 est illustrée à travers deux tableaux ci-dessous présentés :

**Tableau n°1 : Prévision budgétaire par composantes et sous composante, et par financement (catégories de dépenses)**

Composante	Catégorie financière Don D 580-NE Montant (en milliers F CFA)				TOTAL
	Cat 1	Cat 2	Cat 3	Cat 4	
<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>	<b>14 866 980</b>	<b>113 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14 979 980</b>
Sous-Composante 1-1 : Renforcement des Ecoles normales	6 413 765	113000			6 526 765
Sous-Composante 1-2 : Développement d'un système d'encadrement et d'accompagnement de proximité des enseignants	2 827 755				2 827 755
Sous-Composante 1-3 : Outils et innovations pédagogiques	5 625 460				5 625 460
<b>Composante 2 : Promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons</b>	<b>2 164 115</b>	<b>292 500</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 456 615</b>
Sous-Composante 2-1 : Remédiation et soutien scolaire	924 145				924 145
Sous-Composante 2-2 : Classes passerelles pour les enfants en dehors de l'école	797 595				797 595
Sous-Composante 2-3 : Subventions aux écoles Makaranta pour l'acquisition des compétences de base	442 375	292500			734 875
<b>Composante 3 : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs</b>	<b>2 591 170</b>	<b>1 059 025</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 650 195</b>
Sous-Composante 3-1 : Gestion axée sur la performance	690 940	1 059 025			1 749 965
Sous-Composante 3-2 : Mise en œuvre de la nouvelle stratégie de gestion des RH de l'éducation	800 535				800 535
Sous-Composante 3 : Suivi, évaluation et redevabilité	1 099 695				1 099 695
<b>Composante4 : administration et coordination du projet</b>	<b>2 164 005</b>				<b>2 164 005</b>
<b>Total Général</b>	<b>21 786 270</b>	<b>1 464 525</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>23 250 795</b>
<b>Proportion</b>	<b>94%</b>	<b>6%</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>100%</b>

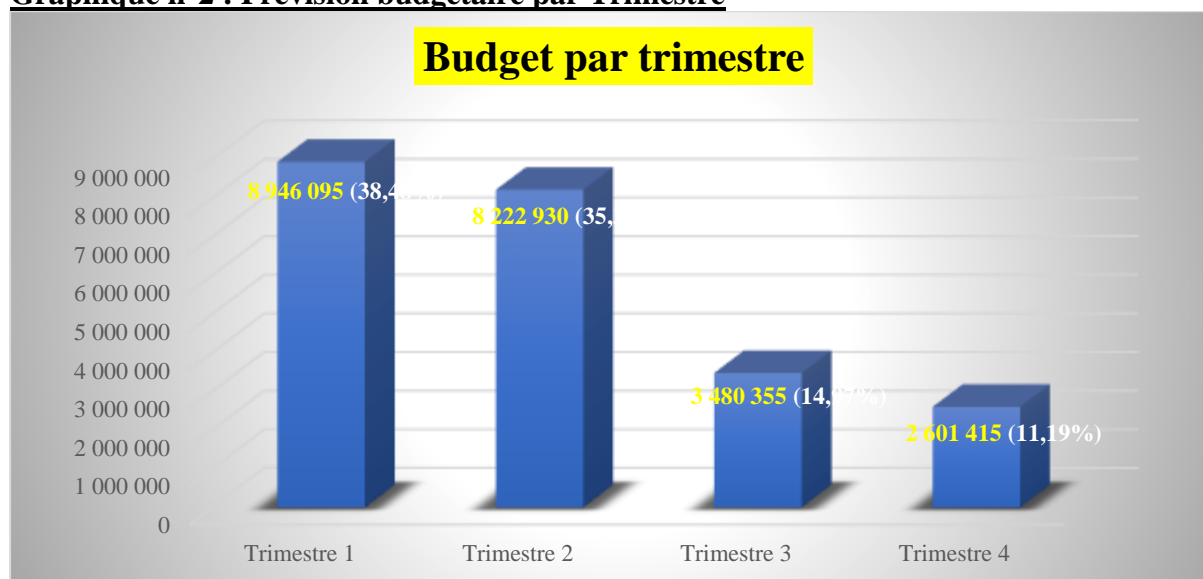
**Graphique n°1 : Prévision budgétaire par composantes**



**Tableau n°2 : Prévion budgétaire par trimestre et catégories de dépenses**

Trimestre	Catégorie financière Don D 580-NE Montant (en milliers F CFA)				Total Don D 580-NE
	Cat 1	Cat 2	Cat 3	Cat 4	
Trimestre 1	8 428 605	517 490			8 946 095
Trimestre 2	8 188 960	33 970			8 222 930
Trimestre 3	2 646 320	834 035			3 480 355
Trimestre 4	2 522 385	79 030			2 601 415
<b>Total Général</b>	<b>21 786 270</b>	<b>1 464 525</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>23 250 795</b>
<b>Proportion</b>	<b>94%</b>	<b>6%</b>	<b>0%</b>		<b>100%</b>

**Graphique n°2 : Prévion budgétaire par Trimestre**



**Tableau n°3 : Financement du PTBA selon les hypothèses (1&2)**

Composante	Budget	Financement		
		Hypothèse (1) Solde disponible de trésorerie au 01-janvier-2024	Hypothèse (2) avec la reprise des décaissements	TOTAL
<b>Composante 1 : Améliorer les pratiques enseignantes</b>	<b>14 979 980</b>		<b>14 979 980</b>	<b>14 979 980</b>
Sous-Composante 1-1 : Renforcement des Ecoles normales	6 526 765		6 526 765	6 526 765
Sous-Composante 1-2 : Développement d'un système d'encadrement et d'accompagnement de proximité des enseignants	2 827 755		2 827 755	2 827 755
Sous-Composante 1-3 : Outils et innovations pédagogiques	5 625 460		5 625 460	5 625 460
<b>Composante 2 : Promouvoir l'apprentissage pour les filles et les garçons</b>	<b>2 456 615</b>		<b>2 456 615</b>	<b>2 456 615</b>
Sous-Composante 2-1 : Remédiation et soutien scolaire	924 145		924 145	924 145
Sous-Composante 2-2 : Classes passerelles pour les enfants en dehors de l'école	797 595		797 595	797 595

Composante	Budget	Financement		
		Hypothèse (1) Solde disponible de trésorerie au 01-janvier-2024	Hypothèse (2) avec la reprise des décaissements	TOTAL
<i>Sous-Composante 2-3 : Subventions aux écoles Makaranta pour l'acquisition des compétences de base</i>	734 875		734 875	734 875
<b>Composante 3 : Renforcer les systèmes et les capacités pour la prestation de services éducatifs</b>	<b>3 650 195</b>		<b>3 650 195</b>	<b>3 650 195</b>
<i>Sous-Composante 3-1 : Gestion axée sur la performance</i>	1 749 965		1 749 965	1 749 965
<i>Sous-Composante 3-2 : Mise en œuvre de la nouvelle stratégie de gestion des RH de l'éducation</i>	800 535		800 535	800 535
<i>Sous-Composante 3 : Suivi, évaluation et redevabilité</i>	1 099 695		1 099 695	1 099 695
<b>Composante4 : administration et coordination du projet</b>	2 164 005	559 775	1 604 230	2 164 005
<b>Total Général</b>	<b>23 250 795</b>	<b>559 775</b>	<b>22 691 020</b>	<b>23 250 795</b>
<b>Proportion (%)</b>		<b>2%</b>	<b>98%</b>	<b>100%</b>

## V- Synthèse du Plan de passation des principaux marchés

Le plan de passation des marchés présentement en cours d'exécution se chiffre à un montant estimatif global de **5,723 milliards** de F CFA pour 40 marchés programmés et se décompose comme suit :

- ☛ **15** marchés de fournitures et équipements pour un montant global de 1,002 milliards de F CFA, soit **18%** du montant estimatif total des marchés
- ☛ **34** marchés de services de consultants pour un montant global de 4,720 milliards de F CFA, soit **82%** du montant estimatif total des marchés

Le PPM est constitué de deux catégories de marchés à savoir :

- Les marchés de services de consultants représentant **62,50%** du nombre de marchés ;
- Les marchés de fournitures et équipements **37,50%** ;

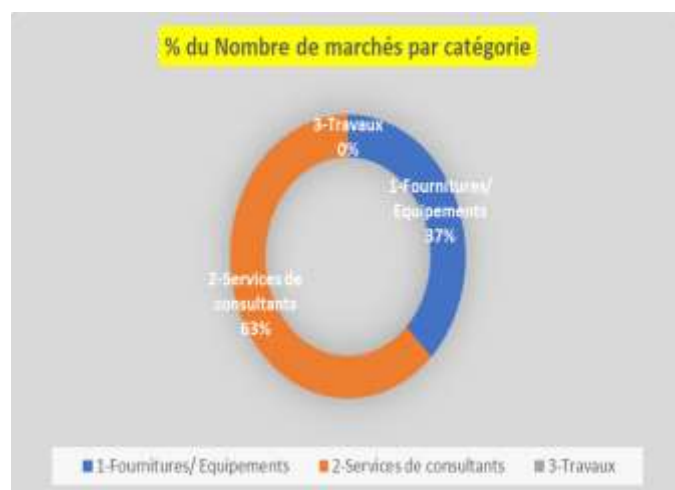
Le PPM en cours d'exécution ne comprend qu'une partie des marchés issus du PTBA 2023 qui seront passés et exécutés au courant de l'année 2024. Le PPM sera mis à jour une fois le PTBA 2024 approuvé par les instances du projet pour prendre en compte les nouveaux marchés de l'exercice 2024, ce qui augmenterait le potentiel du projet à programmer des marchés qui feront l'objet de futurs décaissements.

La stratégie mise en place pour l'exécution efficace de la passation de marchés est l'anticipation sur les étapes, soutenue par un système d'alerte afin d'éviter des retards dans le processus.

**Tableau n°4 : Répartition du PPM par type de marché et par méthode de passation**

Catégorie de marchés	Méthodes de passation	Nombre de marchés	Pourcentage Nbre marché	Montant estimatif (en milliers F CFA)	Pourcentage coût estimatif marché
1-Fournitures/ Equipements	AOI	0		0	
	AON	4		861 410	
	ED	1		20 000	
	DC	10		121 500	
<b>Total fournitures / Equipements</b>		<b>15</b>	<b>37,50%</b>	<b>1 002 910</b>	<b>18%</b>
2-Services de consultants	SQC/BS	19		4 234 090	
	SD	3		299 530	
	CI	3		187 020	
	SFQC	0		0	
<b>Total Services de consultants</b>		<b>25</b>	<b>62,50%</b>	<b>4 720 640</b>	<b>82%</b>
3-Travaux	AON	0		0	
	DC	0		0	
<b>Total Travaux</b>		<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>40</b>	<b>100%</b>	<b>5 723 550</b>	<b>100%</b>

**Graphique n°3 : Prévission budgétaire par marché**



## VI- Mécanisme de suivi de la mise en œuvre

Il s'agit des activités de suivi opérationnel du projet par rapport à la mise en œuvre du Plan de Travail et Budget national (PTBA) et du Plan de Travail et Budget Annuel Réaménagé (PTBAR). Il consiste à suivre les opérations de mise en œuvre du projet (aux niveaux central, Régional et local), les partenaires de mise en œuvre, la structure d'appui et de contrôle aux niveaux national, régional et local, et la structure de coordination et de suivi.

Chaque structure opérationnelle au niveau national, régional ou local assure, conformément au plan de mise en œuvre du projet, l'élaboration des termes de référence de toutes les missions et/ou activités, le suivi de la mise en œuvre des contrats et/ou conventions, la définition des caractéristiques techniques des besoins en matériels et équipements. Les avancements des activités sont communiqués à la Coordination du Projet à travers les rapports mensuels des Unités Régionales d'Appui Technique (URAT) et des responsables des composantes pour le suivi et la prise d'éventuelles mesures correctives, le cas échéant.

Les activités de suivi consistent entre autres : à la tenue des supervisions des activités sur le terrain ; à l'alimentation du Système d'information ; au suivi de l'atteinte des indicateurs ; et au suivi de l'avancement par rapport au Planning Opérationnel des activités.

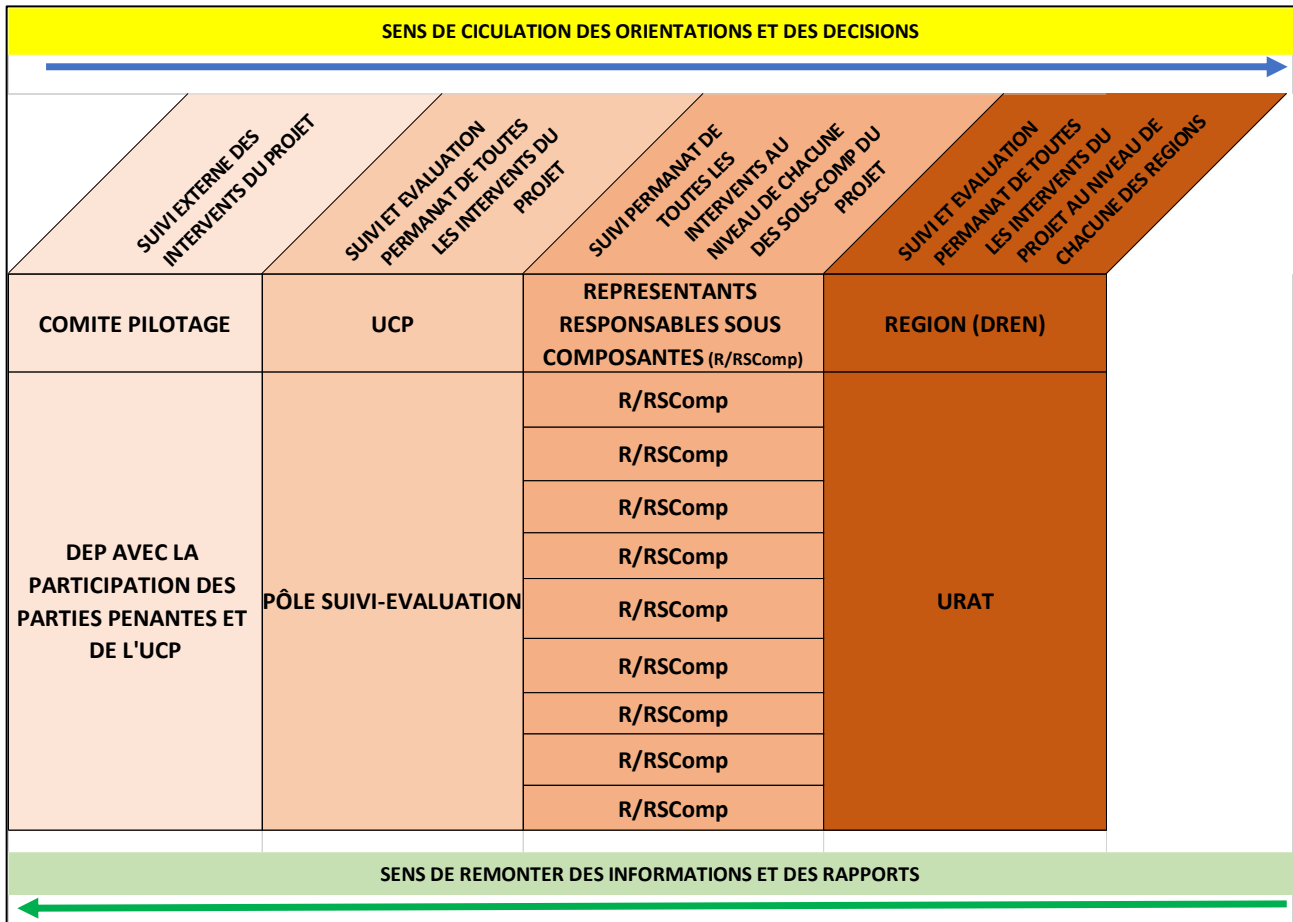
### **Processus d'exécution du PTBA 2024**

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce PTBA2024, les principaux points de suivi sont :  
Les délais de mise en œuvre : il s'agit pour chaque responsable de composante de transmettre à l'UCP au plus tard 15 jours avant le début du trimestre à venir le chronogramme actualisé et le projet des TDR dudit chronogramme.

La finalisation et la validation des TDR : Cette étape consiste à faire des séances de travail avec les acteurs d'exécution des activités pour l'étude et la validation des TDR avec l'équipe de l'UCP avant la transmission à la Banque mondiale pour ANO.

Livrables issus de la mise en œuvre des activités : pour des questions de redevabilité, chaque responsable d'activité doit fournir un rapport technique selon le format du Pôle suivi-évaluation et le rapport financier selon le format du Pôle Financier.

La figure ci-dessous présente les acteurs, le processus de suivi et le système de remontée d'information.



## VII- Redevabilité (Revue périodique)

Dans le cadre de suivi de la mise en œuvre du PTBA, deux (2) revues semestrielles sont organisées par la Banque mondiale pour apprécier l'avancement du projet. Les deux revues semestrielles sont préparées lors des revues trimestrielles qui se déroulent aussi bien au niveau régional que national.

Le processus d'organisation des revues trimestrielles sont présentés dans le tableau ci-dessous.

RESPONSABLES	TYPE DE REVUE	ACTEURS ASSOCIES	PERIODE PREPARATIVE	PERIODE REALISATION	RÔLES
CISE/SSE	National	DREN	Deux (2) semaines	Deux(2) semaines	Conduire le système de suivi-évaluation dans toute la zone d'intervention du projet
		CST			1- Planifier avec les PF des activités compo;
		Représentant Responsable Sous-Compo Resp Compo			2- Centraliser les TDR Compo;
		Responsable SousCompo			3- Etudier des TDR avec les acteurs techniques de la Compo;
		Acteurs d'Ex			4- Envoyer les TDR de la compo aux SSE et CISE;
		Autorités nationales de l'éducation			5- Centraliser des rapports de mission de la Compo;
		Autres acteurs du secteur de l'éducation			6- Elaborer de rapport d'activité mensuel et de performance trimestriel avec l'appui des acteurs techniques de la Compo
		URAT			Régionale
Inspecteurs	2- Centraliser les rapports des activités menés dans la région;				
Quelque Responsable d'école	3- Elaborer les rapports de supervision et de suivi				
Autres acteurs du secteur de l'éducation	4- Centraliser les données pour le renseignement des indicateurs;				
Autorités régionales	5- Envoyer périodiquement les données pour le renseignement des indicateurs au niveau national;				
Autres	6- Elaborer de rapport d'activité mensuel et de performance trimestriel avec l'appui des acteurs de la région				

## VIII-Conclusion

Le PTBA 2024 projette la réalisation d'un nombre important d'activités dans toutes les composantes du projet. Il est le résultat d'un travail participatif au sein de l'UCP comme décrit plus haut dans la méthodologie d'élaboration (Cf. II) pour trouver une meilleure réponse aux défis que le Projet Niger-LIRE doit relever au titre de sa quatrième année d'activités, après la mise en vigueur de l'Accord de financement signé entre les Autorités nigériennes et la Banque mondiale le 30 mai 2020. Parmi ces défis, l'on peut citer entre autres :

- ☞ L'accélération du processus de passation des principaux marchés à fort impact de résultat et de décaissement ;
- ☞ La poursuite de la mise en place du dispositif des contrats basés sur la performance (CBP) et de la formation en gestion à la base (FGB), et le financement des CBP restants (écoles, collèges et Makaranta) ;
- ☞ La finalisation des TDR relatifs aux activités prioritaires du 1<sup>er</sup> semestre 2024 et des spécifications techniques des biens à acquérir ;
- ☞ L'augmentation du taux de décaissement en accélérant le processus de mise en œuvre des activités en général et celui des gros contrats et marchés en particulier.

Afin d'atteindre les objectifs annuels du projet, l'UCP veillera à la coordination de la mise en œuvre des activités et à leur financement pour un coût global budgété de **23,250 milliards F CFA**.